

Chapitre 16:

La France du gaullisme à la gauche au pouvoir

(1958-1984)

Ce chapitre sera comparativement plus bref que les précédents, à l'exception du long passage sur Mai soixante-huit, car la vie politique de la France depuis 1958 est beaucoup moins agitée: la mise en place d'institutions semi-présidentielles a amené la fin de la valse des gouvernements (de 1958 à 1986 il n'y a eu que quatre présidents de la République et neuf premiers ministres en 28 ans); ensuite parce qu'il n'y a eu qu'une seule alternance politique, en 1981, et une seule crise grave depuis la fin de la guerre d'Algérie, celle de mai 1968¹. Mais c'est peut-être surtout parce que c'est de plus en plus l'**économie** qui oriente le débat politique: les grands débats idéologiques se sont peu à peu effacés, de ce point de vue le phénomène gauchiste des années 1960 et 1970 ne doit pas faire illusion: il fut aussi minoritaire que bruyant. Le symbole de cette évolution, ce fut la conversion de la gauche réformatrice au libéralisme économique en 1982-1983, conversion qui se fit sans aucun débat politique, et sans grands déchirements dans la population — la seule chose qui fit descendre les Français dans la rue à cette époque, ce fut la défense de l'enseignement privé. C'est pourquoi le chapitre 18, où je traiterai l'économie et les politiques économiques depuis 1945, sera au contraire relativement plus fourni.

I-La France du Général (1958-1969).

A) L'installation du régime et les nouvelles institutions (1958-1959).

La phase de transition institutionnelle dura de juin 1958 à janvier 1959. Le général de Gaulle était président du Conseil de la IV^e République avec les pleins pouvoirs, et le Parlement était en vacances (définitives). Le cabinet ne comptait que trois gaullistes avoués, dont Debré à la Justice et Malraux (puis Soustelle) à l'Information; toutes les grandes familles politiques y

¹ La reprise d'une relative instabilité ministérielle avec les cohabitations successives depuis 1986, et l'émergence du Front national dans le débat politique ne sont pas vraiment dans votre programme, même si j'y ferai allusion.

étaient représentées, sauf les communistes (et la sensibilité mendésiste dans ses différentes incarnations), ce qui lui donnait un parfum d'Union nationale. On y trouvait Pinay aux Finances, Mollet, Pflimlin; Houphouët-Boigny représentait l'Empire colonial. Bien sûr les partis n'avaient qu'un rôle symbolique: de Gaulle décidait de tout avec ses experts et ses conseillers. Les ministères essentiels étaient confiés à des techniciens, tel Maurice Couve de Murville aux Affaires Étrangères; les ministres "politiques" étaient eux aussi "doublés" par des technocrates — ainsi un économiste, Jacques **Rueff**¹, imposa un plan d'austérité à Pinay réticent (voyez au chapitre 18). Enfin les choses sérieuses, c'est-à-dire l'élaboration de la nouvelle constitution, étaient confiées à Michel **Debré** (1912-1996), le garde des Sceaux, un fidèle parmi les fidèles; l'opération fut rondement menée, en trois mois.

En septembre 1958 la nouvelle constitution fut adoptée en conseil des ministres, puis soumise à **référendum**. Tous les grands partis de gouvernement préconisèrent le "oui", y compris les socialistes et les radicaux, et aussi *Le Monde*. Parmi ceux qui appellèrent à voter "non" on trouvait les poujadistes, en plein déclin, les communistes (qui stigmatisaient « le régime personnel ouvrant la voie au fascisme ») et les rescapés de la gauche mendésiste: des radicaux (mais Mendès-France avait perdu le contrôle du parti), la gauche de l'U.D.S.R. avec Mitterrand, une partie des socialistes qui fit scission de la S.F.I.O. et constitua un Parti Socialiste Autonome dont émergera deux ans plus tard le Parti Socialiste Unitaire (P.S.U.). Leur échec fut sans appel: il y eut 79% de "oui" avec seulement 15% d'abstentions (le chiffre le plus bas de notre Histoire), c'est-à-dire que les deux tiers des Français approuvèrent la nouvelle constitution, et que les "non" rassemblèrent moins que le seul électorat communiste. Cela montrait à quel point l'opinion avait soif d'un pouvoir stable. Le référendum du 28 septembre 1958 donna à la nouvelle République une incontestable légitimité démocratique: le "péché originel" du 13 mai était effacé. Tout s'était passé dans des conditions de transparence et de liberté qui interdisaient toute comparaison avec les événements de décembre 1851 (voyez le chapitre 2).

Puis les nouvelles institutions se mirent en place. Les **législatives de novembre 1958** se firent au suffrage uninominal majoritaire à deux tours par circonscription (ce système est toujours en vigueur; il n'a été remis en cause qu'une fois, en 1986). À nouveau, les adversaires de De Gaulle mordirent la poussière: au premier tour, 0,5% des voix allèrent aux poujadistes, 1% à la coalition mitterrando-mendésiste dont le programme se réduisait à l'opposition à des institutions approuvées par la grande majorité. Même favorables à la nouvelle République, les partis que l'opinion identifiait à la IV^e République stagnaient: la S.F.I.O. obtint 15,5% des suffrages, le M.R.P. 11%; les radicaux régressaient carrément, avec 7,5% des voix. Enfin le

¹ Rueff (1896-1978), inspecteur des Finances, avait collaboré à la réforme monétaire de Poincaré en 1926. Il avait également joué un rôle important dans la naissance des institutions économiques européennes. En 1958, il était président du conseil des experts chargés par Pinay d'examiner la situation de la France.

P.C.F. connu son premier "décrochage" significatif: il n'obtint que 19,2% des voix, alors qu'il en avait rassemblé plus de 25% à toutes les élections depuis 1945. En revanche les indépendants récoltèrent 22% des voix; surtout le nouveau rassemblement des gaullistes, créé à la veille des élections, rassemblait plus de 20% des suffrages exprimés. Cet avatar numéro deux du parti gaulliste s'appelait l'Union pour la Nouvelle République (**U.N.R.**); il était dirigé par Soustelle. Le Général n'y adhérait pas: il se voulait au-dessus des partis. Le second tour amplifia la poussée gaulliste, le scrutin majoritaire aidant: sur 465 députés, il y avait 200 gaullistes et 135 indépendants, contre seulement 44 socialistes et 10 communistes — ce dernier résultat était un peu gênant, pour un parti qui avait rassemblé 20% des voix au premier tour. Enfin, on allait pouvoir gouverner... P.M.F., Mitterrand, Deferre étaient battus (les deux derniers se réfugièrent au Sénat, élu en avril 1959). La nouvelle assemblée était marquée à droite, malgré les prétentions du gaullisme à rassembler par-delà les clivages traditionnels.

Enfin, en décembre, ce fut l'élection du **président de la République** par un collège de grands électeurs: de Gaulle obtint 78,5% des voix face au communiste Georges Marrane et à Albert Châtelet, un universitaire soutenu par la gauche hostile au "césarisme". Il prit ses fonctions en janvier 1959¹, et nomma Michel Debré Premier ministre. Le gouvernement Debré comprenait des gaullistes, des indépendants, des M.R.P., mais plus de socialistes... et une seule femme, sous-secrétaire d'État, Nefissa Sid Cara, élue d'Alger.

Les **nouvelles institutions** s'inspiraient largement du discours de Bayeux, mais certains hommes de la IV^e République, devenus ministres de De Gaulle, purent y apposer leur marque, Mollet notamment; d'ailleurs la constitution de 1958 se réfère au préambule de celle de 1946, avec quelques nouveautés, notamment le droit pour les peuples d'outre-mer à déterminer eux-mêmes leur avenir.

Les institutions de la V^e République reposent sur le principe de la séparation des pouvoirs, ce qui visait essentiellement à **renforcer l'autorité du pouvoir exécutif**; cependant **le régime reste parlementaire**: le gouvernement est toujours responsable devant la Chambre, qui peut le renverser). Jusqu'en 1986, on a pu avoir l'impression qu'elles tendaient à un présidentielisme encore plus accentué qu'aux États-Unis, avec un Premier ministre qui n'était qu'un exécutant en chef, et un Parlement émasculé. De nombreuses voix s'élevaient pour dénoncer cette situation, dont on avait l'impression qu'elle s'aggravait avec le temps (notamment, évidemment, avec l'élection du Président au suffrage universel à partir de 1965). C'était

¹ Il détestait l'Élysée, où il croyait retrouver l'ombre de la Pompadour: « on ne fait pas l'Histoire dans le VIII^e arrondissement! »; il rêvait du château de Vincennes, mais le réaménagement eût coûté trop cher. Il fallut expulser un certain nombre de services qui coexistaient avec la Présidence faible de la IV^e, et même quelques logements de fonction.

largement une illusion, due à la personnalité de De Gaulle et aux mœurs politiques qu'il imposa pour une génération; due aussi tout simplement au fait que jusqu'en 1986, la majorité qui élitait le Président avait toujours correspondu à celle du Palais-Bourbon, et que dans ces conditions le Président élu au suffrage universel avait plus de légitimité, plus de poids politique que le Premier ministre investi par les députés.

La suite a montré que les institutions de la Ve étaient susceptibles de déboucher un tout autre type de pratique politique. Lorsque la majorité au Palais-Bourbon n'est pas celle du Président, c'est la première qui l'emporte, selon la logique parlementaire. On est alors en situation de cohabitation, et ce n'est pas une situation exceptionnelle et anormale, puisque depuis 1986 la France a vécu six années sur treize à ce régime. C'est le Premier ministre qui gouverne; le Président est réduit à des fonctions honorifiques (et bien marri de l'être, contrairement à ceux de la IIIe et de la IVe, car il n'a pas été élu pour cela), plus, héritage des mœurs politiques gaullistes, un "domaine réservé" assez flou, qui comprend notamment la diplomatie et les affaires militaires — sur cette notion, voyez la sous-partie suivante).

Ce qui rend possible cette alternance de deux pratiques institutionnelles opposées, c'est la non-coïncidence temporelle entre l'élection présidentielle et les législatives (puisque le président est élu pour sept ans et les députés pour cinq ans), ce qui introduit deux légitimités concurrentes, et la présence à la tête du gouvernement d'un Premier ministre soumis au contrôle de l'Assemblée: le Président n'est pas maître de la composition de son équipe. Par ces deux traits, les institutions françaises se distinguent des institutions américaines, qui sont purement présidentielles (l'exécutif et le législatif ont des légitimités égales mais n'ont aucun moyen d'action l'un contre l'autre¹), comme des institutions allemandes et britanniques, qui sont totalement parlementaires (la totalité de la légitimité appartient aux élus, le chef de l'État n'a qu'un rôle symbolique); à ma connaissance, le seul grand pays dont les institutions ressemblent aux nôtres est la Pologne².

¹ Ce qui fait que la "cohabitation" est ce qu'il y a de plus banal dans la vie politique américaine...

² Quant à savoir si c'est une bonne chose pour le pays... Ça se discute. À titre personnel, je noterai seulement que le système français est quand même un peu baroque, en particulier parce qu'il ne permet pas aux dirigeants de savoir exactement combien de temps ils ont pour gouverner. Aux États-Unis les choses sont claires: sur quatre ans de mandat, le Président a de fortes chances d'être forcé de cohabiter avec une Chambre hostile durant les deux derniers. En France, certains ont eu deux ans, comme Jacques Chirac en 1986-1988 et Édouard Balladur en 1993-1995; d'autres cinq, comme Mitterrand en 1981-1986; quatre, comme Giscard en 1974-1978; trois, comme le même Giscard en 1978-1981 (1978 est la date des législatives). Sur les gouvernements de cohabitation pèse toujours la menace d'une dissolution de l'Assemblée, décidée par le seul Président... Tous ces problèmes ne concernent qu'indirectement votre programme, puisqu'ils se posent essentiellement depuis 1986 — encore qu'il y a eu une sérieuse alerte en 1978, lorsque la gauche a failli gagner les législatives: au cours de la campagne, Giscard a été obligé de théoriser la cohabitation, pour la première fois, dans le discours de Verdun-sur-le-Doubs.

Le **président de la République** est la clef de voûte des institutions de la Ve République: fini le temps où il « inaugur[ait] les expositions de chrysanthèmes » (le mot est de De Gaulle). Il est bien moins dépendant du législatif que ses prédécesseurs de la IIIe et de la IVe Républiques, car il n'en émane pas. Certes de Gaulle, dans un premier temps, n'osa pas rétablir l'élection du Président au suffrage universel; mais dans le système de 1958 déjà, il était élu par un collège de 80.000 grands électeurs où les députés et sénateurs étaient noyés dans la masse des conseillers généraux, membres des assemblées des territoires d'outre-mer et représentants des conseils municipaux. D'autre part, le chef de l'exécutif dispose d'armes puissantes pour remplir le rôle que la Constitution lui assigne. C'est lui qui nomme le Premier ministre (on ne parle plus de président du Conseil: il n'y a plus qu'un seul Président au sein de l'exécutif, le chef du gouvernement est ravalé au rang de premier des "serviteurs", ce qui est le sens étymologique du mot "ministre"), et, sur proposition de celui-ci, les membres du gouvernement; il met fin à leurs fonctions. Il peut dissoudre l'Assemblée nationale, avec pour seule condition de consulter le Premier ministre et les présidents des deux chambres, sans obligation de suivre leur avis¹; en revanche lui-même ne peut pas être renversé par les parlementaires. Il peut recourir au référendum en passant par-dessus la tête du Parlement, mais seulement sur les questions concernant l'organisation des pouvoirs publics². L'article 16 de la Constitution l'autorise à prendre les pleins pouvoirs, pour une durée limitée, si les institutions de la République, l'indépendance de la nation ou l'intégrité du territoire sont menacés (ce n'est arrivé qu'une fois, en 1961).

Le Parlement reste bicaméral. L'**Assemblée nationale**, élue pour cinq ans (le mode de scrutin n'est pas constitutionnalisé: on peut le modifier par simple loi), dispose d'une capacité d'initiative limitée: c'est le gouvernement qui fixe l'ordre du jour des sessions, et comme les ministres partagent avec les députés l'initiative des lois (ce qui n'est pas très conforme au principe de séparation des pouvoirs), ils ne se privent pas de faire examiner leurs projets en priorité, ce qui tend à transformer l'Assemblée en simple chambre d'enregistrement³; de plus l'Assemblée ne peut proposer un texte de loi ayant pour effet de diminuer les ressources publiques ou d'aggraver les charges. Son contrôle sur le gouvernement est sévèrement réglementé aussi: le droit d'interpellation n'existe plus, le gouvernement ne peut être renversé que par une motion de censure rassemblant la majorité absolue des députés (ce n'est arrivé qu'une seule fois, en 1962), ou par le rejet d'une question de confiance posée par le premier ministre (ce n'est jamais arrivé). Jusqu'à la réforme de 1995, l'Assemblée ne siégeait que six mois par an en

¹ De plus, il ne peut pas la dissoudre plus d'une fois par an.

² Le champ du référendum a été étendu en 1995 à certaines questions de société. Il n'y a pas en France de référendums d'initiative populaire ni parlementaire.

³ Y compris en période de cohabitation, d'ailleurs.

deux sessions (l'une d'octobre à décembre, l'autre d'avril à juin), ce qui empêchait un contrôle permanent de l'action du gouvernement¹.

Le **Sénat** a retrouvé son nom de la III^e République. Les sénateurs sont élus pour neuf ans, mais les effectifs du Sénat sont renouvelables par tiers tous les trois ans. L'élection se fait au suffrage universel indirect, avec un collège de grands électeurs assez semblable à celui qui élisait le Président au début de la Ve République. La "chambre haute" n'a qu'un rôle très restreint, essentiellement de discussion et de confirmation des lois: il les vote certes, contrairement au Conseil de la République de la IV^e République, mais en cas de désaccord avec l'Assemblée, après deux "navettes" au maximum entre les deux assemblées et un passage par une Commission paritaire qui tente de dégager un accord, c'est la version de l'Assemblée qui l'emporte. En revanche le président du Sénat est le deuxième personnage de l'État; c'est lui qui assure l'intérim de la présidence de la République en cas de vacance (ce fut le cas d'Alain Poher en 1969 et 1974).

Le **gouvernement** est à la charnière des deux pouvoirs. Il « détermine et conduit la politique de la nation ». En théorie il dépend à la fois du Président et de l'Assemblée; en pratique jusqu'en 1986 il dépendait essentiellement du Président, qui le modelait à sa convenance. Il y a incompatibilité entre les fonctions ministérielle et parlementaire, ce qui oblige les parlementaires nommés ministres à démissionner de leurs fonctions de député ou de sénateur et distend les liens entre le gouvernement et le Parlement, puisqu'on ne voit plus les ministres venir voter les lois et participer aux débats. Lorsque le Premier ministre est en conflit avec sa majorité parlementaire ou ne veut pas perdre de temps, il peut légiférer par ordonnances, après un vote du Parlement l'autorisant à le faire sur un sujet précis; aux termes de l'article 49, alinéa 3, il peut aussi « engager la responsabilité du gouvernement sur le vote d'un texte », c'est-à-dire "poser la question de confiance"; dans ce cas, ce texte est considéré comme adopté (sans débat), sauf si une motion de censure, déposée dans les vingt-quatre heures qui suivent, est votée. Très souvent les gouvernements de la Ve République ont eu recours à la procédure des ordonnances ou "au 49.3": ces deux dispositions alimentent depuis toujours la critique de la "dérive monarchique" des institutions.

Enfin il ne faut pas oublier le **Conseil constitutionnel**, une innovation de la Ve République, sur le modèle de la Cour suprême américaine. Il est formé de neuf membres désignés pour neuf ans et renouvelables par tiers tous les trois ans, par le président de la République et les présidents des deux chambres; à cet effectif s'ajoutent de droit les anciens présidents de la République (jusqu'ici, aucun n'a jamais siégé — le seul qui l'aurait pu est Valéry Giscard d'Estaing). Le Conseil constitutionnel est le juge suprême de la validité des élections et

¹ Désormais l'Assemblée siège d'octobre à juin.

le gardien de la Constitution: il veille à la constitutionnalité des lois — à ce titre, il peut s'opposer aux décisions des élus du suffrage universel. C'est une évolution très importante: sous la Ve, **les principes démocratiques l'emportent sur la souveraineté sans limite du peuple**. Dans les années 1960 le Conseil constitutionnel est resté très proche du pouvoir; il apparaissait comme l'un des instruments de contrôle du législatif par l'exécutif (Mitterrand en disait: « on le croyait servile, il n'était qu'obéissant »). En 1962, il fut à peu près le seul corps de juristes du pays à soutenir la constitutionnalité du référendum sur l'élection du Président au suffrage universel... Mais depuis les années 1970, sa marge de manœuvre et son rôle se sont accrus (notamment parce qu'aux termes d'une révision constitutionnelle due à Valéry Giscard d'Estaing, il peut être saisi par soixante députés ou sénateurs, c'est-à-dire notamment par l'opposition). Depuis le début des années 1980, certains l'ont accusé de s'ériger en un contre-pouvoir et ont stigmatisé le **"gouvernement des juges"**, par exemple en 1982, lorsqu'il a partiellement annulé la loi sur les nationalisations car l'indemnisation prévue pour les propriétaires des entreprises nationalisées n'était pas suffisante.

Au total, des institutions qui assuraient la **stabilité de la vie politique**, mais aussi une **personnalisation du pouvoir**, en tout cas jusqu'en 1986; un phénomène que la stature exceptionnelle de De Gaulle ne pouvait qu'accentuer. C'était essentiellement ce que lui reprochaient ses critiques en 1958: ils évoquaient un risque de dérive bonapartiste. Ainsi pour Pierre Mendès-France, dans un article de *L'Express* de 1958, « loin de retourner vers la démocratie, on s'en éloigne plus encore. On ne rend pas le pouvoir au peuple; on affaiblit plus encore les moyens dont il dispose pour faire prévaloir ses volontés »; et P.M.F. de traiter le président de la Ve République de « monarque non héréditaire ». Dans le même numéro de la même revue, Sartre écrivait avec son sens habituel de la nuance: « je ne crois pas en Dieu, mais si, dans ce plébiscite, je devais choisir entre lui et le prétendant actuel, je voterais pour Dieu: il est plus modeste. Il réclame tout notre amour et notre infini respect, mais je me suis laissé dire par des prêtres qu'il nous aimait en retour et qu'il respectait infiniment la liberté du plus misérable. Notre futur monarque, lui, exige qu'on le respecte, mais je crains fort qu'il ne nous respecte pas. En un mot, Dieu a besoin des hommes, et le général de Gaulle n'a pas besoin des Français ».

Aujourd'hui cependant on peut écrire, il me semble, que **les institutions** de la Ve République n'ont pas fait à la France tout le mal que prévoyaient les mauvaises fées penchées sur leur berceau, et même qu'elles **ont bien résisté à l'épreuve du temps**; imparfaites évidemment comme toute créature sublunaire, elles jouissent toujours d'une popularité sans commune mesure avec celle des régimes précédents — il est vrai que l'élection du Président au suffrage universel, qui ne date que de 1962, y est pour beaucoup. Dans un premier temps, elles ont permis à la France de se tirer du guêpier algérien en moins de quatre ans; c'était pour cela, en somme, qu'elles avaient été dessinées. Mais elles ont duré, survécu à leur fondateur, puis à une

alternance majeure en 1981, et aux différentes cohabitations à partir de 1986; elles semblent bien parties pour battre (en 2023) le record de longévité de celles de la IIIe République.

B) La crise politique de 1962.

Durant **les quatre premières années** de la Ve République, la guerre d'Algérie pesa évidemment d'un poids énorme dans la vie politique française: on ne parlait pas de grand-chose d'autre. De Gaulle faisait à peu près ce qu'il voulait, d'autant plus que les opposants n'avaient aucune envie d'avoir à le remplacer dans sa tâche; mais ils n'en pensaient pas moins, et se préparaient à en découdre lorsque le conflit serait terminé. Le Général était extrêmement populaire dans une opinion lasse de la guerre, et qui avait très peur d'un putsch: de Gaulle étant un militaire, et jouissant du prestige acquis entre 1940 et 1944, était certainement l'un des meilleurs remparts possibles. Pour toutes ces raisons, il y eut une large majorité de "oui" dans l'Hexagone aux deux référendums sur l'Algérie (75% à celui sur l'autodétermination, 90% à celui sur l'indépendance). De Gaulle profita de ce consensus obligé pour imposer **une interprétation très personnelle des institutions**: il tailla au président de la République un **"domaine réservé"** que le texte constitutionnel ne lui reconnaissait pas et où il intervenait directement, sans en référer au législatif ni au premier ministre, plaçant de simples techniciens aux ministères concernés: la Défense, les Affaires étrangères, l'Algérie, les Affaires coloniales, par opposition aux affaires économiques et sociales, gérées de plus loin (selon l'une de ses formules célèbres, « l'intendance suivra »).

Le Général, fort de cette position exceptionnelle, était loin de ne gérer que les affaires algériennes... J'évoquerai plus loin la politique extérieure et militaire. Ce fut aussi l'époque de la **loi Debré**, votée en 1959, et qui permit à l'État d'apporter un soutien financier aux établissements scolaires privés. Ceux-ci pouvaient désormais signer un contrat avec l'État: dans ce cas, l'État payait les professeurs, mais ceux-ci devaient avoir les mêmes diplômes que dans le public, et appliquer les mêmes programmes. En réalité, cette loi aboutit à une prise de contrôle de l'enseignement privé par l'État, désormais très étroitement encadré à l'exception d'une minorité d'établissements "hors contrat", non subventionnés. Pour la première fois, les inspecteurs pédagogiques de la République pénétraient dans les écoles "libres"... Cependant les établissements privés continuaient à contrôler le recrutement de leurs professeurs et, bien entendu, celui de leurs élèves. Cette loi, qui voulait mettre un terme à la séculaire querelle scolaire, fut très mal reçue à gauche, où l'on criait à l'abandon du principe de laïcité: l'argent public ne devait pas aller à l'enseignement confessionnel. L'affaire ressurgit dès que la gauche

revint au pouvoir, au début des années 1980, et avec elle, une dernière fois (espérons-le), la vieille querelle scolaire.

De plus en plus, la politique de la France s'élaborait au sein du **cabinet** présidentiel, et les ministres n'étaient plus que les exécutants (le rôle de Jacques Foccart dans la politique africaine et malgache de la Ve République, avant et après les indépendances, déjà évoqué dans le chapitre 14, est un bon exemple de la puissance de ces hommes de l'ombre) L'Élysée, rapidement surnommée "le Château" par le *Canard enchaîné* (une référence aux Tuileries du temps de la monarchie constitutionnelle, siège du pouvoir et foyer d'intrigues), se peupla d'une foule de conseillers, d'experts, etc. La personnalité de Michel Debré, Premier ministre fidèle jusqu'à accepter d'appliquer en Algérie une politique contraire à ses convictions personnelles, n'aida pas à rehausser le rôle du gouvernement; de Gaulle révoquait ses ministres comme il l'entendait, ainsi Pinay en janvier 1960, Soustelle le mois suivant.

Le Parlement était réduit au rang de chambre d'enregistrement, quand il n'était pas carrément dessaisi: ainsi durant la période où de Gaulle prit les pleins pouvoirs, d'avril à septembre 1961 (à la suite du putsch des généraux), ou à l'occasion des différents **référendums** que l'opposition l'accusait de transformer en autant de plébiscites — c'est-à-dire de s'en servir pour réaffirmer sa légitimité et pour soigner sa popularité. Cela n'était pas faux au moins pour celui de janvier 1961 sur l'autodétermination de l'Algérie, davantage destiné à donner à de Gaulle l'autorité nécessaire pour négocier avec le F.L.N. qu'à faire approuver une nouvelle organisation des pouvoirs publics en Algérie, laquelle ne pouvait être qu'éphémère. Enfin les interventions incessantes à la radio et à la télévision, et autres bains de foule où le Président dialoguait directement avec le peuple, agaçaient prodigieusement les députés.

Ce fut pourquoi, dès la fin de la guerre d'Algérie, **une crise éclata entre de Gaulle et les partis**, de plus en plus hostiles pour des raisons diverses: certains s'opposaient à la politique économique (le P.C.F. depuis toujours, la S.F.I.O. depuis le plan d'austérité Pinay-Rueff), d'autres à la politique suivie en Algérie (une bonne partie de la droite, notamment parmi les indépendants, rassemblés dans le C.N.I.P.); d'autres à la politique scolaire jugée trop favorable à l'école privée (les radicaux), et tous à la personnalisation excessive du pouvoir. Même le M.R.P., qui était pourtant au gouvernement, s'inquiétait de la tiédeur de De Gaulle en matière européenne. Seule l'U.N.R. demeurait fidèle... à l'exception des partisans de l'Algérie française.

Ce fut de Gaulle qui engagea le fer en multipliant les provocations. En avril 1962, il changea de Premier ministre sans en référer à l'Assemblée: alors que Michel Debré pouvait toujours s'appuyer sur une majorité, le Président, considérant qu'une époque nouvelle s'ouvrait et qu'il lui fallait un homme neuf, le remplaça par **Georges Pompidou** (1911-1974). Circonstance aggravante, Pompidou n'était pas un politique, mais un pur technocrate. Petit-fils de paysan, fils d'instituteur à Montboudif, dans le Cantal, c'était un pur produit de la méritocratie

républicaine: normalien, agrégé de lettres, il était entré au cabinet de De Gaulle en 1944 (le Général cherchait « un normalien sachant écrire »); il devint directeur de ce même cabinet à l'époque du R.P.F. et le redevint en 1958-1959. Dans les intervalles, il fut directeur de la banque Rothschild; enfin, il était membre du Conseil constitutionnel depuis 1959. Mais il n'avait jamais été ministre, ni même élu; il n'avait pas résisté; il n'avait jamais adhéré à aucun parti (sauf brièvement à la S.F.I.O., dans sa jeunesse): il n'avait donc pas d'autre autorité que celle que lui conférait le chef de l'État. Sa nomination confirmait que le Président entendait prendre en charge directement les affaires du pays, accentuer le caractère présidentiel des institutions. Mitterrand eut une réaction typique de ce que ressentaient les hommes de la IV^e République: « Pompidou n'incarne plus que le bon plaisir du souverain qui nous méprise tant qu'il nous fait gouverner par son secrétaire ».

Les provocations continuèrent. En mai, dans une conférence de presse restée célèbre (celle du "volapük": voyez plus loin pour cette formule), de Gaulle affirma son choix d'une Europe des États contre l'Europe supranationale. Par ses propos méprisants envers la construction européenne, il blessa profondément ses ministres M.R.P., qui démissionnèrent. Sur ce, arrivèrent l'exode des pieds-noirs, l'indépendance de l'Algérie. Ce fut alors que, profitant de l'émotion suscitée par l'attentat du Petit-Clamart (le 22 août), de Gaulle décida de proposer aux Français un nouveau référendum sur **l'élection du Président au suffrage universel**. C'était agiter le chiffon rouge — par ailleurs, le chef de l'État, à 72 ans, pensait que son successeur, qui par définition n'aurait pas son prestige, devait puiser un surcroît de légitimité dans le mode de son élection, sinon l'on courait le risque d'un retour au régime des partis.

Le tollé fut général: l'élection du Président au suffrage universel semblait devoir faire basculer la France, définitivement, vers un régime présidentiel, et précipiter le déclin de la tradition parlementaire (effectivement, ce fut le cas). Le président du Sénat, Monnerville¹, parla de violation de la Constitution² et accusa le Président de "**forfaiture**", une parole très forte (ce vieux mot signifie: violation de serment, félonie) que de Gaulle ne lui pardonna jamais: jusqu'en 1969, les ministres boudèrent le Sénat, et l'un des buts essentiels du référendum organisé cette année-là fut de le faire disparaître. Tous les partis politiques appelèrent à voter "non" au référendum, y compris le M.R.P. et les indépendants — sauf l'U.N.R. évidemment; ils reçurent le soutien des syndicats, de la presse et même du Conseil d'État. En octobre 1962, **le "cartel des non"** coalisé au Parlement **censura le gouvernement** Pompidou. La motion de censure était

¹ Gaston Monnerville (1897-1991) était un radical; élu de Cayenne, dont il fit fermer le bagne en 1938, résistant (à Combat), sénateur depuis 1946, président du Conseil de la République, puis du Sénat, de 1948 à 1969 (il démissionna au début de la campagne référendaire pour ne pas que ses mauvaises relations avec de Gaulle ne brouillassent la campagne), membre du Conseil constitutionnel de 1974 à 1983, il fut l'un des rares hommes politiques français noirs après la fin de l'Empire colonial.

² À propos du recours au référendum plutôt qu'aux Chambres pour la révision constitutionnelle: cette procédure était contestée par tous les juristes.

présentée, symboliquement, par le vieux Paul Reynaud, lequel déclara: « pour nous républicains, la France est ici et non ailleurs (...). Les représentants du peuple, ensemble, sont la nation et il n'y a pas d'expression plus haute de la volonté du peuple que le vote qu'ils émettent après une délibération publique ». De Gaulle répliqua par la dissolution de l'Assemblée nationale et le maintien du référendum.

L'affrontement se solda par une victoire totale de De Gaulle. Le **référendum d'octobre 1962**, dont les adversaires du Président voulaient faire un nouveau 16 mai 1877, tourna à la déroute des partis coalisés pour défendre la tradition parlementaire française. De Gaulle bénéficia de son immense popularité, du règlement récent de l'affaire algérienne; mais aussi du rejet du parlementarisme dans l'opinion. Les Français n'avaient jamais suivi leurs hommes politiques dans l'identification que depuis 1870 ils faisaient de la démocratie au régime parlementaire... De Gaulle obtint, comme il l'avait demandé, « un "oui" franc et massif » (il y eut 62% de "oui"). La netteté de cette victoire rendit la réforme constitutionnelle irréversible, même si le droit avait été quelque peu malmené au passage: certains comme Pierre Mendès-France ne l'acceptèrent jamais et s'éloignèrent de la vie politique active, se réfugiant dans une posture de "statue du commandeur".

Aux termes de la Constitution réformée, il n'y avait pas besoin d'appartenir à un parti, ni d'être élu, pour se présenter à l'élection présidentielle: il ne fallait que cent parrainages d'élus. Ce chiffre fut porté à 500 après les élections de 1974, marquées par un trop grand nombre de candidatures de fantaisie. Le mode de scrutin était celui qui est encore en vigueur aujourd'hui.

Le **scrutin législatif de novembre 1962** permit à de Gaulle de parachever sa victoire en ramenant au pouvoir une majorité gaulliste: l'U.N.R. totalisa 32% des voix, un record absolu dans l'histoire de France pour une seule formation politique (encore amélioré cependant aux législatives de 1968). Le scrutin majoritaire aidant, l'U.N.R. frôla la majorité absolue à l'Assemblée; de toute façon de Gaulle était sûr de pouvoir gouverner grâce au ralliement (acquis depuis l'épisode du volapük, voyez plus bas) d'une partie des indépendants, qui derrière le jeune et prometteur Valéry Giscard d'Estaing formèrent le groupe des Républicains indépendants — tandis que le C.N.I.P. proprement dit demeurait dans l'opposition, très affaibli: Pinay renonça à se présenter à la présidentielle de 1965¹. Le P.C.F. maintenait ses positions avec 21,5% des voix; la S.F.I.O. poursuivait son recul. Le M.R.P. tomba à moins de 9% des voix — il n'y survécut pas: il entra en hibernation après un dernier congrès en 1964, certains de ses ténors se retirèrent de la vie politique (comme Teitgen); d'autres rejoignirent la majorité; il y eut diverses

¹ La descendance des R.I. est constituée par Démocratie libérale; le C.N.I.P. existe toujours (sous un sigle légèrement différent), c'est l'une des nombreuses petites formations qui vivent à la droite de la droite de gouvernement.

tentatives pour refonder des formations centristes (j'y reviendrai en leur temps), mais finalement elles se fondirent dans l'U.D.F. Le même destin attendait les radicaux, à l'exception d'une dissidence apparue en 1972, le M.R.G., qui alla "satelliser" autour du P.S.¹

Bref, **le système traditionnel des partis**, qui s'était réorganisé dans l'après-guerre sur des critères qui remontaient pour l'essentiel au début du siècle, mais qui était entré en crise dans les années 1950 (avec notamment les épisodes du mendésisme et du poujadisme), **était définitivement brisé**. La droite traditionnelle et la mouvance démocrate-chrétienne étaient en passe d'être phagocytées par le gaullisme (elles échappèrent finalement à ce destin grâce à la victoire de Valéry Giscard d'Estaing aux présidentielles de 1974); les partis de gouvernement de la IVe République étaient laminés et ce marais centriste allait être forcé de se réorganiser dans l'optique d'un combat binaire (droite-gauche) inscrit dans la logique des nouvelles institutions: ce fut le coup de génie de Mitterrand de le comprendre et de prendre ses dispositions en conséquences, mais il lui fallut plus de dix ans à y parvenir. Quant au P.C.F., seule force d'opposition à peu près intacte, il était bien incapable d'incarner une alternative de gouvernement; son étoile d'ailleurs pâlisait lentement, comme nous le verrons. On pouvait craindre une longue domination de la vie politique par le rassemblement gaulliste, et la colonisation de toutes les institutions par les gaullistes: certains commençaient à dénoncer "l'État U.N.R."

C) La France et le monde dans les années de Gaulle.

La IVe République était bien trop occupée par la reconstruction du pays, par la guerre froide et par la décolonisation, bien trop faible aussi pour être autre chose qu'un membre fidèle de l'Alliance atlantique — l'épisode de Suez mis à part. Les choses changèrent dans les années 1960. Ce fut d'abord grâce à la "détente" des relations entre les deux superpuissances: les alliés des États-Unis avaient plus de marges de manœuvre avec l'éloignement relatif de la menace soviétique; paradoxalement, l'équilibre de la terreur, en rendant plus improbable un conflit nucléaire mondial sans pour autant diminuer les risques de conflits régionaux, notamment en Europe, rendait un rôle aux puissances moyennes. Mais ce fut surtout, bien entendu, grâce à l'arrivée au pouvoir de De Gaulle: l'inflexion très nette de la politique extérieure de la France dans ces années fut très largement due à sa personnalité.

Il faut être très clair et se méfier des mythes. **De Gaulle n'était aucunement un neutraliste**, un partisan du repli sur soi, encore moins un "cryptocommuniste" tenté par un flirt

¹ La majorité radicale, intégrée à l'U.D.F., est habituellement désignée du nom de "radicaux valoisien", du nom de la rue de Valois, où se trouve leur siège.

avec l'U.R.S.S. Dans les années 1960, **la France** continua à appartenir pleinement au bloc occidental; elle **n'est jamais sortie de l'O.T.A.N.**; aux moments essentiels comme la crise des fusées de Cuba en 1962 ou l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du Pacte de Varsovie en août 1968, la France fit preuve d'une solidarité diplomatique sans faille avec le camp des démocraties. Évidemment l'économie de marché n'a jamais été remise en question; l'ouverture des frontières et l'intégration au Marché commun se sont poursuivies. Mais le Général pensait que les relations de la France et des États-Unis devaient se faire sur un pied d'égalité et non de sujétion, que la France devait conquérir, à l'intérieur du bloc occidental, le maximum d'autonomie que les nécessités de la solidarité contre le péril totalitaire rendaient possible. La France n'était pas un vulgaire Danemark, son Histoire et son prestige lui autorisaient le projet d'un rayonnement mondial; et puis **fidélité ne signifiait pas servilité**.

L'homme de l'appel du 18 juin était un nationaliste, animé, selon la formule célèbre qui ouvre ses *Mémoires*; par « **une certaine idée de la France** » {voyez ce passage des *Mémoires de guerre* en annexe à ce chapitre: documents, page 1}. Deux de ses mots favoris étaient "grandeur" et "prestige". Il vouait à la France un véritable culte; elle occupait le sommet de l'échelle des valeurs et le centre des préoccupations. Mais de Gaulle n'était pas un nationaliste de l'espèce passéiste, un homme de la nostalgie, du repli et de l'hostilité à l'autre, à la Maurras ou à la Pétain: pour lui la France ne pouvait tenir son rang dans le monde qu'en devenant un pays moderne et ouvert; elle devait épouser son siècle et abandonner les veilles querelles obsolètes (par exemple avec l'Allemagne), accepter les évolutions inéluctables comme, par exemple, la décolonisation. Plus profondément, « le nationalisme de De Gaulle [était] mitigé par son libéralisme économique et politique, par un humanisme fondamental qui [était] la clef de l'attachement de De Gaulle à la République » (M. Agulhon). Bref, avec de Gaulle, « la vieille tradition bonapartiste [se trouvait] réintégrée à la démocratie » (Agulhon toujours); **le nationalisme de droite redevenait républicain**, ce qu'il n'avait guère été jusque-là qu'entre 1905 et 1925. Il n'en était pas devenu moins ardent pour cela.

Ce militaire né au XIX^e siècle n'envisageait pas le monde hors du cadre des **États-nations**, acteurs collectifs pourvus d'une personnalité propre, d'un "intérêt général" commun à l'ensemble de leur population et qu'il appartenait aux gouvernements de préserver; leur compétition devait devenir pacifique, mais elle n'en demeurait pas moins une réalité à long terme. **Il était hostile à toutes les constructions supranationales**, que ce fût l'O.N.U., qu'il traita un jour de « machin » au détour d'une conférence de presse, ou à l'Europe unie: il comprenait la nécessité d'un rapprochement entre les économies, mais il était hostile à toute dimension politique de la construction européenne, à toute ébauche d'institutions internationales. Autre indice de cette vision du monde, l'homme qui avait pris des ministres communistes en 1945 ne parlait jamais de l'U.R.S.S. mais de "la Russie": pour lui, les Soviétiques, malgré leurs proclamations d'internationalisme, n'étaient que les héritiers des Tsars, avec les mêmes intérêts et

les mêmes stratégies fondamentales; à la limite, le communisme n'était que l'une des formes du séculaire impérialisme russe.

Toute limitation à la souveraineté de la France était inacceptable. L'homme de la France libre ne supportait pas que des décisions vitales pour la France, par exemple en matière de stratégie touchant un conflit limité en Europe, fussent prises à Washington. En 1940, dans des conditions extrêmes de faiblesse et de manque de moyens, il avait sauvé l'honneur de la France en opposant la défense des principes aux renoncements de Vichy, en faisant entendre une parole distincte de celle de Pétain autant qu'en organisant la France Libre et en rassemblant la Résistance. L'homme au grand nez pensait que dans le monde bipolaire des années 1960 la France pouvait encore compter, résister à son destin annoncé de puissance moyenne ordinaire par l'activisme, par le volontarisme, par la parole, bref, pour reprendre la formule si française que Rostand a mis dans la bouche de Cyrano de Bergerac, par « **le panache** ».

Ce fut ainsi que dans les années 1960 **la politique extérieure de la France prit un tour nettement moins prévisible**, parfois franchement pittoresque comme lorsqu'en 1967, lors d'un triomphal voyage officiel au Canada où des Québécois s'étaient massés par centaines de milliers sur les berges du Saint-Laurent pour saluer le navire qui l'amenait, à la fin d'un dîner officiel à Montréal, le Général, quelque peu pompette, s'étant approché au balcon et ayant trouvé les micros "miraculeusement" ouverts (aucun discours n'était prévu), se mit à dialoguer avec la foule rassemblée devant l'hôtel de ville, s'échauffa et finit par lancer un sonore « **vive le Québec libre!** » qui provoqua deux secondes de silence stupéfait, puis plus de dix minutes d'applaudissements, un scandale monumental, l'interruption du voyage officiel et un retour en France par le premier avion. Cet épisode typique du "panache" gaullien, du goût du Général pour le ministère du verbe et pour le spectaculaire (de Gaulle aurait très bien pu se contenter d'une mention favorable au Québec dans un document officiel), vaut encore à la France une grande popularité au Québec.

Il y eut des efforts pour établir des liens directs avec le camp adverse, pour **ne pas laisser la conduite de la détente aux seuls Américains**: Khrouchtchev fit une visite en France en 1960 et de Gaulle se rendit à Moscou en 1966. La France courtisa aussi les "dissidents" du camp socialiste, ceux qui comme elle tentaient de desserrer l'étreinte de leur puissant "protecteur" (la France reconnut la Chine populaire en 1964, et mai 1968 surprit le Général en visite officielle en Roumanie¹); et aussi les pays "non-alignés" du Tiers-Monde. De Gaulle

¹ À l'époque le leader roumain, Nicolae Ceaucescu, était tenu pour l'un des plus fréquentables du bloc de l'est. C'était l'un de ceux qui tentaient de dégager leur pays de l'emprise soviétique; on en déduisait à tort que le régime roumain était moins brutal que ceux des pays voisins.

chercha à établir des liens avec l'"arrière-cour" des États-Unis, à leur grande fureur: ainsi il se rendit au Mexique en 1964 (« *marchamos la mano en la mano, y viva México* ») et se permit de critiquer la conduite de l'Amérique en Indochine lors d'un voyage au Cambodge en 1966: dans le discours de Phnom Penh, il demanda la neutralisation de la péninsule. Il y eut des excès et des formules malheureuses, comme celle qu'il prononça en 1967, après la guerre des six jours, sur **les juifs, « peuple d'élite, sûr de lui et dominateur »** — la France tentait de se doter d'une "politique arabe" au Moyen-Orient pour faire pièce à l'alliance américano-israélienne. Le malaise avec Israël dura jusqu'à l'élection de Mitterrand à la présidence de la République en 1981.

Ce fut aussi, face au **défi américain** (c'est le titre d'un ouvrage de Jean-Jacques Servan-Schreiber publié en 1967), toute une série d'efforts pour refuser la sujétion technique et économique: je traiterai en détail au chapitre 18 des **grands programmes économiques** gaulliens.

Tout cela ne resta pas aux seuls plans de la diplomatie et de l'économie. **La France se dota de l'arme atomique**: une première bombe A explosa à Reggane, dans le Sahara, en février 1960; la première bombe H française explosa en août 1968 à Moruroa en Polynésie française; le premier sous-marin nucléaire français, le Redoutable, construit à partir de 1967, prit la mer en 1971, la même année où les missiles nucléaires du plateau d'Albion entrèrent en service. Certes le programme atomique avait été lancé sous la IV^e République et avait bénéficié à cette époque d'une précieuse aide américaine; mais de Gaulle lui donna un sens tout à fait nouveau: désormais l'atome était un instrument privilégié du prestige et surtout de l'indépendance de la France. Ce fut alors, dans les années 1960, que les stratèges français mirent au point la **théorie de la "dissuasion"**, dite parfois **"du faible au fort"**, qui demeura la doctrine officielle de la France jusqu'en 1991. On peut la résumer comme suit: certes les engins atomiques français étaient bien moins puissants que ceux des Soviétiques, tout le monde le savait, mais ils l'étaient suffisamment pour pouvoir infliger à un éventuel adversaire de tels dégâts que celui-ci n'allait pas se risquer à nous attaquer¹.

Cette version paupériste de la doctrine américaine des représailles massives assurait à la France une grande autonomie en matière stratégique à l'intérieur du bloc occidental: ce dont de Gaulle tira les leçons, peu à peu. En janvier 1963 il refusa le projet anglo-américain, esquissé en juillet 1962 à Nassau (aux Bahamas), de la création d'une "force atomique multilatérale" sous commandement conjoint mais intégrée à l'O.T.A.N., c'est-à-dire avec un droit de veto américain

¹ Voici comment de Gaulle l'exprimait en 1964: « sans doute les mégatonnes que nous pourrions lancer n'égaleraient pas en nombre celle qu'Américains et Russes sont en mesure de déchaîner. Mais à partir d'une certaine capacité nucléaire et pour ce qui concerne la défense directe de chacun, la proportion des moyens respectifs n'a plus de valeur absolue. En effet, puisqu'un homme et un pays ne peuvent mourir qu'une fois, la dissuasion existe dès qu'on a de quoi blesser à mort son éventuel agresseur, qu'on y est très résolu et que lui-même en est bien convaincu ».

sur son usage. En 1963, la France refusa de signer le traité interdisant les essais nucléaires dans l'atmosphère: n'ayant pas encore la technologie nécessaire pour les faire en sous-sol, elle risquait de perdre du temps dans l'élaboration de sa force de frappe. Surtout, en juillet 1966 **la France annonça son retrait du commandement militaire intégré de l'O.T.A.N.**¹: en avril 1967 la mesure prit effet et les troupes américaines et canadiennes quittèrent le sol français. La France était toujours liée aux pays du bloc occidental par le traité de l'Atlantique nord, mais son armée redevenait totalement autonome — ce qui, évidemment, n'interdisait pas la coopération avec les autres armées du Pacte, mais sur une base strictement volontaire.

La **construction européenne** souffrit pas mal de la mauvaise humeur de De Gaulle à son égard. Certes, le traité de Rome fut appliqué, les droits de douane aux frontières internes de la Communauté disparurent en 1968, la P.A.C. se mit en place. Mais il n'était pas question d'aller plus loin. En mai 1962, le Général mit les choses au points en une formule restée célèbre: « Dante, Goethe, Chateaubriand n'auraient pas beaucoup servi l'Europe s'ils avaient été des apatrides et s'ils avaient pensé, écrit dans quelque espéranto ou **volapük** intégré »². En 1965-1966, à la suite d'un désaccord sur le financement de la politique agricole et les pouvoirs de la Commission européenne, pendant plus de six mois les représentants de la France menèrent "**la politique de la chaise vide**": ils refusèrent de siéger aux différentes institutions européennes, lesquelles furent complètement paralysées. La France sabota consciencieusement l'Euratom, qui ne s'en remit jamais (l'atome, même civil, c'était bien trop stratégique pour qu'on pût imaginer le laisser à des institutions supranationales); à deux reprises, en 1961 et 1967, de Gaulle, par des formules définitives assénées sans diplomatie lors de conférences de presse, bloqua l'adhésion à la C.E.E. de la Grande-Bretagne, qui s'était vite rendue compte qu'elle avait commis une erreur en restant à l'écart du traité de Rome. Mais pour de Gaulle, la perfide Albion était le cheval de Troie de l'Amérique.

Ces mesures spectaculaires, ce ministère mondial de la parole, ces gesticulations disaient certains, n'étaient pas toujours bien reçues en France, où l'on était quelque peu sceptique (on moquait volontiers la "bombinette"), ni à l'étranger, où l'on s'agaçait de ce renouveau d'arrogance française. Mais en somme tout cela assura à la France **un solide capital d'amitié** dans certaines régions du monde, notamment en Amérique Latine où les manifestations d'antiaméricanisme sont toujours bien reçues. D'autre part, **cela contribua à souder les Français** autour d'une

¹ La marine l'avait déjà quitté entre 1959 et 1963.

² Le volapük, est une de ces langues artificielles élaborées à la fin du XIXe siècle, généralement dans des milieux socialistes d'Europe centrale, pour dépasser la malédiction de Babel et rationaliser la communication entre les hommes. L'espéranto en est une autre, qui a eu nettement plus de succès; il y eut aussi une "langue bleue". Évidemment personne ne se rappelait ce que c'était que le volapük en 1962: les commentateurs, perplexes, se précipitèrent sur leurs dictionnaires... Ils avaient l'habitude: de Gaulle avait un vocabulaire extrêmement riche et pittoresque, et adorait l'utiliser pour surprendre et marquer les esprits. Il aimait surprendre aussi par des références culturelles imprévisibles: un jour qu'on lui demandait s'il pensait remettre le comte de Paris sur le trône de France, il répliqua: « pour quoi pas la reine des Gitans? ».

image plus positive de leur pays, après tous les déchirements des années 1930 à 1962, la guerre, la collaboration, l'épuration, la décolonisation, etc. Ce vieux pays si querelleur avait su finalement s'unir sur l'essentiel, trouver une seule voix, et cette voix était écoutée (en tout cas, on ne pouvait pas ne pas l'entendre); seule contre les Grands, elle défendait son existence et affirmait ses principes, ses valeurs. C'est exactement cette vision de la France qui est reprise sur le mode comique, avec beaucoup de finesse et d'ironie complice, dans la bande dessinée *Astérix*, dont le premier album date de 1961: le petit village gaulois qui "résiste encore et toujours à l'envahisseur", c'est la France face au monde; les bagarres sans motifs et l'union retrouvée face aux Romains grâce à la potion magique, c'est l'esprit français... D'ailleurs Obélix était perçu comme une caricature de De Gaulle, à tel point qu'un numéro de la revue *Pilote*, où la série était prépubliée, fut un jour censurée pour un dessin de couverture trop explicite.

Cette vision des rapports de la France au monde que véhicule *Astérix* n'est pourtant ni agressive, ni raciste, ce qui illustre la différence entre le nationalisme de l'époque de Gaulle et celui de l'avant-guerre (ou celui des Front national aujourd'hui, hélas)¹. D'ailleurs ces années furent aussi celles de la **réconciliation avec l'Allemagne**: ici encore le rôle de De Gaulle fut essentiel — seul l'homme de l'appel du 18 juin pouvait convaincre l'opinion publique de se rapprocher de l'ancien occupant. Le symbole de cette réconciliation, ce furent les voyages de De Gaulle en Allemagne, puis d'Adenauer en France en 1962, suivis de la signature d'un **traité d'amitié et de coopération** en janvier 1963. Un Office franco-allemand de la Jeunesse apparut, qui se mit à organiser des **séjours linguistiques** destinés à permettre aux jeunes Français et Allemands de mieux se connaître; les **jumelages de villes**, officiellement encouragés, se multiplièrent (plus tard ils s'étendirent à d'autres pays) — bien sûr cela ne fit pas disparaître les différences: l'Allemagne resta beaucoup plus atlantiste que la France. Une des plus belles chansons de Barbara, *Göttingen*, qui date de 1965, résume bien cette ambiance:

« Bien sûr ce n'est pas la Seine,
Ce n'est pas le Bois de Vincennes,
Mais c'est bien joli tout de même,
À Göttingen, à Göttingen (...)
Ils savent mieux que nous je pense
L'Histoire de nos rois de France,
Hermann, Peter, Helga et Hans
À Göttingen, à Göttingen (...)
Et tant pis pour ceux qui s'étonnent,
Et que les autres me pardonnent,
Mais les enfants, ce sont les mêmes,
À Paris et à Göttingen!
Ô, faites que jamais ne revienne
Le temps du sang et de la haine,

¹ Astérix a contribué à forger l'image de la France à l'étranger: en 1967 les albums de Goscinny et Uderzo se vendaient déjà à un million d'exemplaires; en 1993 ils étaient traduits en 32 langues, dont l'estonien.

Car il y a des gens que j'aime
À Göttingen, à Göttingen
Et lorsque sonnerait l'alarme,
S'il fallait reprendre les armes,
Mon cœur verserait une larme
Pour Göttingen, pour Göttingen »¹

D) La vie politique dans les années 1962-1968.

« Je me souviens du scoubidou ».
(G. Pérec.)

En **politique intérieure**, calme plat. Les Français ne s'en plaignaient pas, même si en 1967 Sirius assurait: « la France s'ennuie », dans un éditorial qui fut relu plus tard comme annonciateur de Mai soixante-huit {il se trouve en annexe de ce chapitre: documents, page 2}. Les institutions fonctionnaient, dans un sens de plus en plus présidentiel; la stabilité gouvernementale touchait à l'immobilisme. Pompidou resta Premier ministre jusqu'en juillet 1968, Couve de Murville aux Affaires étrangères de 1958 à 1967... L'opposition s'exprimait évidemment, dans la presse comme à la Chambre (mais guère à la télévision, réduite à une seule, puis — en 1964 — deux chaînes publiques, et qui était "aux ordres"²), mais elle n'avait aucun moyen d'influer en quoi que ce soit sur la politique gouvernementale: ce qui explique sans doute en partie que la lassitude des Français a fini par se traduire dans la rue. La majorité n'avait guère plus d'influence à vrai dire: un député de l'U.N.R. définissait son propre groupe parlementaire comme celui des « **godillots** du Général » — l'expression est restée. Le parti gaulliste, devenu

¹ Depuis, le discours officiel à ce sujet est resté extraordinairement constant, touchant parfois à l'angélisme. La moindre critique envers l'Allemagne est perçue en France comme une attaque contre la paix... C'est parfois quelque peu excessif, mais c'est mieux que l'excès contraire! Il me revient entre autres à la mémoire l'image du chancelier Kohl et du président français Mitterrand s'inclinant ensemble à Verdun, main dans la main, en hommage aux victimes de la stupidité des hommes, pour le soixante-dixième anniversaire de la bataille, en 1986... L'Allemagne est aujourd'hui le premier partenaire économique de la France, le premier marché à l'étranger pour ses produits; des millions d'Allemands visitent la France chaque année. L'axe franco-allemand est plus solide que jamais, au cœur de la cohésion de l'Union européenne; il a résisté au fait que l'Allemagne ait dépassé économiquement la France à la fin des années 1960, puis à la réunification allemande en 1990: la proximité politique des deux pays, l'étroitesse de leur coopération au sein des instances européennes compense ce que le déséquilibre économique et démographique pourrait avoir de dangereux, de fragilisant à long terme. Autrement dit, l'Europe et la coopération franco-allemande permettent à la France de compenser politiquement sa relative perte de poids économique sur le continent. On n'est plus du tout dans une situation du type de celle de 1900, où la France était dépassée par une Allemagne hostile; les deux pays règlent désormais leurs problèmes ensemble, et l'affrontement a cédé la place à l'émulation amicale.

² Les rédacteurs en chef étaient convoqués tous les jours place Beauveau, au ministère de l'Intérieur, pour rendre compte du programme des journaux télévisés. Il existait un Service de Liaison interministériel pour l'Information (S.L.I.I.), organisme discret qui fit l'objet d'une campagne de presse de l'opposition fin 1967 et début 1968.

en 1967 l'Union des Démocrates pour la Ve République (U.D.Ve), était plus une "cohorte" au service du pouvoir, voire une clientèle, qu'un grand parti populaire, une masse de manœuvre au service d'un projet politique comme l'avait été le R.P.F. et comme le fut le R.P.R. après 1976; il avait d'ailleurs assez peu d'adhérents. Les R.I. se positionnaient comme plus européens et plus libéraux que les gaullistes, mais cela n'allait pas très loin.

Au **centre**, c'était le désert. En 1966, cet espace, laissé en deshérence par le M.R.P. en état de coma dépassé, fit l'objet d'une tentative d'occupation par le Centre démocrate de Jean Lecanuet¹. C'était la première d'une série de tentatives de ce genre, toutes infructueuses: sous la Ve République, dans les sondages les électeurs expriment régulièrement le désir d'être gouvernés au centre, mais la logique des institutions porte à l'affrontement entre la gauche et la droite, lesquelles gouvernent effectivement plutôt au centre... *après* les élections.

Le **P.C.F.** maintenait ses positions électorales; pourtant la forteresse idéologique édifiée dans les années cinquante commençait à craquer. La presse communiste était passée de 2.800.000 exemplaires quotidiennement diffusés en 1948, à 420.000 en 1962... Thorez, puis après sa mort en 1964 sa veuve Jeannette Thorez-Vermeersch, et avec eux les "durs" du Parti, s'enfermaient dans une analyse de la réalité sociale directement inspirée des derniers écrits de Staline, et de plus en plus surréaliste: il y était question, en pleines Trente glorieuses, de "paupérisation relative et absolue du prolétariat", et de manière plus générale l'ouvriérisme de ce discours était dépassé à l'âge du triomphe des classes moyennes. Pourtant l'arrivée au secrétariat général de **Waldeck Rochet**², un homme plus pragmatique et moins proche de l'U.R.S.S. (il n'avait pas passé la guerre à Moscou mais à Londres), amena une certaine décrispation du discours, de premières tentatives d'alliance électorale avec la gauche modérée pour rompre la fatalité de l'opposition (vers 1966), et même des velléités de dialogue avec les chrétiens. Mais malgré de timides critiques au moment du procès Siniavski-Daniel (en 1966) et une "désapprobation" ouverte de l'invasion de la Tchécoslovaquie en août 1968, la fidélité à l'U.R.S.S. n'était pas remise en cause. Dès le début des années 1960, cela entraîna des tensions,

¹ Jean Lecanuet (1920-1993), ancien résistant, avait été onze fois ministre (M.R.P.) sous la IVe République. Il affronta de Gaulle aux présidentielles de 1965 (voyez plus bas). Il fut à nouveau ministre de Giscard d'Estaing (garde des sceaux), puis président de l'U.D.F. de 1978 à 1988. En 1976 il avait rassemblé les différentes formations centristes et démocrates-chrétiennes en un Centre des Démocrates sociaux (C.D.S.), qui appartenait à l'U.D.F., et s'appelle aujourd'hui Force démocrate. Il était maire de Rouen.

² Waldeck est un prénom, que ses parents lui avaient donné en l'honneur de Waldeck-Rousseau, mort l'année de la naissance de l'enfant (et qui, lui, s'appelait Pierre); d'où l'absence de tiret. Waldeck Rochet (1905-1984) était né dans un village de Bresse; son père était ouvrier sabotier. Il fut berger, ouvrier maraîcher; il adhéra à la S.F.I.C. en 1924. En 1931, il passa par une école de cadres à Moscou, puis devint "permanent" du Parti, spécialiste des questions agricoles. Il fut le représentant du Comité central auprès de la France libre, puis redevint député sous la IVe; il entra au Comité central en 1945. En 1956, il s'opposa à Jeannette Thorez-Vermeersch et aux tenants de la ligne dure à propos de la déstalinisation. En 1961, dans un contexte tendu (il y eut une purge spectaculaire, l'"affaire Servin-Casanova"), il devint secrétaire général adjoint, c'est-à-dire qu'il avait la réalité du pouvoir, Thorez étant malade. Il lui succéda officiellement à sa mort en 1964. Par malheur, il tomba lui-même malade à la fin de la décennie, d'une affection nerveuse dégénérative qui le priva progressivement de la parole, puis de ses facultés motrices et cérébrales; il dut abandonner ses fonctions en 1972.

notamment la scission de la majorité de l'Union des Étudiants communistes, annonciatrice de la vague gauchiste; le Parti passa complètement à côté de mai 1968, nous le verrons, et l'affaire tchécoslovaque lui coûta très cher.

Son image évoluait au même rythme que celle de l'U.R.S.S., laquelle était de plus en plus désastreuse, y compris à gauche¹. Ceux qui maintenaient la flamme étaient encore nombreux et sûrs d'eux, mais toujours aussi isolés, de plus en plus éloignés des réalités, et de moins en moins respectés hors des milieux et des organes de culture qu'ils contrôlaient directement ou non. Le soutien à l'invasion soviétique en Hongrie avait provoqué une première **hémorragie de militants et de compagnons de route**, parmi lesquels Roger Vaillant, Yves Montand et Marguerite Duras; une autre suivit en 1968. Le premier parti de France était en train de devenir celui des anciens communistes... Seul ou presque Aragon, imperturbable, suivait tous les changements de ligne; avec la fin du jdanovisme il avait au moins récupéré sa liberté d'écrire dans un style pas trop sulpicien, et donna de beaux romans formellement "modernistes", *La mise à mort* (1965) et *Blanche ou l'oubli* (1967).

La **gauche modérée** était bien plus mal en point. La S.F.I.O., empêtrée dans les disputes entre pragmatiques et tenants de l'orthodoxie marxiste, était en déclin; le parti radical était en franc effondrement. En revanche on entendait beaucoup parler du **P.S.U.**: ce groupuscule d'intellectuels, sans poids électoral et incapable de s'imposer à lui-même une discipline et une autorité, était le véritable laboratoire d'idées de la gauche d'alors. On y trouvait notamment le jeune Michel Rocard, fasciné à l'époque par l'expérience "autogestionnaire" de la Yougoslavie de Tito — dans ce pays, officiellement, les entreprises étaient gérées par leurs ouvriers, et les institutions du pays étaient en bonne part l'émanation des structures d'autogestion ouvrière et paysanne. Dans une grande confusion, mais avec le courage d'essayer de penser, le P.S.U. tentait de donner des réponses de gauche à des problèmes nouveaux comme l'émergence du tiers-monde, le "néo-capitalisme"², l'embourgeoisement de la classe ouvrière, etc., sans pour autant tomber dans le romantisme et le maximalisme révolutionnaires des gauchistes. Face à l'ankylose persistante du marxisme-léninisme, et de manière à peu près synchronisée (en complicité, pourrait-on écrire) avec l'extrême-gauche, cette **"deuxième gauche"**, comme on disait, ressortit du placard tout le vieux socialisme français du XIXe siècle, Proudhon

¹ Cette formule est à nuancer. Le "communisme municipal" permit au Parti de conserver des bastions: certaines villes communistes étaient très bien gérées, certains élus communistes très populaires (notamment d'anciens résistants et des syndicalistes); de nombreux électeurs continuaient leur accord leurs suffrages aux élections locales alors qu'ils ne votaient plus communiste depuis longtemps à l'échelle nationale. Cela dit, le P.C.F. eut le plus grand mal à remplacer les leaders issus de la "génération héroïque" des grandes luttes, c'est-à-dire en gros ceux qui avaient gagné leur popularité entre 1936 et 1948: leurs successeurs n'avaient pas la même légitimité.

² C'est-à-dire la persistance de la vieille organisation de l'économie et de la société, moyennant des concessions de taille aux travailleurs comme les grandes réformes de 1945-1946; bref, le fait que la société capitaliste, loin d'être à la veille de la crise finale, faisait preuve d'une étonnante capacité d'adaptation.

(débarrassé des scories antisémites — les thuriféraires de l'autogestion le relisaient beaucoup), les utopistes, Lamennais même...

C'étaient aussi des années de bouillonnement syndical, notamment à l'U.N.E.F., agitée par tous les débats du temps, notamment sur la guerre d'Algérie et le rapport à l'U.R.S.S., et à la C.F.T.C., dont la majorité décida en 1964 de se "déconfessionnaliser": elle forma la **C.F.D.T.**, qui assez vite alla chasser sur les mêmes terres idéologiques que F.O. — il demeure aujourd'hui une petite C.F.T.C. Enfin, toute une série de clubs de réflexion tentaient eux aussi d'apporter leur contribution à une modernisation de la gauche: ainsi le club Jean Moulin, mais surtout la **Convention des Institutions républicaines** qui se forma autour de Mitterrand en 1964 — ce fut la première étape du repositionnement à gauche de l'ancien ténor de la IVe, et cela lui attira les premiers de ces fidèles des années difficiles qui allaient former le cœur de la "mitterrandie" des années 1980, comme Charles Hernu.

Le grand événement de ces années, ce fut l'**élection présidentielle de 1965**, la première au suffrage universel. De Gaulle allait évidemment se représenter, qui lui opposer? Sans doute P.M.F. aurait été le meilleur candidat, mais il refusait de se présenter dans le cadre des institutions de la Ve République. En septembre 1963 *L'Express* de Jean-Jacques Servan-Schreiber dressa le portrait-robot de « **Monsieur X** », l'éventuel "Kennedy français", le meilleur candidat que la gauche pût opposer à de Gaulle. Ce coup d'éclat médiatique à l'américaine n'enthousiasma guère les partis, inquiets de la personnalisation du débat politique. Il visait à lancer la candidature de Gaston Deferre, député-maire socialiste de Marseille; mais le projet capota au début 1965, car Deferre refusa toute alliance avec le P.C.F. Ce fut alors que **Mitterrand** lança sa candidature, en septembre, avec un programme plus à gauche: il obtint le soutien du P.C.F., peu soucieux d'éprouver sa popularité dans un scrutin où il n'avait rien à gagner, puisqu'il ne rassemblerait jamais 50% des Français au second tour; de la S.F.I.O (il la divisait moins qu'un candidat issu de ses propres rangs), des radicaux, du P.S.U. (pourtant très réticent à jouer le jeu des institutions), et même de Mendès-France. Il parvint à fédérer socialistes, radicaux et Convention des Institutions républicaines en une Fédération de la Gauche démocrate et socialiste (**F.G.D.S.**). Au terme de cette première "O.P.A." sur la gauche, il put ainsi se présenter comme le candidat unique de celle-ci.

Le centre refusa de se commettre avec les communistes et présenta la candidature de **Lecanuet**, à qui son sourire des plus télévisuel valut d'hériter de l'appellation médiatique de "Kennedy français". L'extrême-droite présentait Tixier-Vignancourt. À l'issue d'une campagne électorale où la télévision et les sondages d'opinion, pour la première fois, jouèrent un grand rôle, les résultats du **premier tour de la présidentielle** de décembre 1965 représentèrent une grosse surprise et une manière d'humiliation pour de Gaulle, qui avait joué sur le registre "moi

ou le chaos". Certes Tixier-Vignancourt ne rassemblait que 5% des voix; Lecanuet n'en obtenait que 16%, un score décevant quoique très supérieur à ceux du M.R.P. aux dernières élections: il n'était pas arrivé à rallier la droite modérée hostile à de Gaulle. Mais François Mitterrand, avec 32% des voix, réalisait une étonnante performance: pour l'opinion, c'était lui qui était parvenu à mettre **le Général en ballottage**. En effet de Gaulle n'avait rassemblé que 44% des voix: on était loin de l'unanimité nationale. Le Président payait son assurance excessive: il avait négligé d'utiliser son temps de parole légal à la télévision. Pour les gaullistes c'était un avertissement, pour la gauche l'espoir renaissait: elle avait retrouvé un leader.

Entre les deux tours **de Gaulle** se décida à faire campagne: il amusa les Français avec des clowneries sur ceux qui criaient: « l'Europe, l'Europe, l'Europe, comme des cabris ». Évidemment il **remporta le second tour** avec 55% des voix, grâce au ralliement d'une partie de l'électorat centriste — désormais ravalé au rang d'un butin que la droite et la gauche se disputaient. Mais par un autre effet de la bipolarisation de la vie politique induite par l'élection présidentielle au suffrage universel, de Gaulle se trouvait repoussé vers la position de champion du camp conservateur: ce n'était certainement pas son calcul en 1962¹.

Les élections n'entraînèrent pas de véritable inflexion dans l'action du gouvernement, ni dans la pratique politique gaullienne. Un an et demi plus tard, les **législatives de 1967** représentèrent un nouvel avertissement pour les gaullistes. Malgré un bon premier tour (38% des voix allèrent aux gaullistes, contre 19% à la F.D.G.S., qui ne suscitait pas l'enthousiasme des foules, et 13% au Centre démocrate), au second tour la majorité sortante n'obtint qu'un siège de majorité (il fallut attendre les résultats de Wallis et Futuna, le lendemain matin...): l'électorat gaulliste, trop confiant, s'était démobilisé; les accords de désistement entre le P.C.F. et la F.D.G.S. avaient bien fonctionné; une partie des voix centristes s'étaient reportées sur la gauche au second tour. L'étroitesse de cette marge n'empêcha pas les gaullistes de continuer à gouverner, mais l'atmosphère s'alourdit. De Gaulle maintint à leurs postes des ministres battus dans leurs circonscriptions, ce qui fut interprété comme une marque de mépris pour le verdict du suffrage universel. L'attitude de plus en plus imprévisible du Président, ses frasques canadiennes et ses déclarations intempestives sur les juifs, exaspéraient jusqu'à certains hommes de la majorité: V.G.E. (Valéry Giscard d'Estaing), qui avait déjà prôné le "oui, mais..." aux législatives, dénonça pour la première fois **« l'exercice solitaire du pouvoir »**, en août 1967. D'autres stigmatisaient le "gaullisme immobilier", autrement dit certaines pratiques financières douteuses qui prospéraient à l'ombre de l'État U.N.R.

Cependant la crise majeure ne vint pas des urnes, mais de la rue.

¹ Relisez *Le combat des chefs*, paru cette année-là... et tâchez de reconnaître les hommes politiques caricaturés!

E) Mai soixante-huit.

Il y eut en réalité deux crises en France en mai 1968. **À la contestation estudiantine**, la plus connue, **se superposa une explosion sociale, la plus longue grève générale de notre Histoire**. La solidarité avec les étudiants n'en fut que l'occasion: elle suivit des voies très différentes. Il y eut évidemment **des ponts entre l'une et l'autre révolte**; ils dépassaient très largement l'expression théâtrale d'une solidarité avec les grévistes de la part des jeunes gauchistes, lesquels du reste furent assez fraîchement reçus dans les usines lorsqu'ils prétendirent y porter la bonne parole. Les travailleurs, outre une meilleure répartition des fruits de la croissance, rêvaient de relations moins hiérarchiques dans l'entreprise, ce qui d'une certaine manière rejoignait les rêves libertaires de la jeunesse; "le socialisme" était un horizon largement commun, même si les uns et les autres n'y entendaient pas forcément la même chose. Beaucoup, en Sorbonne comme à Billancourt, en avaient assez de dix ans de gaullisme et rêvaient avant tout de renvoyer le Général à la Boisserie... Bref, il y eut un peu plus qu'une simple coïncidence temporelle. Cependant les deux faces de la crise de mai 1968 sont si différentes qu'on est presque forcé de les étudier séparément.

Mais ce n'est pas si facile, d'autant que **les étudiants ont beaucoup plus parlé que les travailleurs en grève**, et dans un langage souvent très radical qui a marqué les mémoires. Les grévistes, eux, ont largement laissé parler ces gamins qui trouvaient tant de choses à dire sur les grèves, et qui savaient captiver les médias où déjà triomphait le "jeunisme". Nous disposons d'himalayas documentaires sur le versant étudiant de Mai soixante-huit, des manifestes, des textes politiques, des appels à l'action, une floraison de journaux extrémistes plus ou moins éphémères, mais aussi des interviews de manifestants ordinaires, des reportages sur le vif, des films documentaires, etc. Mais cette documentation n'est pas objective; pas plus qu'aujourd'hui les souvenirs des "anciens". En effet **Mai soixante-huit a été immédiatement commémoré, héroïsé, transformé en légende**. Les soixante-huitards appartenaient à une gauche dotée d'une très bonne culture et d'une très forte conscience historique, marquée par l'épopée des révolutions et des libérations. Cela conduisit certains acteurs, non seulement à collectionner frénétiquement, en pleine action, des "témoignages pour l'avenir" (tracts, presse, etc.), mais aussi à accorder leur langage (comme leurs actes) à ce que leur culture leur enseignait que devait être la "prochaine étape" de l'Histoire.

Raymond Aron, partant de ces constatations, a soutenu que la révolte étudiante de mai 1968 fut **moins une révolution que la mise en scène d'une révolution**, une espèce de grand "happening" théâtral commémoratif où la patrie des révolutions s'est rejoué une dernière fois —

entre autres à l'Odéon occupé — 1789, 1848, la Commune, le Front populaire, avant de s'endormir définitivement (?) dans le confort de la prospérité. En voici deux indices. D'abord, les fameuses **barricades**, qui n'eussent strictement servi à rien face à une répression décidée, face à des chars par exemple, représentaient essentiellement, dans un contexte de violence limitée, une espèce de mémorial des révolutions du XIXe siècle: c'était bien une pratique d'intellectuels nourris de dialectique historique¹. Et puis, **quatre morts seulement** en un mois de manifestations et de grèves (un policier, deux ouvriers et un lycéen²), ce fut bien sûr la conséquence d'une répression habilement dosée³, mais aussi sans doute du fait que les étudiants, s'ils pratiquaient la violence verbale, reculèrent à la mettre en pratique aux moments cruciaux — quant aux ouvriers, ils ne voulaient pas refaire 1917, et il n'y avait pas plus prudent que le P.C.F. et la C.G.T. en ces matières. L'indignation de la gauche devant les "violences policières" de l'époque, le slogan "C.R.S.=S.S.", paraissent d'ailleurs un peu surréalistes aujourd'hui quand on songe qu'à la même époque la Révolution culturelle chinoise faisait plusieurs millions de victimes, ou quand on se rappelle les vingt-cinq mille morts de la Commune...⁴

Tout ceci n'a d'ailleurs rien que de très normal: une révolte des étudiants, des classes moyennes et d'un prolétariat enrichi, socialement protégé, dans un pays riche où la vie humaine avait désormais un prix élevé, dont le Président n'était quand même pas un Hitler, et où, quoi qu'on en dit, un gros effort de partage des richesses avait été fait en 1945, ne pouvait pas être très violente: personne n'était désespéré, personne ne mourait de faim; personne non plus n'avait vraiment à craindre pour sa vie et ses biens, même si quelques-uns s'affolèrent — vers la fin mai, les sentiers qui menaient vers la Suisse et ses coffres de banques étaient un peu encombrés. Mais, j'y reviendrai, **la culture de la gauche était encore révolutionnaire: il fallait donc singer la Révolution** dont on avait appris, même si l'on n'y croyait pas

¹ J'ai souligné quand même au chapitre 14 que les activistes de l'Algérie française avaient eu cette idée les premiers, en 1960; mais ce n'était passé par la tête ni des grévistes de 1936, ni des manifestants des Premiers mai du début du siècle. Les dernières barricades parisiennes remontaient à 1871! Encore aujourd'hui, le symbole de mai 68 est le pavé qui servit à la construction des barricades, et le slogan le mieux resté dans les mémoires, "sous les pavés, la plage". C'est en partie un effet de nostalgie, car les fameux pavés ont disparu juste après, hâtivement recouverts de macadam pour des raisons où le confort des automobilistes n'entraîne que pour une faible part. Pour en trouver aujourd'hui, il faut aller dans les plus petites rues des arrondissements périphériques.

² Certains n'en comptent que deux, et considèrent les deux autres décès comme des accidents (le lycéen s'est noyé sur le chemin d'une manifestation, le policier a été écrasé par une voiture de police; dans les deux cas il s'agit de victimes de mouvements de foule). *A contrario* on peut toujours en ajouter d'autres, par exemple des manifestants victimes de crises cardiaques, peut-être à cause des gaz lacrymogènes... On dépasse difficilement la demi-douzaine, et aucune de ces victimes n'a été directement abattue par la police, ni liquidée dans un commissariat: rien à voir avec la répression de la manifestation du 17 octobre 1961 (voyez au chapitre 14). Il est vrai que les manifestants de 1961 étaient des prolétaires algériens, et ceux de 1968, des Français, issus pour l'essentiel, au moins les étudiants, des classes moyennes ou de la bourgeoisie...

³ Les anciens soixante-huitards saluent aujourd'hui la modération du préfet de police, Maurice Grimaud, que les contestataires couvraient de boue à l'époque. Il faut quand même savoir que certains gaullistes, dont Foccard, parlaient de faire tirer sur la foule...

⁴ On prétend que les C.R.S. répliquaient: "Étudiants, diant, diants!". Cela aussi donne l'impression que les choses n'étaient pas très sérieuses...

forcément très fort, que c'était le seul chemin pour faire avancer l'Histoire. C'était le conformisme de l'époque...

En même temps, personne, à l'exception d'une infime minorité plus de dix ans après les événements (Action Directe, voyez plus bas en note), n'imaginait aller au-delà de l'imitation, de la représentation. Mai soixante-huit a été **un adieu collectif à la violence politique**, encore revendiquée et jouée mais désormais non pratiquée: peut-être cette espèce de grande thérapie de groupe à l'échelle de toute la gauche était-elle nécessaire à la sortie définitive de la culture des guerres civiles froides, à l'entrée dans une culture du dialogue¹.

1) L'arrière-plan: portrait de l'esprit d'une époque.

[N.B. Ce qui suit mêle l'avant-, le pendant- et un peu d'après-Mai. Il est difficile d'isoler l'un des autres, d'autant que beaucoup d'évolutions bien réelles, mais discrètes, dès avant 1968, apparurent en pleine lumière médiatique lorsque les défilés commencèrent dans les rues du Quartier latin, et se trouvèrent développées, théorisées, revendiquées après les événements. Sauf au tout début je m'occupe ici essentiellement de la jeunesse instruite: c'est elle dont les changements de mentalité font l'originalité de la période — sur les ouvriers, voyez au chapitre 16].

Un certain nombre de facteurs très généraux ont joué dans le déclenchement de Mai soixante-huit. Il faut d'abord souligner que paradoxalement, la **prospérité économique** du temps était favorable aux mouvements revendicatifs: il est plus facile de manifester et de faire grève, de risquer le licenciement ou l'annulation d'une année d'études lorsqu'il n'y a pas de chômage, lorsqu'on est sûr de trouver ou de retrouver du travail. Mai soixante-huit, à l'apogée des Trente Glorieuses, la plus longue période d'expansion de notre Histoire, fut la révolte d'une génération — adultes et jeunes — qui pour la première fois dans notre Histoire (et la dernière?) pouvait s'inquiéter d'autre chose que de gagner sa vie, et ne craignait pas le retour à la gêne. Mais bien sûr la prospérité ne fut qu'un facteur additionnel: l'important, c'est qu'elle n'avait pas mis fin aux mécontentements, aux désarrois, aux tensions — bien au contraire.

C'est que les choses ne s'étaient pas passées sans casse... La France avait connu depuis la seconde guerre mondiale, c'est-à-dire en un peu moins d'une génération, un certain nombre de **changements extrêmement brutaux**, tant sur le plan social (le baby-boom, l'exode rural, la

¹ Le raisonnement est fragile: Mai 68 *aaussi* produit Action directe, c'est-à-dire des gens qui se sont laissé prendre au discours de la violence! Les choses n'ont bien tourné que parce que la France était entrée dans un type de société infiniment moins violente, pour les raisons économiques et sociales évoquées dans le paragraphe en retrait.

croissance des banlieues) qu'économique (l'effondrement de l'économie agricole et l'essor du secteur tertiaire) ou politique. Elle avait sans doute plus changé en vingt ans que dans le siècle précédent; mais le pouvoir et les institutions avaient conservé des habitudes et surtout des manières d'un autre âge, un discours autoritaire et moralisateur. D'où en particulier la **lassitude politique** qu'inspirait un régime de plus en plus usé ("dix ans, ça suffit", criaient les manifestants du Treize mai); mais les choses allaient beaucoup plus loin qu'une simple crise politique, c'était bien l'ensemble des structures d'autorité qui étaient remises en cause.

L'évolution rapide des modes de vie, notamment en matière familiale et sexuelle, est-elle à ranger parmi ces évolutions générales, ou doit-on la traiter comme une conséquence de mai 1968? Les médias ont choisi: ils l'attribuent d'ordinaire "à Mai soixante-huit". Mais les revendications libertaires ne sont pas apparues brutalement le treize mai... En fait, il est difficile de déterminer dans quelle mesure les événements de 1968 ont réellement constitué **un catalyseur** des évolutions très rapides qui ont marqué ces années, **ou** si elles n'ont été qu'**un révélateur** pour l'opinion, qui aurait alors pris conscience, assez brutalement, de changements déjà bien engagés, peut-être **un petit coup d'accélérateur** donné à des évolutions qui auraient eu lieu de toute façon: après tout, dans un pays comme l'Espagne qui n'a rien connu de comparable à Mai soixante-huit, les mœurs aujourd'hui sont aussi libres qu'en France. De nombreux indices statistiques me font pencher plutôt en faveur de la seconde interprétation. Il est bien connu que le *baby-boom* a pris fin vers 1965; des sociologues et des démographes ont récemment démontré, de manière assez convaincante, que d'autres points d'inflexion très sensibles, concernant par exemple le nombre de mariages, l'âge moyen au mariage, l'âge du premier enfant, la cohabitation avant le mariage, se placent vers 1965, soit juste *avant* 1968 — à l'arrivée à l'âge adulte de la génération née durant la guerre et éduquée juste après la Libération, période de bouleversements et de remises en cause s'il en fut.

Ces indices concernent la **jeunesse** des années 1960; il faut dire qu'elle ne ressemblait guère à celle des générations précédentes. C'était un effet de la prospérité et des **progrès de l'éducation**, notamment de l'éducation supérieure: de 1960 à 1968, le nombre d'étudiants passa de deux cent à cinq cent mille, sous les effets conjugués du baby-boom et des besoins nouveaux liés à la modernisation du pays. À la faveur de ces évolutions, les adolescents et les jeunes adultes avaient conquis une certaine **autonomie** aussi bien **financière** (voyez le film de Truffaut: *L'argent de poche* — ce fut également l'époque où la pratique des *jobs* à l'américaine se généralisa¹) que **temporelle et spatiale**: plus de travail à l'usine à seize ans, des études plus longues, c'est-à-dire aussi des lectures, des discussions sur les campus ou dans les chambres des cités universitaires, loin des parents... Autonomie **culturelle** aussi, musicale notamment: il y

¹ À cause de l'allongement des études des enfants des prolétaires et des classes moyennes. Dans les générations précédentes, les familles des étudiants n'avaient pas de problèmes pour payer leurs études.

avait eu la vague rock au milieu des années 1950¹, puis au début des années 1960 la vague yé-yé, avec notamment la fameuse émission "Salut les copains" sur Europe 1 (à partir de 1959²), les "poupées de son" d'Eddie Barclay³, le concert monstre de Johnny Hallyday à la Bastille en juin 1963... Toute **une culture industrielle, destinée spécifiquement à la nouvelle génération** (à l'époque les parents n'écoutaient pas les disques de leurs enfants!) véhiculait une idéologie "jeunisme", une idéologie du dynamisme, de l'autonomie et de la révolte, qui a sans doute contribué à préparer le terrain à la contestation, en "légitimant" en quelque sorte un malaise jusque-là difficile à exprimer⁴.

Le décalage avec les générations précédentes était un *topos* à l'époque: l'ensemble des contestations des années 1960 et 1970 a souvent été exprimé en termes de **"conflit des générations"**, aussi bien par les médias que par les contestataires eux-mêmes. On en trouve l'expression dans ces vers immortels des *Élucubrations d'Antoine*, chanteur vaguement hippie et gentiment contestataire: « Ma mère m'a dit Antoine va te faire couper les cheveux / Je lui ai dit ma mère va en vacances si tu veux » (la chanson doit dater de 1967). Rappelez-vous aussi le portrait assassin qu'a fait Brel d'un jeune crétin chevelu dans *Les bonbons 67*, une chanson qui comme son titre l'indique date d'*avant* les "événements":

« Quand père m'agace moi je lui fais "zob!"
Je traite ma mère de névropathe
Faut dire que père est vachement bath
Alors que mère est un peu snob
Mais enfin tout ça hein c'est le conflit des générations

¹ En France, elle arriva assez tardivement, d'abord par les parodies de Henri Salvador et de Boris Vian. Jusqu'à l'époque yé-yé, on écoutait essentiellement le rock en V.O., ce qui limitait sa diffusion.

² Le titre était repris d'une chanson de Gilbert Bécaud (une référence très vite dépassée!). L'émission était animée par Daniel Filipacchi; dépassée par la concurrence sur son propre terrain, elle cessa en 1968. Un magazine du même nom sortit en juillet 1962, il existe toujours et a permis à Filipacchi de devenir un grand patron de presse; il atteignit le million d'exemplaires vendus à l'occasion du mariage de Johnny Hallyday et de Sylvie Vartan, en mai 1965.

³ La scie ici citée de France Gall date 1965; Sheila a été synthétisée en 1963, et Françoise Hardy a commencé à ne pas chanter en 1962. Eddie Barclay était le principal producteur discographique de l'époque. Pour être complet, voie encyclopédique, signalons que Claude François, qui était en revanche un vrai danseur, a entamé sa carrière en 1962; le premier disque de "Johnny" est sorti en mars 1960.

⁴ La révolte yé-yé était largement dérisoire, manipulée, comme étaient dérisoires les poses d'un Elvis Presley aux États-Unis (toute cette sous-culture venait largement d'outre-Atlantique), et bien plus encore certains improbables sous-produits français — je pense très fort à l'inénarrable Marie-José Neuville, madonnette à nattes ultrakitsch d'un catholicisme désespéré de se mettre au goût du jour: *Gentil camarade* date de 1958 ou 1959 (« Nous souffrirons encore mon gentil camarade / Car la vie nous attend pour nous mettre en prison / Les bourgeois n'aiment pas beaucoup la sérénade / Et moins encore peut-être l'esprit François Villon »). Il en résulte aujourd'hui, avec le recul, un effet de malaise que les plus engagés des jeunes des années 1960 éprouvaient déjà: j'y reviens plus bas. Mais 68, comme la contestation aux États-Unis, montra quand même que la révolte des jeunes n'était pas réductible à ce folklore attrape-tout, même si pas mal de soixante-huitards furent presque aussi prompts à rentrer dans le rang, à exploiter leur propre révolte, que les rockers des années 1950.

N.B. La manipulation d'une idéologie de la révolte juvénile n'a pas été au XXe siècle l'apanage du capitalisme médiatique: le fascisme et le maoïsme notamment s'en sont fait une spécialité. Au moins Elvis Presley a fait moins de morts que Mao!

(...) Et tous les samedis soirs que je peux
Germaine j'écoute pousser mes cheveux
Je fais "glou glou", je fais "miam miam",
J'défile criant "Paix au Vietnam",
Parce qu'enfin enfin donc j'ai mes opinions... »

Cette jeunesse, donc, était contestataire — en tout cas, il était de bon ton de contester quand on était jeune.

Elle contestait d'abord l'autorité, toutes les autorités. L'**antimilitarisme** et la **haine du "flic"** s'enracinaient dans une longue tradition anarchiste et socialiste qui remontait au moins aux années 1890; ils atteignirent alors des sommets quelque peu décalés par rapport à l'évolution des formes réelles de répression (voyez plus haut), sous forme notamment d'appels au meurtre. Tout représentant d'une quelconque institution, du reste, était traité de "flic"... Bien entendu **les gaullistes** étaient contestés aussi, notamment les anciens résistants accusés de s'être mis à "collaborer" avec le système. Il y avait aussi les autorités de la culture et de l'Université, les professeurs sûr de la supériorité de leur savoir, méprisants envers leurs étudiants, habitués à parler sans répondre aux questions, bref, selon un terme popularisé par Simone de Beauvoir, **les "mandarins"**¹. Il y avait enfin et surtout les autorités morales: la contestation des années 1960 était largement une **contestation libertaire**.

Le décalage était de plus en plus insupportable entre les aspirations au bonheur et à la liberté individuelle, permises par le développement économique et par le triomphe définitif des principes républicains après 1945, dont la liberté est quand même le premier, et les rigidités persistantes héritées de l'avant-guerre, entre autres au plan de la morale sexuelle. La contraception et l'avortement étaient interdits, ce qui faisait de l'entrée dans la vie sexuelle une aventure pleine d'angoisse et de périls; toute une série de livres "audacieux" étaient interdits, par exemple ceux de Henry Miller ou les *Cent mille verges* d'Apollinaire, et les cinéastes avaient les pires problèmes dès qu'ils tentaient d'aborder des sujets de mœurs². L'union libre et l'homosexualité faisaient l'objet d'une très forte réprobation sociale; les relations familiales étaient encore marquées par l'ancien modèle patriarcal, pourtant remis en cause en profondeur par l'autonomie croissante de la jeunesse (et le travail des femmes). Le conformisme était très fort dans le domaine de l'apparence physique:

¹ Ce terme, qui désigne à l'origine les lettrés de l'Empire chinois (voyez au chapitre 10), s'est acclimaté en français dès 1835 avec le sens de "personne cultivée munie de titres". C'est dans les années 1950 et 1960 qu'il est devenu péjoratif; dans le roman de Simone de Beauvoir, qui date de 1954, il ne l'était pas encore.

² De même le journal d'humour *Hara-Kiri* fut interdit pour sept mois en 1961-1962, puis à nouveau en 1966, aux termes d'une "loi sur la protection de la jeunesse" de 1949, toujours en vigueur mais plus appliquée depuis 1981. La même loi interdisait notamment la représentation de la mort dans les bandes dessinées.

pour les garçons, mettre des chaussettes noires¹, se laisser pousser les cheveux étaient des actes de provocation; dans les lycées le pantalon était interdit aux filles, sauf s'il gelait. Lorsqu'une jeune fille arrivait en classe maquillée, si peu fût-il, la surveillante générale² l'entraînait dans une petite pièce et la sommait de se démaquiller, la démaquillait elle-même en cas de refus, avec à la clef une petite amende bien humiliante... On comprend que cette génération ait proclamé: **« il est interdit d'interdire »!**³

. La jeunesse contestait aussi l'opulence: choquée de l'embourgeoisement de ses parents, elle les jugeait sévèrement, son cri de guerre était: "on ne veut pas devenir comme ça". Aujourd'hui cela nous semble plus qu'étrange, tout particulièrement quand on se remémore et la crise qui a suivi, et les sacrifices et les drames qu'il avait fallu pour arriver là; mais il ne faut pas oublier qu'une telle société de richesse et de plaisir était alors une nouveauté absolue dans l'Histoire, la mythique Amérique mise à part, et qu'à peu près toutes les religions et toutes les écoles philosophiques ont toujours condamné le luxe et la jouissance. En 1968, la France n'était plus une société chrétienne, les "religions laïques de substitution" du XIXe siècle (le positivisme, le marxisme) étaient déjà mal en point, mais l'angoisse du vide consécutif à leur effondrement régnait déjà. **"À bas la société de consommation"**, criaient les murs. Ils dénonçaient une société où l'homme n'avait plus d'autre but que de posséder et de consommer, une société où l'on ne comptait plus pour ce qu'on était mais pour ce qu'on avait, pour ce qu'on gaspillait (d'où l'un des plus jolis slogans de 68: "cache-toi, objet"); une civilisation productiviste, économiste, une civilisation de l'argent et de l'objet où l'homme aliéné abdiquait toute ambition un peu élevée, où l'esprit ne comptait plus guère, bref une société sans valeurs⁴.

Une société bassement matérialiste donc, mais aussi un monde où l'individu, de plus en plus isolé, semblait compter de moins en moins face aux forces de l'économie ("du capital"), où le travail était de plus en plus parcellisé, de plus en plus "en miettes" (c'était l'apogée du travail à la chaîne: voyez au chapitre 17), une société où la course folle aux richesses privait les gens du temps de vivre réellement: **"métro, boulot, dodo"**. L'homme semblait menacé de devenir une pure machine, destin que des écrivains avaient annoncé depuis l'aube de la révolution technique en dénonçant la folie des inventeurs qui se prennent pour Dieu (*Le*

¹ L'un des groupes de rock yé-yé à la mode au début de la décennie, celui où débuta Eddy Mitchell, s'appelait justement "les Chaussettes noires".

² La C.P.E.!

³ Cela dit, même si les murs en mai 1968 parlaient beaucoup de sexe, les grandes évolutions en matière de mœurs vestimentaires et autres eurent lieu plutôt après; les photos d'époque le montrent bien, les étudiants étaient dans l'ensemble très sagement coiffés; on a peu fait Mai soixante-huit en sabots et en jeans, ce fut plutôt dans les années 1970 que les codes vestimentaires et la morale sexuelle explosèrent.

⁴ J'emploie ici volontairement, pour faire le lien avec la fin du raisonnement quelques pages plus bas, une expression qui est plutôt marquée à droite: le mot "valeurs" s'entend surtout suivi, explicitement ou subliminalement, de l'adjectif "traditionnelles". Mais en France il existe aussi tout un corpus de "valeurs de gauche", et il existe à gauche aussi, depuis longtemps, symétrique de celui de la droite, un *lamento* de la perte des valeurs.

marchand de sable de Hoffmann date de 1817, *Frankenstein* de Mary Shelley date de 1818, *L'Ève future* de Villiers de l'Isle-Adam, de 1886); désormais, avec la dépendance accrue aux machines du travail et de la vie quotidienne, le cauchemar de **l'homme-robot**¹ semblait sur le point de devenir réalité.

Ce malaise face à l'**aliénation** de l'homme moderne, lié à l'embourgeoisement massif et accéléré des modes de vie (par où la critique de la modernité rejoignait la critique sociale²), s'exprime particulièrement bien, quoique sur un ton non militant, dans le premier roman de Georges Perec, *Les choses*, paru en 1965:

« Ils [les deux jeunes personnages du livre, Jérôme et Sylvie] auraient aimé être riches. Ils croyaient qu'ils auraient su l'être. Ils auraient su s'habiller, regarder, sourire comme les gens riches. Ils auraient eu le tact, la discrétion nécessaires. Ils auraient oublié leur richesse, auraient su ne pas l'étaler. Ils ne s'en seraient pas glorifiés. Ils l'auraient respirée. Leurs plaisirs auraient été intenses. Ils auraient aimé marcher, flâner, choisir, apprécier. Ils auraient aimé vivre. Leur vie aurait été un art de vivre.

Ces choses-là n'étaient pas faciles, au contraire. Pour ce jeune couple, qui n'était pas riche, mais qui désirait l'être, simplement parce qu'il n'était pas pauvre, il n'existait pas de situation plus inconfortable. Ils n'avaient que ce qu'ils méritaient d'avoir. Ils étaient renvoyés, alors que déjà ils rêvaient d'espace, de lumière, de silence, à la réalité, même pas sinistre, mais simplement rétrécie — et c'était peut-être pire — de leur logement exigü, de leurs repas quotidiens, de leurs vacances chétives. C'était ce qui correspondait à leur situation économique, à leur position sociale. C'était leur réalité, et ils n'en avaient pas d'autre. Mais il existait, à côté d'eux, tout autour d'eux, tout au long des rues où ils ne pouvaient pas ne pas marcher, les offres fallacieuses, et si chaleureuses pourtant, des antiquaires, des épiciers, des papetiers. Du Palais-Royal à Saint-Germain-des-Prés, du Champ-de-Mars à l'Étoile, du Luxembourg à Montparnasse, de l'île Saint-Louis au Marais, des Ternes à l'Opéra, de la Madeleine au Parc Monceau, Paris était une perpétuelle tentation. Ils brûlaient d'y succomber, avec ivresse, tout de suite et à jamais. Mais l'horizon de leurs désirs était impitoyablement bouché; leurs grands rêves impossibles n'appartenant qu'à l'utopie.

(...) Cette absence de simplicité, de ludicité presque, était caractéristique. L'aisance — c'est sans doute ceci qui était le plus grave — leur faisait cruellement défaut. Non pas l'aisance matérielle, objective, mais une certaine désinvolture, une certaine décontraction. Ils avaient tendance à être excités, crispés, avides, presque jaloux. Leur amour du bien-être, du mieux-être, se traduisait le plus souvent par un prosélytisme bête: alors ils discouraient longtemps, eux et leurs amis, sur le génie

¹ La fameuse pièce du Tchèque Karel Capek, *R.U.R.*, où l'on trouve pour la première fois le mot "robot", date de 1921: c'est aussi l'époque notamment du film *Métropolis* de Fritz Lang (1927), et de la description du prolétariat de Chicago par Céline dans le *Voyage au bout de la nuit* (1931), deux ouvrages où s'exprime, sous d'autres formes, l'horreur du taylorisme. Pour compléter cette série de repères, sachez que *Le meilleur des mondes*, de Aldous Huxley, date de 1932.

² Le lien est ancien. Hoffmann établissait une corrélation entre l'absence de valeurs de la société bourgeoise et le danger de l'apparition d'hommes-machines (en très gros: les bourgeois prennent l'automate de Spalanzani pour une femme, parce que leurs femmes se comportent comme des machines); la même idée se retrouve dans le texte de Villiers (Edison construit une femme-machine pour l'un de ses amis, désespéré de la vacuité bourgeoise de sa fiancée, et lui explique qu'il y gagnera en naturel et en sentiments...).

d'une pipe ou d'une table basse. Ils s'enthousiasmaient pour une valise — ces valises minuscules, extraordinairement plates, en cuir noir légèrement grenu, que l'on voit en vitrine dans les magasins de la Madeleine, et qui semblent concentrer en elles tous les plaisirs supposés des voyages-éclair à New York ou à Londres. Ils traversaient Paris pour aller voir un fauteuil qu'on leur avait dit parfait. Et même, connaissant leurs classiques, ils hésitaient parfois à mettre un vêtement neuf, tant il leur semblait important, pour l'excellence de son allure, qu'il ait déjà été porté trois fois. Mais les gestes, un peu sacralisés, qu'ils avaient pour s'enthousiasmer devant la vitrine d'un tailleur, d'une modiste ou d'un chausseur, ne parvenaient le plus souvent qu'à les rendre un peu ridicules. (...) Le jour où Jérôme acheta ses premières chaussures britanniques, il prit soin, après les avoir longuement frottées, par petites applications concentriques délicatement appuyées, avec un chiffon de laine légèrement enduit d'un cirage de qualité supérieure, de les exposer au soleil, où elles étaient censées acquérir au plus vite une patine exceptionnelle. C'était hélas, avec une paire de mocassins à forte tige et à semelles de crêpe qu'il se refusait obstinément à porter, sa seule paire de chaussures: il en abusa, les traîna dans des chemins défoncés, et les détruisit en un peu moins de sept mois.

(...) Les gens qui choisissent de gagner de l'argent, ceux qui réservent pour plus tard, pour quand ils seront riches, leurs *vrais* projets, n'ont pas forcément tort. Ceux qui ne veulent que vivre, et qui appellent vie la liberté la plus grande, la seule poursuite du bonheur, l'exclusif assouvissement de leurs désirs ou de leurs instincts, l'usage immédiat des richesses illimitées du monde — Jérôme et Sylvie avaient fait leur ce vaste programme —, ceux-là seront toujours malheureux. Il est vrai, reconnaissent-ils, qu'il existe des individus pour lesquels ce genre de dilemme ne se pose pas, qu'ils soient trop pauvres et n'aient pas encore d'autres exigences que celles de manger un peu mieux, d'être un peu mieux logés, de travailler un peu moins, ou qu'ils soient trop riches, au départ, pour comprendre la portée, ou même la signification d'une telle distinction. Mais de nos jours et sous nos climats, de plus en plus de gens ne sont ni riches ni pauvres: ils rêvent de richesse et pourraient s'enrichir: c'est ici que leur malheur commence.

Un jeune homme théorique qui a fait quelques études, puis accompli dans l'honneur ses obligations militaires, se retrouve à vingt-cinq ans nu comme au premier jour, bien que déjà virtuellement possesseur, de par son savoir même, de plus d'argent qu'il n'a jamais pu en souhaiter. C'est-à-dire qu'il sait avec certitude qu'un jour viendra où il aura son appartement, sa maison de campagne, sa voiture, sa chaîne haute-fidélité. Il se trouve pourtant que ces exaltantes promesses se font toujours fâcheusement attendre: elles appartiennent, par leur être même, à un processus dont relèvent également, si l'on veut bien y réfléchir, le mariage, la naissance des enfants, l'évolution des valeurs morales, des attitudes sociales et des comportements humains. En un mot, le jeune homme devra s'installer, et cela lui prendra bien quinze ans.

Une telle perspective n'est pas réconfortante, et nul ne s'y engage sans pester. Eh quoi, se dit le jeune émoulu, vais-je devoir passer mes jours derrière ces bureaux vitrés au lieu de m'aller promener dans les prés fleuris, vais-je me surprendre plein d'espoir les veilles de promotion, vais-je supputer, vais-je intriguer, vais-je mordre mon frein, moi qui rêvais de poésie, de trains de nuit, de sables chauds? Et, croyant se consoler, il tombe dans les pièges des ventes à tempérament. Alors, il est pris et bien pris: il ne lui reste plus qu'à s'armer de patience. Hélas, quand il est au bout de ses peines, le jeune homme n'est plus si jeune, et, comble de malheur, il pourra même lui apparaître que sa vie est derrière lui, qu'elle n'était que son effort, et non son but ».

Le refus de la déshumanisation par la consommation allait au-delà d'un simple rejet des objets et de leur culte, c'était aussi la contestation d'une société qui consommait tout (c'est-à-dire qui transformait tout en argent, qui dégradait tout) — même la culture, même les idées (un autre slogan de 68 disait: "ne consommons pas Marx"); qui récupérait tout, même la contre-culture (le rock n'avait pas mis cinq ans pour devenir une affaire de show-business, le yé-yé était un pur produit de l'industrie discographique); qui engourdissait la critique en lui laissant une place et une légitimité suffisantes pour la neutraliser — bref, ce qu'on appellerait aujourd'hui l'empire du consensus. C'était la thèse essentielle du philosophe américain Herbert Marcuse (1898-1979), auteur de *L'homme unidimensionnel* (paru aux États-Unis en 1964, immédiatement traduit en français). Pour Marcuse, « **l'homme unidimensionnel** de la société industrielle avancée a perdu sa puissance de négation, sa possibilité de grand refus. La société absorbe les oppositions et présente l'irrationnel comme étant rationnel » (extrait de la quatrième de couverture d'une édition française des années 1960)¹. Il fallait donc se révolter, sortir du consensus; peu importait, au fond, au nom de quoi l'on contestait (un autre slogan de Mai revendiquait "le n'importe quoi érigé en système").

La société aliénait entre autres l'imagination, conditionnait le désir; l'un et l'autre finissaient par n'être plus que des instruments asservis à la consommation (c'est l'un des thèmes du texte de Perec). C'est la clef de l'un des aspects essentiels de Mai soixante-huit, le **refus du sérieux, de la logique** — en particulier du sérieux institutionnel, de la logique stérile enseignée en classe de philosophie et à l'Université. Pour Marcuse toujours, « aujourd'hui la révolte des jeunes de l'intelligentsia revendique avant tout dans son action même la reconnaissance de la valeur et de la vérité de l'imagination, et tout son mouvement développe les formes surréalistes de protestation et de refus »; le même texte (*Vers la libération*, 1969) évoque un peu plus loin « **la sensibilité humaine en révolte contre les impératifs de la raison répressive** ». D'où le slogan: "**l'imagination au pouvoir**"; d'où aussi le caractère surréaliste de beaucoup de slogans de Mai² ("sous les pavés, la plage"³). L'attaque visait entre autres le sérieux des communistes, gardiens du temple marxiste-léniniste, persuadés d'avoir trouvé la clef "scientifique" de l'évolution historique et d'en être les exclusifs propriétaires, et à qui toute plaisanterie semblait

¹ Il faut ici évoquer aussi le mouvement **situationniste**, dont la principale figure fut Guy Debord (1931-1994). La fondation de l'"Internationale situationniste" date de 1957; une revue du même nom suivit, qui eut douze numéros jusqu'en 1969; elle s'attaquait très violemment à tous les consensus, y compris de gauche. En 1967, Debord publia un livre longtemps très lu sur *La société du spectacle*, où il démystifiait le fétichisme de la marchandise et du spectacle dans la société moderne. Pour lui, la société moderne « préfère l'image à la chose, la copie à l'original, la représentation à la réalité, l'apparence à l'être ».

² Ce fut vers 1968 que naquit la pratique des détournements (de slogans, d'icônes médiatiques, etc.); avant d'être une technique médiatique et publicitaire, ce fut une technique de contestation, on a tendance aujourd'hui à l'oublier maintenant que le second degré, l'ironie, un regard critique envers les médias se sont beaucoup développés... et ont été récupérés, et qu'Andy Warhol est dans les musées. En France, les situationnistes en étaient des spécialistes; un certain nombre d'entre eux, du reste, finirent par faire de belles carrières dans la publicité.

³ Les pavés étaient bien sûr ceux des rues de Paris, ceux des barricades, ceux qu'on jetait sur les flics. Lorsqu'on les soulevait, on tombait sur une couche de sable qui servait à les caler — d'où la plage, celle des congés payés, celle des paradis lointains et ensoleillés: figuration d'un Paradis sur Terre à la mode de la fin du XXe siècle.

une attaque réactionnaire ("je suis marxiste, tendance Groucho"). Leur composition leur valut quelques beaux chahuts dans les "assemblées générales". Ils étaient très nombreux d'ailleurs dans le corps professoral secondaire et parmi les "mandarins" de l'Université; confortablement installés dans le ghetto doré évoqué au chapitre 15, ils étaient aussi peu révolutionnaires en actes qu'ils prétendaient l'être en discours — d'où la floraison printanière de slogans du type: "la Révolution doit cesser d'être pour exister".

L'autorité et la société de consommation n'étaient pas les seules cibles de la contestation: il y en avait de plus classiquement "sociales". La **dénonciation du capitalisme** prenait toutes les formes possibles et imaginables. Certains thèmes en étaient anciens, quelque peu recuits, et aujourd'hui l'on a l'impression que d'aucuns voyaient mal la différence entre leur temps et celui de Guizot — mais, je l'ai signalé plus haut à propos du P.S.U., d'autres avaient bien perçu que des choses essentielles avaient changé. D'autres thèmes étaient nouveaux, en particulier tout ce qu'on appellerait aujourd'hui le "**tiers-mondisme**". Partout à gauche et plus seulement au Parti communiste, on dénonçait le "néo-colonialisme" qui semblait caractériser les relations entre l'Occident et le tiers-monde, nouveau "prolétariat mondial" opprimé par "l'impérialisme"; cela permettait, tout en gardant la flamme, d'expliquer pourquoi les prolétaires occidentaux s'étaient tant enrichis et embourgeoisés: l'Occident tout entier était passé du côté des oppresseurs — c'était exactement ce que disaient les indépendantistes du tiers-monde¹. Et puis, quand même, le capitalisme oppresseur du tiers-monde laissait subsister aussi d'importantes inégalités à l'intérieur même du monde développé, ce qu'on n'appelait pas encore le "quart-monde" ni "l'exclusion", mais que l'on dénonçait déjà — il y avait encore des bidonvilles autour de Paris, par exemple à la Plaine Saint-Denis ou à Nanterre, tout près des logements des étudiants². On haïssait aussi l'impérialisme culturel américain; la C.I.A. représentait la nouvelle figure de l'éternel et universel complot capitaliste, elle était censée être mêlée à toutes les laideurs du temps.

Ceci m'amène à souligner le caractère sans doute le plus déconcertant aujourd'hui du discours contestataire des années 1960: **la place centrale qu'y occupaient les modes de pensée et les figures de rhétorique héritées du marxisme et des socialismes français**, c'est-

¹ Pour des raisons où le nationalisme entraînait bien plus que le socialisme; mais ils étaient experts en manipulation du discours à l'usage des progressistes occidentaux, écrasés de culpabilité (la boucherie en Algérie venait à peine de s'achever, l'Afrique du sud était en plein Apartheid) et donc portés à adhérer à tous les discours insultants, y compris contre eux-mêmes.

² Le thème occupait les médias depuis longtemps et n'était pas spécialement marqué à gauche. Dans l'hiver 1953-1954, l'abbé Pierre avait réussi à émouvoir les médias et à lancer une grande campagne en faveur des sans-abri; Gilbert Cesbron en fit un roman à succès, *L'homme seul*, en 1961. Le bidonville de Nanterre avait été un repaire F.L.N. durant la guerre d'Algérie; il fut détruit juste après Mai soixante-huit.

à-dire d'instruments forgés pour l'analyse de la société industrielle du XIXe siècle et du début du XXe, si différente de celle de cette seconde après-guerre.

C'était que **la génération de 1968 vivait** sur une expérience historique, **sur des mythes élaborés par la gauche de la première moitié du XXe siècle**: mythe du Grand Soir (le monde ne changera que grâce à la violence révolutionnaire); mythe des avant-gardes politiques (Lénine; Mao et la Longue Marche), plus encore peut-être mythe du peuple acteur de l'Histoire et du soulèvement spontané des masses — avec une place de choix pour la Commune et surtout les grèves de mai-juin 1936, élan spontané de révolte populaire, moment de rêve — c'était cela qui comptait, bien plus que les réformes limitées et à moitié ratées du Front Populaire: Jaurès, Blum et Moulin, figures d'une gauche gestionnaire ou qui aspirait à le devenir, d'une gauche en costume-cravate, indifférait les jeunes chevelus. De même, dans l'épopée russe, 1905 comptait presque plus que 1917: révolution vaincue, qui donc n'avait pas eu le temps d'accoucher d'une dictature; spontanéisme populiste des premiers soviets... La guerre d'Espagne aussi faisait l'objet d'incessantes références, à peu près pour les mêmes raisons — et aussi parce qu'elle était plus proche dans le temps et que Franco, à nos frontières, sévissait toujours; il y avait même un gouvernement républicain en exil à Toulouse.

Effet de la marginalisation de la contestation d'extrême-droite après 1945, de la compromission des anciens résistants (communismes exclus) avec le gaullisme et de vingt ans d'hégémonie intellectuelle de la gauche (communistes inclus), toutes les autres mémoires historiques avaient disparu. C'était encore en partie un effet de génération. **Les soixante-huitards étaient les enfants des "quarante millions de pétainistes"** de 1940: le Bien et la Bête leur semblaient si faciles à identifier rétrospectivement, de Jaurès à Salengro et à Jean Moulin, de Krupp à Hitler et au colonel Foster, que les jeunes ne comprenaient pas que leurs parents n'eussent pas su distinguer le sens de l'Histoire ni en épouser le mouvement: ils avaient des comptes à leur demander. En même temps, issus pour l'essentiel des classes moyennes et populaires, **ils étaient largement les enfants des 25% de communistes que comptait la France des années 1950**: leur sensibilité, leur culture avaient été marquées par l'épopée du Parti des fusillés, de l'avant-garde de la classe ouvrière, de la lutte contre le fascisme¹. Plus d'un avait commencé à la J.C. son apprentissage de la contestation...

Pourtant **la jeunesse contestataire était en rupture avec le P.C.F.**, et l'attaquait même très violemment pour sa morale petite-bourgeoise, pour son incapacité à comprendre que la contestation était désormais autant revendication de liberté que demande d'égalité, pour son attentisme révolutionnaire qui finissait par ressembler à un refus de la Révolution, à une

¹ Ce fut dans ces années que ce terme en vint à désigner, pour l'ensemble de la gauche, à peu près tout ce qui était connoté négativement: dans les années 1970, Roland Barthes écrivait que "le langage est fasciste", pour dire en gros que l'homme n'arrive jamais à exprimer exactement ce qu'il ressent.

compromission avec la société existante (on l'accusait, d'après Trotski, d'être "en retard sur les masses"), et bien sûr parce qu'il défendait obstinément des régimes d'un autre âge déjà¹.

Mais cette rupture s'était accomplie dans la mauvaise conscience: elle n'arrivait pas à son terme logique, la critique du marxisme. Sartre, dans sa période gauchiste (vers 1972), écrivait encore que « **le Parti a toujours raison à l'échelle historique** »²: autrement dit, sa pratique actuelle était néfaste, mais il n'y avait pas lieu de contester sa raison d'être profonde, ou plus précisément la nécessité d'une avant-garde organisée du prolétariat, moteur de la Révolution; bien entendu, le marxisme était toujours "l'horizon indépassable de notre temps". C'était la seule idéologie disponible à offrir à la fois une compréhension globale du monde, un outils de contestation et une utopie, enfin un ancrage dans la réalité de l'Histoire; une partie des soixante-huitards se prenaient pour une nouvelle avant-garde rafraîchie et purifiée destinée à dépasser sur sa gauche, donc dans le sens de l'Histoire, le bolchevisme empêtré dans les sinistres oripeaux du stalinisme pourrissant. D'autres tentaient de rafraîchir le marxisme-léninisme en y injectant des éléments issus d'autres traditions socialistes (l'autogestion proudhonienne; l'anarchie contestataire de toutes les structures de pouvoir, partis révolutionnaires compris) ou de variantes déviantes du marxisme (on relut beaucoup Trotski, mais aussi Tito, Rosa Luxemburg...). Tous ces débats, d'une violence verbale extrême et d'un byzantinisme et d'un pédantisme aujourd'hui grotesques³, se tenaient dans le cadre d'**un conformisme plus large**: il était parfaitement inimaginable de ne pas vouloir le socialisme, de ne pas parler en termes de lutte de classes, d'accepter le maintien de la propriété privée... Il était surtout parfaitement inimaginable de ne pas être révolutionnaire, radical, maximaliste.

Derrière cette hégémonie du socialisme, il faut sans doute lire aussi la fascination d'intellectuels issus de milieux relativement privilégiés, en tout cas privilégiés eux-mêmes grâce à leurs études, conscients de l'être et bourrelés de mauvaise conscience, pour la classe ouvrière, fleuve immense dont le cours était l'Histoire même; et le rêve d'en prendre le contrôle, de « **corniquer le mastodonte** », selon l'expression du gauchiste Raymond Borde en 1969. Ce rêve ne survécut pas à l'expérience, à ce jour de mai où Cohn-Bendit trouva porte close à Billancourt parce que la C.G.T. l'avait ordonné: en mai 1968, les jeunes contestataires apprirent entre autres qu'ils ne corniquaient pas grand-chose. Seule une minorité schizophrène n'en a pas tiré de

¹ "Stalinien", autant que "fasciste", était en train de devenir une insulte; à l'extrême-gauche, c'était même l'injure suprême.

² Superbe reprise, inconsciente évidemment, du slogan fasciste: *Mussolini ha sempre ragione* — le crétinisme n'a pas de frontières, ni linguistiques, ni idéologiques. Non récupérable!

³ On s'empêchait entre chapelles rivales au sujet de contentieux parfois antédiluviens: ainsi anarchistes et troskystes se jetaient à la tête la révolte de Makhno et celle des marins de Kronstadt, réprimées toutes deux en 1919-1920 par l'Armée rouge, alors dirigée par Trotski. Il y avait quatre obédiences troskystes distinctes!

leçons et continue, comme Arlette Laguiller, à appeler à la mobilisation socialiste une classe ouvrière où le parti le plus puissant est le F.N...

Ce rapport complexe avec le communisme explique le réveil de toutes les variantes de trotskysme et d'anarchisme dans les années 1960; ces courants reçurent du P.C.F le sobriquet générique de "**gauchisme**", en souvenir d'anciens combats de Lénine, qui avait publié en 1920 un opuscule intitulé *Le gauchisme, maladie infantile du communisme*¹. Seule une minorité (active et bruyante) était affiliée à une chapelle précise et tenait *mordicus* à sa théorie du sexe des anges; la plupart baignaient dans une douce atmosphère de radicalité généreuse, tolérante sur certains points ("jouissez sans entraves") et très étroite d'esprit sur d'autres, une atmosphère de **millénarisme** (la fin du vieux monde est pour demain: "cours, camarade, le vieux monde est derrière toi!") et surtout d'**utopie** ("sous les pavés, la plage"). On réédita Fourier et Cabet, qui avaient au moins le mérite d'avoir décrit des utopies plutôt pacifiques et plutôt libertaires; et aussi des textes plus anciens qui n'avaient pas grand-chose de socialiste, comme *L'An 2440* de Louis-Sébastien Mercier², ou le *Voyage dans les États de la Lune* de Cyrano de Bergerac; de toute façon, on ne lisait qu'une toute petite partie de ce qu'on volait à la librairie des éditions Maspero avec la bénédiction du propriétaire du lieu, hostile à la culture de classe, et qui mit quand même jusqu'aux années 1980 pour faire faillite. Un peu après 1968, il y eut une floraison de produits culturels de ce type: le plus connu est le premier film de Jacques Doillon, *L'an 01*, sorti en 1974 (le slogan de lancement était: "on arrête tout, on réfléchit, et c'est pas triste"), et surtout, j'y reviendrai, il apparut des phalanstères d'un nouveau genre.

On découvrit d'ailleurs aussi du "communisme primitif" dans les civilisations du Néolithique ou chez les Incas... Cette génération, qui fut aussi celle des débuts du tourisme à l'étranger et celle où la télévision commença à amener le monde dans chaque salon (le taux d'équipement des foyers passa de 5% en 1958 à 62% en 1968!), se caractérisait, et c'était tout à fait nouveau, par un attrait pour toutes les expériences politiques que leur exotisme et le prisme d'un certain romantisme paraient des vertus de la nouveauté et de la radicalité, de l'utopie incarnée en battle-dress dans le tiers-monde, prolétariat martyr du XXe siècle. "Tout ce qui est lointain, brûlant et révolutionnaire"³...

¹ Contre les partisans de la pure violence révolutionnaire, qui refusaient l'institutionnalisation de la Révolution en Russie, même à titre provisoire: les descendants, en gros, des anarchistes de la fin du XIXe siècle.

² Paru en 1770 — une utopie assez glaçante pour le coup. Il y a notamment un passage (le chapitre XXVIII de la première partie) où l'on apprend que dans la société idéaliste tous les livres ont été détruits à l'exception "des meilleurs", qui tiennent dans « un petit cabinet ». Au narrateur qui demande si c'est le résultat d'un incendie, son guide répond: « oui, c'est un incendie, mais ce sont nos mains qui l'ont allumé volontairement ». L'autodafé eut lieu « dans une vaste plaine »; il me rappelle un autre autodafé qui eut lieu sur une place, devant une université et un opéra, à Berlin en mai 1933. Mais les années 1960 n'étaient pas à cela près: certains, qui se croyaient de gauche, trouvaient le moyen d'applaudir à la Révolution culturelle, qui se traduisit par la destruction massive du patrimoine culturel de la Chine — voyez un peu plus bas.

³ Démarquage d'une formule d'Alexandre Vialatte, utilisée au chapitre 10.

Alors qu'en 1910 la Révolution mexicaine avait laissé glabres les socialistes européens, alors qu'en 1936 l'Espagne en guerre civile avait surtout été perçue comme un théâtre où se jouait l'avenir de la France, on se passionnait désormais, en l'absence de tout enjeu direct, pour le **Vietnam** de Hô Chi Minh, "l'homme aux sandales de caoutchouc"¹, des soldats-paysans en lutte contre l'impérialisme, David collectif affronté au Goliath le plus puissant du monde (on dénonçait les bombardements au napalm), incarnation de la pureté révolutionnaire contre la pourriture américaine (on s'horrifiait des Vietnamiennes prostituées aux *G.I.s*). La Révolution culturelle en **Chine** fascinait, d'autant qu'il n'en filtrait qu'une information squelettique et soigneusement triée (il n'y avait aucun journaliste indépendant sur place hors de Pékin!): c'était un parfait exemple de volontarisme, de "table rase" et de pureté révolutionnaire; en plus, les jeunes y jouaient le premier rôle. Les masses chinoises se prenaient en charge elles-mêmes, forgeaient leur avenir; même le Parti perdait son rôle dirigeant; toutes les distinctions sociales s'effondraient, les ouvriers allaient aux champs, les paysans à l'Université, les étudiants à l'atelier; on inventait une nouvelle culture, une nouvelle sociabilité.

L'utopie exotique par excellence, c'était **Cuba**. Toute une génération vénéra comme un dieu le personnage d'Ernesto **Che Guevara**, le guérillero romantique mort en martyr dans les montagnes de Bolivie en 1967 pour avoir voulu allumer "un, deux, cent Vietnams": le Che est aujourd'hui le seul rescapé de ces icônes révolutionnaires des années 1960². La fameuse icône, le portrait christique à l'étoile rouge sur le front, trônait dans toutes ou presque les chambres d'étudiants; peu après sa mort et juste avant Mai soixante-huit, François Maspéro, l'un des principaux éditeurs des gauchistes, publia en français ses carnets de Bolivie, quelque peu expurgés mais où le désir de faire de sa vie une Passion éclatait à chaque page. Cette génération déchristianisée qui se croyait aussi éloignée que possible de la religion, cette vieille lune, communiait dans la célébration d'une nouvelle Légende dorée, celle des martyrs de la Révolution.

Dans le même ordre d'idées, une amie dont le mari militait chez les trotskystes m'a confié un jour que, quoique sympathisante, elle refusait de se lever et de chanter *L'Internationale* en chœur aux réunions, "parce que ça lui rappelait trop les messes de son enfance".

Tout ceci n'allait pas toujours très loin, la "conscience révolutionnaire" des jeunes était souvent bien embryonnaire, la contestation ne dépassait pas toujours le stade de la révolte

¹ Titre d'une pièce de l'Algérien Kateb Yacine, de 1970. Les sandales symbolisent évidemment l'austérité révolutionnaire.

² En partie évidemment parce qu'il est le seul à ne jamais avoir exercé le pouvoir, mise à part une brève et calamiteuse expérience au ministère des Finances.

adolescente. Une autre de mes amies se rappelle avec amusement avoir scandé ce slogan au contenu révolutionnaire particulièrement élaboré: "Che, Che, Che, Hô, Hô, Hô"... Il y avait bien sûr **une série d'équivoques fondamentales** à la base de ce bouillonnement. D'abord l'on parlait de soulèvement ouvrier, mais on n'avait guère de contacts avec les travailleurs. Le sociologue Edgar Morin a exprimé cette distance avec férocité: « les groupuscules, isolés de tout, communiaient eucharistiquement avec la classe ouvrière, et le dialogue avec le prolétariat s'établissait par ventriloquie politique ».

Et puis bien sûr on rêvait du Che et de l'oncle Hô, mais on ignorait ce qui se passait vraiment en Chine ou à Cuba¹. C'était indifférent aux tacticiens en chambre de la Révolution mondiale, mais, l'exaltation une fois retombée, cela ne tarda pas à poser un problème à la masse des jeunes contestataires, mus davantage par une sensibilité, des envies, des rêves d'émancipation et de liberté que par un projet révolutionnaire. Il me semble que la contradiction essentielle de Mai 68 réside dans le fait qu'au-delà des contestations communes, exprimées dans des langages plus ou moins politisés selon les origines sociales et les degrés de militantisme (le passage qui précède a insensiblement glissé du moins politique au plus politique), il y avait **deux projets complètement différents**. L'un était **un projet libertaire**: moins de contraintes et plus d'humanité à l'intérieur de la société existante, éventuellement réformée en profondeur — un projet donc essentiellement individualiste, en continuité avec la montée de l'individualisme dans les sociétés occidentales contemporaines, et non violent. L'autre était bien plus ambitieux, et au fond totalement contradictoire avec le premier: il s'agissait, dans la continuité des critiques adressées à la société contemporaine depuis ses débuts, aussi bien à gauche qu'à droite², de sortir de la malédiction de l'individualisme, de réapprendre à agir ensemble, de refaire de ce monde atomisé par le capitalisme et le libéralisme et deshumanisé par la technique, de cette addition d'individus, un tout solidaire animé par des valeurs, bref de **reconstruire un projet collectif**: c'était en gros le sens du mot "révolution" dans cette génération. Cela contribue à rendre compte, notamment, de la fascination de certains hommes de gauche, ou proclamés tels, pour des expériences de mobilisation totalitaire du type de celle qui avait lieu dans ces années en Chine: au moins, les Chinois agissaient en commun...

¹ La Révolution castriste restera sans doute comme l'une des plus extraordinaires manipulations médiatiques de l'Histoire. Bénéficiant de l'incroyable complaisance d'intellectuels occidentaux (dont Sartre) qui se laissèrent embarquer dans des voyages organisés d'usines modèles en villages Potemkine, et répétèrent docilement ce qu'on leur disait de répéter, comme si l'expérience stalinienne n'avait servi à rien, Fidel Castro réussit à imposer le mythe de la fête révolutionnaire (voyez plus bas dans le même paragraphe), le mythe d'une société libérée des tabous et des inégalités en même temps que de l'impérialisme, le mythe du "bordel des États-Unis" libéré par ses propres forces et progressant par l'effet de l'enthousiasme révolutionnaire de sa population; alors que le régime fut dès le début l'un des plus sanglants du XXe siècle, bien plus que celui de Pinochet au Chili par exemple, et qu'il plongea l'île dans une situation franchement coloniale vis-à-vis de l'U.R.S.S. Pour plus de détails, voyez *La lune et le Caudillo*, de Jeannine Verdès-Leroux.

² Voyez le cours de Relations internationales, à la fiche P2b, et le premier chapitre du *Passé d'une illusion*, de François Furet.

Les deux projets cependant pouvaient coexister, ou plus exactement certains mythes renvoyaient à l'un comme à l'autre: ainsi Cuba, c'était la Révolution plus la libération, la "*Revolución con cha-cha-chá*". En additionnant Lénine et Fourier, en mélangeant l'utopie à la théorie politique, on arrivait à l'idée que **l'action collective libère** quand elle est orientée par des idées progressistes — et tant pis pour les victimes des foules en furie en Chine, pour les professeurs humiliés publiquement par leurs étudiants, pour les victimes et le public des exécutions publiques, pour les enfants à qui l'on fit énoncer publiquement dénoncer leurs parents, voire manger le foie des "ennemis du peuple"¹: c'était nécessaire, donc excusable — certains à gauche, hélas, ont toujours "préféré l'humanité aux hommes"². Et puis les jeunes des années 1960 n'avaient pas toujours les idées très claires, et dans ces milieux comme dans tous les autres le conformisme faisait des ravages: pourquoi se priver de crier son soutien à la Révolution culturelle puisque les plus radicaux, donc à l'époque les plus prestigieux, la vantaient? Si cela permettait, dans un premier temps, d'obtenir le droit de se maquiller en classe, de vivre en union libre, d'afficher son homosexualité, etc..., qu'importaient le puritanisme et l'homophobie malades du régime maoïste? Mais ces équivoques étaient dangereuses: il n'est jamais sain de se mettre au service de personnes qui ne partagent pas vos valeurs, même pour des raisons tactiques.

À l'évidence, c'est le premier projet et lui seul qui a laissé des traces dans la société française. Quand on se souvient de Mai soixante-huit, c'est beaucoup plus des slogans libertaires, poétiques, surréalistes par lesquels "les murs [eurent] la parole", que des programmes abscons et souvent inquiétants des groupuscules révolutionnaires. **Le projet libertaire était beaucoup plus populaire que le projet révolutionnaire**, essentiellement porté par les activistes, les membres de ce qu'on appelait alors les "groupes leaders". Tandis que la plupart des jeunes contestataires communiaient dans le rite du "joint" fumé à plusieurs en écoutant de la musique "planante", les "groupes leaders", avec le plus grand sérieux, élaboraient longuement des projets fort structurés, d'une portée fort générale. Ils retournaient en fait, contre ceux qui la leur avaient enseignée et contre la société tout entière, la logique universitaire, celle des dissertations de philosophie: révolte de bons élèves qui avaient appris à raisonner dialectiquement sur n'importe quel sujet... Certains, très vite, s'enfermèrent au piège d'une pensée trop radicale et trop autonome, insuffisamment irriguée par l'expérience, insuffisamment attentive aux femmes et aux hommes réels — il n'est pire tyran que le tyran philosophe. Leurs troupes approuvaient pour l'instant, ne fût-ce que par paresse: tout le monde n'était pas prêt à passer des nuits blanches sur du Mao Zedong! Du coup, la production des "groupes leaders" est proportionnellement bien plus importante que ne l'étaient leurs idées dans la contestation de l'époque: elle peut donner l'impression que tout le monde était révolutionnaire. Mais les troupes

¹ Voyez le cours sur la Chine, au chapitre 2.

² La formule est de Jean-François Revel.

ne suivirent jamais tout à fait: on s'ennuyait ferme aux meetings, aux A.G., ou alors on "draguait" dans un coin...

Les leaders eux-même croyaient-ils tout à fait à leurs dissertations, à une minorité près? À en juger par les carrières que certains firent plus tard, ce fatras scolastique dut leur apparaître avant tout comme une bonne école de rhétorique et de maniement des médias. Nous éprouvons parfois un sentiment d'ironie à lire telle ou telle déclaration qui détonne complètement avec le discours et le comportement actuels de son auteur; mais il n'est pas impossible que cette ironie ait déjà été présente, *in petto*, dans l'esprit du rédacteur au moment de la rédaction...

L'un des aspects essentiels de cette coupure, c'était que **les plus doctrinaires étaient imperméables à la revendication libertaire**, qu'ils tenaient pour une poussée d'acné petite-bourgeoise, capable seulement de retarder le Grand Soir¹. Les solutions étaient collectives et sociales, non pas individuelles ni morales, et certainement pas libertaires, car la liberté était une valeur suspecte: c'était celle de monsieur Thiers et celle de *mister* Nixon. Il n'y avait pas plus tristes, plus hostiles à toute manifestation festive, plus réactionnaires en matière de mœurs que les maoïstes²; ce qui n'empêchait pas l'homosexuel Guy Hocquenghem de militer dans leurs rangs jusque vers 1971, pour les raisons évoquées plus haut, mais sans afficher sa sexualité. De même, les extrémistes prêtaient aux ouvriers un désir de révolution alors que leur rêve essentiel était l'achat d'un Frigidaire et d'une 2 C.V.: ces revendications leur paraissaient l'expression d'une récupération, alors qu'elles étaient bel et bien au cœur véritable de la contestation de ces années, bien plus que les utopies en tout genre.

2) Les événements.

La crise de Mai prit au dépourvu la classe politique et l'opinion publique, dans un pays qui semblait avoir atteint enfin aussi bien la stabilité politique que la prospérité économique. Cependant il y eut des signes annonciateurs. En 1967, dans *La Chinoise*, Jean-Luc Godard avait réalisé un portrait d'un de ces groupes gauchistes qui fleurissaient depuis le début des années 1960, et qui brutalement allaient prendre d'assaut les gros titres des médias. On y

¹ Ce n'était pas le cas de Cohn-Bendit.

² Encore dans les années 1990, les militants de l'organisation trotskiste Lutte ouvrière, lors des tournées politiques, n'avaient pas le droit d'avoir de relations sexuelles ni même de dormir ensemble, même lorsqu'ils formaient des couples stables! Un car pour les garçons, un pour les filles... L'ambition totalitaire, qui est celle d'une société où tout est politique, implique la marginalisation de la sexualité, qui est le terrain d'expression par excellence de la liberté.

voyait un groupe de jeunes gens, dont une étudiante de philosophie à Nanterre, qui passaient l'été à Paris dans un appartement prêté, fonder une cellule marxiste-léniniste, lire Mao, discuter politique; finalement la jeune étudiante décidait de passer à l'action en assassinant une personnalité du monde universitaire... Le film dénonçait déjà le caractère utopique des projets de ces révolutionnaires en chambre d'origine bourgeoise, coupés du peuple, l'inflation verbale, une mystique de l'action politique fondée sur des théories aussi extrémistes qu'hâtivement assimilées — mais il n'est pas évident qu'à l'époque il fut perçu comme une dénonciation! Par ailleurs, **l'agitation estudiantine avait commencé** dès 1967 **en R.F.A.**, où l'on entendait beaucoup parler d'un certain Rudi Dutschke, dit "Rudi le Rouge", grièvement blessé dans un attentat en avril 1968; **et** il y avait des années que le campus de Berkeley, **en Californie**, était l'épicentre d'une ébullition multiforme dont les nouvelles fascinaient Paris¹.

En France aussi, le profond **malaise étudiant** servit de détonateur. Il n'y avait pas assez de professeurs, les personnels à statut précaire étaient de plus en plus nombreux (notamment les chargés de cours, dont la plupart firent cause commune avec les étudiants: le S.N.E.Sup, leur syndicat, fut en première ligne); en même temps, les "mandarins" enseignaient toujours de la même manière, magistrale, autoritaire, inadaptée à un public plus nombreux et plus divers, dont une part croissante n'était plus issue de la bourgeoisie et n'avait que faire des humanités classiques et de Corneille. Les locaux étaient dramatiquement inadaptés; de lugubres campus suburbains étaient sortis de terre dans l'urgence, véritables ghettos où les étudiants vivaient en vase clos et s'ennuyaient, près de Toulouse (Le Mirail) ou de Paris (le site universitaire de **Nanterre** avait été construit en 1963 pour décongestionner la Sorbonne, dans la boue, à côté d'un bidonville²). Au sein de ce milieu étudiant en plein malaise, une petite minorité activiste s'agitait depuis la guerre d'Algérie, notamment au sein du syndicat étudiant, l'U.N.E.F., qui s'était retrouvée sans cause à défendre depuis 1962, et se trouvait divisée en multiples tendances proches du P.S.U. ou des dissidents de l'Union des Étudiants communistes (U.E.C.), lesquels, de leur côté, avaient produit par scissiparité une multitude de groupuscules, parmi lesquels on peut citer la Jeunesse communiste révolutionnaire (J.C.R.) d'Alain **Krivine**. Il y avait déjà eu des incidents en 1967, entre autres à Nanterre un ministre jeté dans une piscine...

Le 22 mars 1968, des étudiants d'extrême-gauche conduits par **Daniel Cohn-Bendit**, un étudiant en sociologie (ce n'était pas un hasard: cette science est entre autres celle des maux de la société) avaient occupé la salle du Conseil de la faculté de Nanterre, à la suite d'une obscure histoire d'internat des filles interdit aux garçons. Ce n'était qu'un prétexte, significatif quand même des frustrations de l'époque: le petit groupe, qui se structura bientôt (le mot est un peu

¹ Sur Berkeley, voyez le cours sur les États-Unis, au chapitre 4; sur l'explosion contestatrice de ces années hors de France, voyez la fiche d'oral intitulée: "Mai 68 dans le monde".

² Il n'y avait toujours qu'une seule université à Paris; elle était devenue totalement ingérable. Ce fut précisément à la suite de mai 68 que "la Sorbonne" éclata en une douzaine de structures indépendantes.

fort) en un **Mouvement du 22 mars**¹, n'avait pas pour projet de réformer l'Université, dont il tenait les produits pour "les chiens de garde de la bourgeoisie", mais de faire la Révolution. Ils voulaient que l'Université fût un foyer de lutte et pas "le mariage d'une fabrique de robots et d'un musée archéologique". Il n'y avait pas de stratégie globale de prise du pouvoir: c'était plutôt une espèce de guérilla contre les autorités universitaire, laquelle finit par bloquer le fonctionnement du campus: le 2 mai, le doyen décida de le fermer.

Le 3, les étudiants gauchistes, ne pouvant plus développer leurs activités à Nanterre, se transportèrent à Paris et occupèrent la cour de la Sorbonne. La police les en expulsa assez brutalement, ce qui eut pour effet de susciter la solidarité des étudiants du Quartier latin. Ce fut le début des "événements", comme on dit dans les médias non gauchistes (le terme exaspère les héritiers des soixante-huitards): défilés aux cris de "**libérez nos camarades!**"², premières barricades, jets de pavés et de cocktails Molotov, voitures renversées et incendiées — et premières charges des C.R.S. Les manifestations prirent de l'ampleur; la nuit du 10 au 11 est restée sous le nom de "nuit des barricades". Le Quartier latin retrouvait l'ambiance des grands jours de février 1848 — moins le sang: les "C.R.S.-S.S." de 1968, même quelque peu enclins au passage à tabac, n'avaient quand même rien à voir avec les armées chargées de la répression des émeutes populaires au XIXe siècle: je l'ai dit, il n'y eut que quatre victimes en un mois de conflit. Les désordres prirent une toute autre ampleur le **13 mai** lorsque les syndicats, jusque-là sur la réserve, lancèrent une grève générale et une grande manifestation dans Paris pour protester contre les brutalités policières de la nuit du 10 au 11. La manifestation fut un énorme succès, elle rassembla deux cent mille personnes. On défila autant par sympathie pour les victimes que par exaspération envers le pouvoir gaulliste: c'était exactement le dixième anniversaire de la crise qui avait permis à de Gaulle de revenir au pouvoir.

Désormais la crise échappa en bonne partie aux étudiants. Ils continuaient à s'agiter, mais ils ne tenaient plus la rue: ils se contentaient d'occuper les facultés (notamment la Sorbonne, évacuée par la police), ainsi que l'Odéon et l'E.N.S. (auto-occupée par les normaliens), et d'y organiser de fiévreuses et bavardes assemblées générales (A.G.) où l'on refaisait le monde, sans grandes conséquences concrètes. On rêvait beaucoup, on vivait au quotidien de nouveaux rapports humains et, pour les plus chanceux, une libération sexuelle encore non théorisée, mais abondamment revendiquée par les murs. Cohn-Bendit, "Dany le Rouge", était de nationalité allemande; son expulsion de France, le 23 mai, provoqua un dernier grand défilé, avec le fameux slogan: "**nous sommes tous des juifs allemands**". Cette formule s'adressait tout

¹ Référence castriste: la guérilla de Fidel Castro s'appelait le Mouvement du 26 juillet (M-26), car c'était du 26 juillet 1953 que datait le premier exploit de la mouvance qui allait devenir castriste, l'attaque (ratée) de la caserne Moncada à Santiago de Cuba.

² À la grande surprise des intéressés, stupéfaits de voir, de leur panier à salade, les fidèles des chapelles rivales prendre parti pour eux.

particulièrement aux communistes, tout aussi exaspérés que les gaullistes par la contestation gauchiste; un homme qui montait dans l'appareil du P.C.F., Georges Marchais, avait dénoncé l'"anarchiste allemand" venu semer le trouble dans la bonne vieille lutte des classes à la française, et compte tenu du *pedigree* des communistes en la matière cela avait été interprété comme une attaque antisémite voilée.

Les médias continuaient quand même à s'occuper beaucoup des étudiants: ils étaient pittoresques, bavards, inventifs, drôles souvent. Il y avait tout un folklore dont les médias se repaissaient, mi-effrayés, mi-ravis: les "Katangais" (les demi-voyous qui "contribuaient" à occuper la Sorbonne, ainsi nommés par référence aux convulsions de l'indépendance congolaise); les "mao-spontex", c'est-à-dire les maoïstes inorganisés (et soupçonnés de réformisme honteux)¹, etc. Les médias audiovisuels, tous publics à l'époque, étaient toujours aux ordres du pouvoir (la télé finit par se mettre en grève le 25 — il y eut une grande purge dans l'été!), mais les radios "périphériques" (des radios privées installées dans les pays voisins, et que le pouvoir tolérait²) s'en donnèrent à cœur joie, notamment Europe 1, la radio des "copains", qui émettait depuis la Sarre, et Radio-Luxembourg, l'actuelle R.T.L. Parmi les grandes figures qui faisaient les délices des médias, outre Cohn-Bendit et Krivine il faut citer Alain **Geismar**, le secrétaire général du S.N.E.Sup, un syndicat de l'enseignement supérieur; Jacques **Sauvageot**, le leader de l'U.N.E.F.; Henri **Weber**, l'une des figures du trotskysme; Michel **Reccinati**, le leader des Comités d'Action lycéenne (C.A.L.)...

Pendant ce temps, une vague de **grèves** paralysait progressivement le pays: la crise était entrée dans sa **phase sociale**. Partis de l'usine Sud-Aviation de Nantes, le 14 mai, les conflits sociaux gagnèrent les usines Renault, notamment la très symbolique Billancourt, puis gagnèrent tout le pays vers le 22: il y avait alors dix millions de salariés en grève ou en chômage technique. Ce n'était plus février 1848, c'était juin 1936. Les usines étaient occupées, les cadres souvent séquestrés quand ils ne se mettaient pas en grève eux aussi; le tertiaire et la fonction publique, contrairement à 1936, étaient paralysés — dans une société qui se tertiarisait à vive allure, l'action sociale n'était plus le monopole de la classe ouvrière. Comme en 1936 et en 1947, c'étaient des grèves spontanées, fondamentalement réformistes malgré un discours radical dans

¹ "Spontex" faisait référence en principe à leur "spontanéisme", par opposition à l'organisation rigoureuse des groupuscules léninistes.

² D'autant qu'en fait il les contrôlait par le biais d'une société d'état, la Sofirad. La notion de secteur privé était assez particulière en cette période d'étatisme triomphant, sans parler de celle de concurrence.

l'air du temps, déclenchées souvent sans l'appui des syndicats¹, qui s'épuisèrent ensuite à tenter de suivre leurs troupes (mais se chargèrent de négocier la sortie de crise); elles touchaient tous les secteurs, le public comme le privé, et, ce qui était nouveau, les cadres comme les ouvriers. Elles s'adressaient désormais autant à l'État régulateur et protecteur, à l'État-patron des fonctionnaires et des entreprises nationalisées, bref à l'État keynésien, qu'aux patrons; mais elles se firent sans lien aucun avec les partis de gauche — la vieille tradition anarcho-sindicaliste avait de beaux restes. Autant que sur les salaires, les revendications portaient sur les relations à l'intérieur des entreprises: les grévistes remettaient en cause la morgue et parfois l'existence même des hiérarchies; ils réclamaient plus de participation des salariés aux décisions... Des revendications qualitatives, assez différentes des revendications quantitatives que les syndicats étaient habitués à défendre (sur les salaires et les horaires de travail notamment). Le tout était assez confus; les gauchistes, tenus à distance par la C.G.T., n'arrivèrent pas à prendre le contrôle du mouvement, à faire la liaison entre les étudiants et les ouvriers.

Cette explosion sociale surprit encore plus les observateurs que la crise étudiante. Certes les communistes l'annonçaient... depuis 1920, ce qui ôtait de la crédibilité à leurs prévisions. Tous les autres courants politiques étaient d'accord pour constater que l'économie n'avait jamais été aussi prospère, que la classe ouvrière s'enrichissait. Il y avait eu très peu de moments de tension sociale entre 1958 et 1968, mise à part une longue **grève des mineurs en 1963**, provoquée par un plan de restructuration, le premier d'une longue série: la France entamait dans la douleur la sortie de l'ère du charbon². Beaucoup de travailleurs, ouvriers ou non, considéraient que les fruits de la croissance étaient mal répartis, mais les partis de gouvernement étaient trop occupés avec des problèmes tels que la forme du régime, la pratique politique gaullienne, etc., tandis que le P.C.F. et la C.G.T. entendaient et reprenaient, mais sans la comprendre, cette protestation qui recouvrait en fait un désir fort réformiste d'intégration et d'embourgeoisement; de toute façon, des pans entiers de leur discours étaient si délirants qu'ils décrédibilisaient leur sensibilité à la situation sociale du pays, qui était réelle (ils étaient quand même les plus proches de la classe ouvrière!).

La situation n'était pas franchement révolutionnaire, mais la France était paralysée et le pouvoir semblait avoir complètement perdu le contrôle de la situation. De Gaulle, rentré précipitamment de Roumanie, commença par gronder très fort: le 18, il condamna **« la chienlit »**. Cette nouvelle trouvaille linguistique fit un flop: personne ne semblait plus écouter le vieil homme. Les étudiants répliquèrent par un slogan célèbre: "la chienlit, c'est lui!". Pendant ce

¹ Attention, ne généralisez pas à toute la période: seules les grandes explosions périodiques se faisaient sans les syndicats, les grèves revendicatrices qui faisaient le quotidien des luttes sociales étaient le plus souvent organisées, presque toujours encadrées par les syndicats, qui étaient à l'apogée de leur puissance.

² Ce fut à l'issue de cette grève que l'on inventa un mode de "traitement social" inédit des problèmes de reconversion: les préretraites...

temps, Pompidou, qui avait identifié la crise sociale comme la plus dangereuse potentiellement, choisit la voie de la négociation: le 25 mai, il réunit au ministère du Travail, rue de Grenelle, les représentants du C.N.P.F. et ceux des syndicats. La C.G.T., qui craignait d'être débordée par les gauchistes "irresponsables", poussait à un accord rapide; en revanche la C.F.D.T., traversée de courants très divers et pour certains proches des gauchistes, tendait à épouser les revendications des grévistes dans leur radicalité, mais aussi dans leur confusion. Le 27, Pompidou fit une série de propositions qui sont restées sous le nom d'"**accords de Grenelle**"¹: le S.M.I.C. serait relevé de 35%, les autres salaires de 10%; le ticket modérateur de la Sécurité sociale serait diminué, etc.; on généraliserait la quatrième semaine de congés payés. Mais la base refusa d'entériner ces avancées purement quantitatives: les grèves continuaient². Le gouvernement semblait n'avoir plus rien à proposer: la crise devenait politique.

Le pouvoir semblait à prendre. Le 27, la gauche "traditionnelle", complètement sur la touche depuis le début du mois, tenta de reprendre la main en organisant un grand meeting au stade **Charléty**, à la Cité universitaire de Paris: Mendès-France y parut mais refusa de faire un discours: il ne voulait pas apparaître désireux de prendre le pouvoir par la force. Mitterrand n'eut pas la même prudence: le lendemain, il proposa la constitution d'un gouvernement provisoire sous la direction de Mendès-France, et des élections législatives et présidentielles anticipées. Initiative malheureuse: Mitterrand apparaissait à gauche comme un opportuniste aux aguets, prêt à confisquer la Révolution, à droite comme le complice et même l'instrument des gauchistes. Il faut dire que le même même jour, le Parti communiste avait lancé un appel à la formation d'un "gouvernement populaire": cette maladresse allait permettre à de Gaulle de crier au complot.

Le 29, de Gaulle disparut — dans la matinée, après avoir annulé un conseil des ministres. Même son Premier ministre ne savait pas où il se trouvait: il y eut quelques heures de panique, jusqu'à son retour à Paris vers 18 h. En fait, il s'était rendu à **Baden-Baden**, où il s'était entretenu avec le général Massu, commandant en chef des forces françaises en Allemagne: moment de découragement, mise en scène délibérée destinée à dramatiser la situation ou désir de s'assurer la fidélité de l'armée "au cas où"? Toujours est-il que le 30 mai, la situation se retourna brutalement. De Gaulle fit un discours très ferme: il confirma Pompidou à Matignon et dissolut l'Assemblée nationale. Dans l'après-midi, une grande **manifestation gaulliste** descendit les Champs-Élysées³. Elle réunit trois à quatre cent mille personnes derrière Debré et Malraux, soit

¹ En fait, il ne s'agissait pas d'accords en forme comparables à ceux de Matignon en juin 1936: personne ne les a signés.

² En réalité, un mouvement de reprise du travail se dessinait déjà... Mais il était difficile à distinguer sur le moment: les plus bruyants étaient évidemment ceux qui continuaient la lutte, les autres, pas très fiers, étaient discrets.

³ Elle avait été organisée entre autres par Charles Pasqua; ce fut le début de la "légende dorée" de ce jeune gaulliste, ancien résistant dans son adolescence, ancien P.D.G. de la firme Paul Ricard, qui devint dans les années suivantes le spécialiste des services d'ordre gaullistes, avait de devenir, dans les années 1980, le "Monsieur Sécurité" des gouvernements de droite.

plus que la manifestation du 13 mai: la contestation n'avait plus le monopole de la rue, les gauchistes ne pouvaient plus prétendre que le pays était derrière eux, le pouvoir avait repris l'initiative.

Puis, en une journée, comme par enchantement, l'essence, qui manquait depuis quelques jours (une situation qui alimentait tous les fantasmes de pénurie et de complot), revint aux pompes; c'était justement le week-end de l'Ascension, et il faisait beau. Après cet intermède qui vida les usines occupées et calma les esprits, le travail reprit rapidement. Le mois de juin fut encore très agité; le pouvoir reprit péniblement le contrôle des lieux symboliques (l'Odéon, la Sorbonne). Puis ce fut l'été, les vacances universitaires. Seule une poignée de militants tentèrent de maintenir la flamme: ce furent les premières "universités d'été"... Une bonne partie des examens et concours universitaires eurent lieu en septembre; cette année-là, à peu de choses près, il suffit de présenter le bac ou l'agrégation pour l'avoir.

Au soulagement de toutes les forces politiques et syndicales, et sans doute en grande majorité d'une opinion publique lasse et inquiète de trois semaines de désordres, on revenait à un terrain bien mieux balisé, celui du combat électoral; seuls les gauchistes dénonçaient violemment les "élections, pièges à cons", mais ils ne purent que mesurer leur isolement. Les **législatives de juin 1968** se soldèrent par un triomphe des gaullistes, dont le rassemblement avait encore changé de nom: c'était désormais l'Union pour la Défense de la République (U.D.R.). Ils réunirent 46% des voix... Ils avaient bénéficié évidemment de "la grande peur des bien-pensants", comme on disait à gauche en détournant Bernanos; y compris sans doute de celle d'une bonne partie des grévistes de mai qui, ayant obtenu des avantages sociaux non négligeables, marquaient par ce vote leur refus de l'aventure politique, de la voie révolutionnaire. La gauche était en plein désarroi; seul le P.S.U. fit campagne sur des thèmes inspirés de la contestation étudiante, ce qui lui valut le score exceptionnel de 4% des voix. Le reste de la gauche était étrillée, le centre aussi. Au second tour l'U.D.R. obtint la majorité absolue des sièges, les trois-quarts avec ses alliés. Au passage, la droite se réconcilia: Soustelle et Bidault revinrent d'exil, Salan fut gracié.

3) Les suites.

Les groupes leaders ne formaient qu'une minorité, instruite, prestigieuse et bruyante, mais une minorité; ils ne pouvaient pas prétendre faire seuls la Révolution dans un pays où les prolétaires et les instituteurs en voie d'embourgeoisement étaient retournés à la chaîne et à l'école sans grands états d'âme après Grenelle, se réservant d'amener au pouvoir, treize ans plus tard, une gauche tout à fait réformiste. Une partie des gauchistes, avec plus de courage que de

lucidité, tentèrent de faire évoluer cette situation: certains, essentiellement parmi **les maoïstes**, **"s'établirent" dans les usines** au début des années 1970, c'est-à-dire qu'ils se firent embaucher pour partager le sort de la classe ouvrière et surtout pour y faire pénétrer leurs idées. Ils se heurtèrent au mépris des ouvriers pour leurs mains trop blanches¹, et à l'hostilité de la C.G.T. C'était aussi l'époque où Sartre, proche des "maos", haranguait les ouvriers de Billancourt, debout sur un bidon... D'autres, parmi les troskystes notamment, choisirent de pratiquer l'"entrisme" dans les structures déjà existantes, notamment les syndicats (C.F.D.T., F.O., la F.E.N. — le syndicat enseignant —), espérant les faire évoluer de l'intérieur. Certains "entrèrent" si profond qu'ils devinrent rapidement des modérés; d'autres maintinrent la flamme: on allait les retrouver lors des mouvements sociaux des années 1980 et 1990.

Une **mouvance gauchiste post-soixante-huitarde** subsista longtemps, avec notamment une presse très lue: *Rouge*, organe trotskyste fondé vers 1972, et surtout *Libération*, fondé en 1972 par une équipe très radicale, avec la bénédiction de Sartre, et sous la direction de Serge July. Jusque vers 1973, le Quartier latin fut le théâtre d'une agitation sporadique, et certaines grèves étaient spectaculaires, d'autant que les ministres de l'Intérieur de l'époque (par exemple Raymond Marcellin), qui étaient là pour rétablir l'ordre, n'étaient pas des tendres. Il faut ici évoquer la mort du militant maoïste Pierre **Overney**, abattu d'une balle au cours d'une manifestation en février 1972; et aussi, de 1973 à 1981, l'interminable lutte des **"Lip"**, ces ouvriers (essentiellement des ouvrières, en fait) d'une usine d'horlogerie de Besançon, qui au dépôt de bilan de leur entreprise, tuée par la concurrence japonaise et une gestion approximative, se mirent en grève, occupèrent les locaux et tentèrent de relancer la production, illégalement évidemment, sur une base autogestionnaire... Ce fut le plus long conflit social de notre Histoire; il s'acheva par une défaite.

L'ambiance était à la sensibilité aux luttes sociales, à la dénonciation des injustices et des méfaits du capitalisme; cette sensibilité allait bien au-delà des milieux explicitement politisés. Une anecdote me semble significative: le grand fait divers des années 1970, qui occupa la presse populaire durant des années, fut "le crime de Bruay-en-Artois"², le viol et l'assassinat (en 1972, je crois) d'une jeune ouvrière, dont on soupçonnait le notaire local: tout cela était interprété en termes de luttes de classes. Par contraste, le grand fait divers des années 1980 fut l'"affaire Grégory" Villemin, le meurtre inexplicable d'un petit garçon de quatre ans (en 1984, je crois), qui dégénéra en un sordide feuilleton familial (on soupçonna la mère, le père abattit son beau-frère): plus rien de politique dans tout cela, l'époque avait

¹ Référence à la chanson de Montéhus: « Ils ont les mains blanches... ».
² Aujourd'hui Bruay-la-Buissière: le nom était devenu trop lourd à porter.

changé — mais l'annonce de l'obsession de la souffrance des enfants, et plus largement de tous les innocents, de tous les faibles, dans les années 1990.

Peu à peu, les choses se calmèrent. Discrètement, vers la fin de la décennie, *Libération* amorça un virage vers le centre-gauche mitterrandidiste — mais toujours libertaire, les pages culturelles et les célèbres petites annonces en témoignent. Régis Debray, ancien compagnon de guérilla du Che, devint l'ami et le conseiller de Mitterrand dans les années 1980. Au début des mêmes années 1980, *Rouge* dut abandonner la vente en kiosque... La réalité s'était imposée: la Révolution, ce n'était pas encore pour cette fois; et à quoi bon au juste? Plutôt se battre pour la victoire de Mitterrand, une cause plus réaliste. Les militants s'étaient fatigués de donner leur temps à des utopies qui ne donnaient guère de signes d'incarnation prochaine; la famille, la carrière professionnelle avaient pris le dessus, à des dates très variables selon les individus — sans pour autant que les techniques apprises en 1968 fussent oubliées: d'anciens gauchistes firent de très brillants hommes de médias, comme Serge July et Hervé Bourges. Le caractère irréel du discours gauchiste était de plus en plus évident, les générations qui avaient moins de quinze ans en 1968 ne le supportaient plus et s'en moquaient (d'autant plus facilement que les moqueries avaient commencé dès 1968, et dans les propres rangs des étudiants!); puis il y eut l'effondrement de l'image de l'U.R.S.S., celui de la Chine maoïste après la mort de Mao en 1976, et beaucoup d'autres révélations douloureuses sur les socialismes réels. Toutes ces **désillusions** emportèrent avec elles, pour une générécisionnel, la date clefvolutionnaire, le culte de l'utopie: les médias se repurent de "**la fin des idéologies**".

Le symbole de ce changement de perception du monde, ce fut en 1979 **la réconciliation** très médiatique **de Jean-Paul Sartre et de Raymond Aron**, à la télévision, autour du soutien au comité "Un bateau pour le Vietnam" qui tentait de venir en aide aux boat-people fuyant le Vietnam communiste, ce Vietnam que Sartre avait encensé irresponsablement durant des années, entraînant avec lui des milliers de personnes abusées par son "progressisme" et son prestige, tandis qu'Aron, sous les insultes, essayait de dire que ceux qui s'opposaient à l'impérialisme américain n'étaient pas forcément des saints. Au crépuscule de la vie des deux amis de Normale, puis adversaires de trente ans (Sartre, aveugle, allait mourir l'année suivante¹; Aron mourut en 1982), les choses étaient claires: Aron avait eu raison sur l'essentiel; l'obsession militante de Sartre n'avait fait que le mener d'erreur en erreur, et que ces errements eussent été motivés par la générosité ne changeait rien à leur gravité, tant l'enfer est pavé de bonnes intentions... Au moins eut-il le mérite de le reconnaître de son vivant. **L'ère du soutien idéologique aux radicalismes du tiers-monde et d'ailleurs s'achevait; l'ère de l'action humanitaire commençait,**

¹ Une foule immense accompagna sa dépouille: adieu aux années rouges...

c'est-à-dire encore une fois l'ère de l'attention aux individus, aux victimes, aux faibles¹.

Pourtant une partie des anciens soixante-huitards n'acceptèrent pas ces évolutions. Certains se raidirent, refusèrent de réfléchir sur le changement du monde (leurs doctrines désincarnées ne les y aidaient pas) et se condamnèrent à une vieillesse aigrie. Ceux qui croyaient encore à l'action maintinrent de petites structures politiques (la Ligue communiste révolutionnaire, Lutte ouvrière) qui, vingt ans plus tard, avec le grand recul de la vague libérale des années 1980, semblent retrouver un certain soutien dans l'opinion publique — la conversion du P.C.F. à une espèce de social-démocratie dans les années 1990 a laissé en desheréance le vote protestataire de gauche.

Une infime minorité, persuadée que seule l'action violente pouvait aboutir au renversement de la société capitaliste, mais mesurant son isolement dans la société, choisit la politique du pire: puisque la société "libérale avancée", comme disait Giscard, phagocytait les révolutionnaires et endormait le peuple, il fallait amener au pouvoir les fascistes afin de provoquer, par contre-coup, un soulèvement des masses. Cette **dérive terroriste** fut en France plus tardive qu'en Allemagne et en Italie: elle concerne surtout le groupe Action directe, coupable de plusieurs assassinats dans les années 1980, c'est-à-dire hors des limites de votre programme².

D'autres firent sécession, décidèrent de vivre en marge de la société la vie qu'ils avaient rêvé. Les médias n'ont pas cessé de s'en moquer méchamment depuis, et il est difficile de dresser un portrait objectif de groupes aussi fortement identifiés à des caricatures³: je ne fais ici que dresser la liste de celles-ci. Dans les années 1970,

¹ Faites le lien avec l'affaire Grégory — et voyez, à ce propos, les réflexions que j'ai placées au début du chapitre 13.

² Une note quand même. Action directe est issu de la mouvance des Groupes d'Action révolutionnaires internationalistes (G.A.R.I.), groupuscules anarchisants qui luttèrent notamment, au début des années 1970, contre la dictature franquiste finissante (les trois dernières victimes de la répression franquiste furent trois anarchistes catalans, exécutés au garrot début 1974). Vers 1978, l'un des membres de cette mouvance, Jean-Marc Rouillan, fonda avec Nathalie Ménigon le groupe Action directe (le nom est une référence à l'un des points essentiels de la doctrine anarchiste), qui se distingua, de 1979 à 1981, par un certain nombre d'attentats non sanglants, par exemple des mitraillages de ministères ou du siège du C.N.P.F. Une tentative d'arrestation de Rouillan, en 1982, tourna mal: un indicateur de la police fut abattu. Ce fut le début d'une cavale de cinq ans, durant laquelle les membres d'A.D. se radicalisèrent et, semble-t-il, établirent des contacts étroits avec la mouvance terroriste internationale, manipulée en sous-main par les services secrets de l'est. Leur première victime fut René Audran, un haut fonctionnaire du ministère de la Défense, abattu en janvier 1985; la seconde et dernière fut George Besse, P.D.G. de Renault (toujours le symbole...), abattu en novembre 1986 par un "commando Pierre Overney". A.D. a été démantelée à la fin des années 1980, mais Rouillan n'a été arrêté qu'en 1998.

³ Ils ont d'ailleurs eux-même une forte tendance, très post-moderne, à l'autocaricature, à l'auto-ironie. En témoigne le célèbre premier disque de Maxime Le Forestier, sorti en 1972, où l'on trouve des chansons au premier degré (comme *San Francisco*: « C'est une maison bleue accrochée à la colline / on y vient à pied / on ne frappe pas / ceux qui vivaient là / ont jeté la clef ») et d'autres doucement parodiques, comme *L'auto-stop* (« Et on a passé nos vacances / Sur le bord du trottoir »), qui font le lien avec les premières chansons de Renaud (*Germaine*), lesquelles datent de la fin des années 1970 et du début des années 1980.

c'étaient les **hippies**, leurs musiques "planantes", leur non-violence, leurs affûtaux orientalisants, leurs allers simples pour Istamboul, Téhéran, Kaboul, Katmandou et pour les mortels paradis artificiels; c'étaient aussi, et cela a duré davantage, les "**babas-cools**" qui se mirent à élever des chèvres en Ardèche, 2 C.V., vestes de peau de chèvre, robes indiennes mauves et guitare sèche à tous les étages; les "**sectes**" et autres groupes "macrobiotiques" menés par divers "gourous", lointains héritiers des phalanstères du XIXe siècle et par ailleurs symptômes d'un certain "retour du religieux"; etc., etc. Tout ceci n'est pas que du folklore (certaines campagnes françaises seraient bien vides sans les "néo-ruraux" des années 1970); et cela a laissé des traces profondes dans toute la société, à commencer par la vague des médecines "douces", notamment l'**homéopathie**, parfait exemple d'une croyance irrationnelle fondée sur le refus d'une institution (la médecine officielle) et des ravages d'un certain progrès (les traitements médicaux peuvent être plus destructeurs que la maladie qu'ils prétendent soigner) et qui, malgré l'absence totale de fondements scientifiques et de preuves de son efficacité¹, est aujourd'hui remboursée par la Sécurité sociale!

Bref, l'activisme fit long feu, parce que malgré les apparences ce n'était pas l'essentiel de la contestation des années 1960. **L'effondrement des références au socialisme et à la Révolution** et de l'ouvriérisme politique **ouvrit la voie à la métamorphose des libertaires en libéraux**, au début des années 1980; l'échec des réformes de 1981-1982 précipita l'évolution. C'est une métamorphose moins mystérieuse qu'on ne l'a dit — il est plus cohérent d'être libéral et libertaire que libertaire et léniniste; il est même plus cohérent d'être de gauche et libéral que de gauche et maoïste!

Un ensemble d'attitudes et de figures rhétoriques plaquées, héritées de l'Histoire et semées de bouffées délirantes, sont parties en fumée; le plus profond, la revendication individualiste et libertaire, est demeuré. La société française n'est pas devenue plus égalitaire; en revanche elle est devenue plus hédoniste, plus individualiste, et sur ce chemin elle s'est éloignée

¹ Dans les années 1980, les partisans de l'homéopathie ont fait grand cas d'une expérience sur "la mémoire de l'eau", qui n'a jamais pu être reproduite. Je rappelle que l'homéopathie, thérapeutique inventée par un Allemand en 1796 mais surtout développée aux États-Unis au XIXe siècle, repose sur le traitement d'une pathologie par des solutions très diluées de l'agent de cette même pathologie... tellement diluées qu'il est impossible aux chimistes de trouver, dans les solutions en question, des traces de molécules de l'agent en question! Bref, il y a de fortes chances pour que l'effet des médicaments homéopathiques soit du même ordre que celui d'un placebo (c'est-à-dire un produit neutre dont on fait croire au malade qu'il contient un principe actif — avec des résultats parfois spectaculaires). Le caractère totalement idéologique de l'homéopathie, qui repose sur un paradoxe philosophique d'une consternante pauvreté (le même soigne le même, le bien et le mal suivent les mêmes voies), éclate lorsque l'on sait qu'il existe des "traitements" homéopathiques contre des "pathologies" aussi clairement identifiées que l'homosexualité... Je serais curieux de connaître quel principe actif les homéopathes ont "identifié" dans ce cas particulier.

encore bien plus des régimes "révolutionnaires" dont se réclamaient les contestataires des années 1960. Ce qui a marqué les années 1970 bien autant que les grèves et les manifestations, ce fut l'extraordinaire vogue de Freud et de la **psychanalyse**, interdite dans tous les régimes dictatoriaux de gauche comme indice de "décadence bourgeoise" — il n'y a rien de très "social" à passer des heures sur un divan à parler de soi; ce furent les premiers groupes féministes (le **M.L.F.** est apparu en 1970) et homosexuels (le F.H.A.R., Front homosexuel d'Action révolutionnaire, apparut en mars 1971, la figure la plus connue en était l'ancien "mao" Guy Hocquenghem¹), alors que l'homosexualité était punie de mort à Cuba et en Chine dans les années 1960; ce fut le **régionalisme**, le retour de la défense des racines des cultures minoritaires², alors qu'un génocide atroce avait lieu au Tibet.

¹ Les années 1950 avaient été celles du "placard", en nette régression par rapport à la relative liberté qui régnait dans les grandes villes européennes et américaines dans l'entre-deux-guerres. Cette évolution était liée à la fois à la guerre froide (les homosexuels étaient censés être des subversifs, donc des communistes en puissance — selon une version plus tardive, ils représentaient des cibles privilégiées pour tous les chantages, politiques notamment, à cause du scandale que risquait de révéler leur sexualité — autrement dit, on les rendait responsables de ce que la société faisait d'eux); et, en France, à la puissance à gauche du P.C.F., fort homophobe. Même la psychanalyse classait désormais l'homosexualité parmi les maladies mentales.

Les rencontres se faisaient dans des lieux sordides, comme les pissotières, entre deux humiliations policières; dans l'univers culturel, faute de modèles il n'était guère possible de s'identifier qu'aux grandes stars féminines (Marilyn Monroe, Mae West, Marlène Dietrich, Liz Taylor, etc.), elles aussi maltraitées par la société machiste (elles en jouaient tout à fait consciemment), quitte à éventuellement faire de sa vie une caricature kitsch de ces images médiatiques (c'est ce qu'on appelle la *camp attitude*). Quelques hommes et femmes de culture affichaient leur homosexualité, notamment Jean **Genet** (1910-1986), dont les romans parurent dans les années 1944-1949 (grâce à l'appui de Sartre, exceptionnellement bien inspiré); plus que d'une revendication d'hédonisme libertaire à la Oscar Wilde, il s'agissait d'une dénonciation des structures sociales — Genet, enfant abandonné qui avait passé une partie de son adolescence dans des maisons de corrections, est l'auteur notamment d'un *Journal du voleur* (paru en 1949); il s'affichait très à gauche. Quelques courageux militaient au mouvement "Arcadie" (fondé au début des années 1950), qui prônait la continence au nom de la respectabilité et des valeurs chrétiennes...

Les choses changèrent lentement sous l'influence d'une évolution progressive de l'opinion publique, et surtout de l'évolution rapide de la situation aux États-Unis — en fait ces phénomènes ont concerné tout l'Occident, et la France n'a pas été spécialement en avance. Le F.H.A.R. est apparu dans la lignée du mouvement du *Stonewall* (voyez le cours sur les États-Unis, au chapitre 4); encore aujourd'hui la sous-culture homosexuelle est très largement américanisée. Dans les années 1970, il apparut une coupure entre les militants, qui faisaient des analyses politiques de type marxiste et voulaient transformer la société avant de s'y intégrer, et tous ceux qui, profitant d'une tolérance sans cesse croissante, voulaient simplement revendiquer leur droit à la différence, voire, à partir des années 1980, le "droit à l'indifférence"; d'où, chez les premiers, des accusations de récupération — là comme ailleurs, les libertaires ont gagné, mais certains, sans exactement militer, tiennent toujours à afficher leur "étrangeté" (*queer attitude*). C'est dans les années 1970 que le quartier de la rue Sainte Anne, puis le Marais sont devenus des quartiers homosexuels, sur le modèle de Chris Street à New York et de San Francisco. Il est très difficile de donner des dates précises pour la France, à l'exception de... l'élection de Marguerite **Yourcenar**, lesbienne sereine et affichée, à l'Académie française en 1981.

Chez les lesbiennes justement, solidaires mais largement allergiques au "machisme" croissant de la nouvelle culture homosexuelle masculine en voie d'émergence (une réaction au stéréotype de l'homosexuel efféminé), les choses se compliquaient d'un autre débat: fallait-il militer avec les féministes ou revendiquer une visibilité particulière?

² Mais un régionalisme marqué à gauche, sans plus rien à voir avec celui de Maurras ou avec celui des légitimistes du XIXe siècle. Le régionalisme à l'ancienne mode était une défense du monde traditionnel et de ses hiérarchies "naturelles" face aux forces dissolvantes du modernisme; celui des années 1960 à 1990 est une défense de l'univers quotidien de chaque individu: "nous voulons vivre et travailler au pays"... Il ne critique du modernisme que ses excès, non ses principes, et en aucun cas la démocratie.

Le legs essentiel du mouvement contestataire amorcé dans les années 1960, c'est la liberté sexuelle, c'est l'égalité des sexes, ce sont les droits des minorités, ce sont des médias non contrôlés par le pouvoir, c'est la fin de toute censure ou presque sur l'activité créatrice, c'est la libéralisation de l'enseignement, c'est une justice moins répressive; c'est un peu aussi l'écologie — mais elle est devenue un mouvement fondamentalement conservateur¹, plus du tout une contestation globale et révolutionnaire.

Aujourd'hui, une génération plus tard, certains soulignent les effets négatifs de ces évolutions. On sait la plainte des pédagogues en charge d'une génération d'enfants dont les parents se sont "interdit d'interdire"... Mais si le diagnostic est nouveau, la turbulence du jeune âge est-elle réellement un phénomène d'après 1968? Et le calme des salles de classes d'avant 1968 n'était-il pas dû au fait qu'on n'y trouvait pas les mêmes populations qu'aujourd'hui? Et puis, le calme signifie-t-il l'absence de conflits, de violence? Plus largement, on accuse "mai 1968" (pris dans un sens très large) d'avoir suscité, ou au moins accéléré, la dissolution la famille, l'effondrement des repères, la victoire du **relativisme culturel** et moral pernicieux, la fin d'une certaine société où chacun avait sa place avec ses devoirs (ou, selon d'autres nostalgies, la fin d'une société de luttes et de solidarités), l'avènement d'un individualisme radical, d'un **égoïsme de masse**. Cette société sans but, sans boussole, sans valeurs, sans solidarités, sans véritable humanité, serait promise à la catastrophe: c'est le point de vue brillamment exposé, d'un point de vue sinistrement "progressiste", par le cauchemardesque narrateur des *Particules élémentaires*, de Michel Houellebecq (roman paru en 1998)².

Le diagnostic me semble exact sur un point: **la liberté n'est pas une valeur, elle n'est qu'une technique** pour faire coexister sans violence les différentes valeurs. Pour le reste... Les valeurs sont une bonne chose pour ceux qui y croient, moins pour ceux que l'on broie au nom y compris des meilleures d'entre elles, et qu'on me permette ici d'avoir une pensée, pêle-mêle, pour les victimes de la réaction et pour

¹ Au sens où elle s'occupe de sauver tout ce que le progrès incontrôlé menace dans l'environnement, des paysages aux espèces animales; pas au sens du conservatisme politique, de la nostalgie de l'autorité et de la société ancienne.

² *Les particules élémentaires*, ce sont les individus réduits à l'état d'atomes sociaux par la perte des valeurs, et promis, l'humanisme s'étant effondré dans le progrès général du relativisme culturel, au traitement "scientifique" que nous réservons aux objets sans âmes: le roman est largement une dénonciation de l'"horreur biologique": eugénisme, clonages, etc.

N.B. Notez que l'absence de valeurs et l'égoïsme, la dissolution du lien social, l'individualisme dissolvant, c'était exactement ce que les contestataires de Mai reprochaient à la société de leur temps... Houellebecq s'inquiète particulièrement des progrès du génie génétique: mais au fond il ne fait que reprendre les thèmes de *Frankenstein*, roman élaboré à l'époque où la grande figure du cauchemar de la modernité était plutôt l'automate. Autrement dit, certains analysent comme l'échec d'une grande tentative révolutionnaire visant à empêcher les évolutions contemporaines de la société, ce que d'autres perçoivent comme la continuité d'évolutions contemporaines radicalisées même par Mai 68. Où l'on retrouve encore une fois l'ambiguïté fondamentale des "événements"...

celles du progrès ("sauvages" du XIXe siècle, "ennemis de la Révolution" du XXe), pour celles de l'Inquisition et pour celles de l'athéisme officiel (en Chine, en Albanie, en U.R.S.S.), pour celles de la haine (voyez le programme, *passim*) et pour celles d'une générosité et d'une bonne conscience dévoyées (je pense à tous les enfants que l'eugénisme social-démocrate scandinave n'a pas laissés naître)...

Mais **il y a au moins une valeur que "Mai soixante-huit" a fait progresser** (malgré le F.N., et bien que les choses soient encore loin d'être parfaites), qui me semble ne pas avoir fait de mal à notre société, ni trop de victimes, et qui est à peu près la seule à laquelle je suis sûr de tenir: la **tolérance**.

F) Onze ans, ça suffit.

La victoire des gaullistes aux élections de juin 1968 fut totale, nous l'avons vu. Pourtant ce fut alors que commença le **crépuscule du gaullisme**. Il faut dire qu'aucun des problèmes de fond n'était résolu. De Gaulle en était bien conscient, mais il se heurta à ses propres troupes; la nouvelle assemblée, très conservatrice, se montra rétive aux réformes. Surtout, le Général n'avait obtenu qu'un sursis d'une opinion effectivement bien lasse.

Dès juillet, à la surprise générale, **le Général accepta la démission de Pompidou**, le principal artisan du redressement de la situation fin mai; par cela même, il était sans doute devenu un peu trop indispensable. Par ailleurs, il était plus conservateur que de Gaulle dans son appréhension des remèdes à apporter à la crise. Ayant placé Pompidou « en réserve de la République », le Président le remplaça par Maurice **Couve de Murville**, une personnalité particulièrement effacée. Le lourd dossier de l'Université fut confié à Edgar Faure, ministre de l'Éducation nationale. En novembre, une **loi d'orientation universitaire** confia la gestion des établissements universitaires à des conseils élus par l'ensemble des personnels concernés: professeurs, étudiants, personnels administratifs. C'était la fin de la gestion par les seuls professeurs, la fin du mandarinat absolu. Les universités devenaient autonomes et décidaient elles-mêmes de l'enseignement qu'elles donnaient; les cursus étaient réorganisé en unités de valeurs (U.V.), ce qui signifiait concrètement qu'on n'avait plus à redoubler toute une année pour avoir raté une matière. La loi Faure provoqua la fureur des gauchistes, mais aussi le mécontentement des "mandarins"... et les grognements d'une partie de la majorité, qui trouvait qu'elle faisait la part belle aux gauchistes.

Dans la foulée, de Gaulle s'attaqua à une grande **réforme de l'organisation administrative du pays**. Elle était moins urgente, mais le Président sentait que les Français

n'avaient pas été assez consultés, pas assez écoutés, que la concentration des pouvoirs à Paris avait des inconvénients. Surtout, à vrai dire, cette réforme régionale était une occasion pour proposer aux Français un nouveau **référendum** (évoqué en termes vagues dès le discours du 24 mai) dont il ferait à nouveau un plébiscite, afin de rafraîchir sa légitimité. Le projet comprenait deux volets: d'abord, la France serait réorganisée en régions, entités dotées de compétences concernant notamment l'équipement et l'exécution du Plan¹; c'était la reprise en cause des départements, entités inadaptées aux temps modernes, car trop petits. D'autre par le Sénat serait remplacé par une Chambre représentant les collectivités territoriales, les différents secteurs économiques, les acteurs sociaux et culturels, mais privé de toute compétence législative.

Ce volet du projet dressa contre de Gaulle les sénateurs, menés par le centriste Alain Poher, et qui parvinrent à mobiliser de nombreux notables; surtout, il permit aux mécontents de tout poil de trouver une cause à défendre, en particulier à la gauche "traditionnelle" qui n'avait pas d'affection particulière pour le Sénat, mais voulait faire oublier sa défaite de juin 1968. Quant à la population, elle était déçue car une poussée inflationniste avait à peu près annulé l'effet des hausses de salaires accordées après les accords de Grenelle; les petits commerçants, de nouveau en proie à des difficultés comparables à celles des années 1950, s'agitaient autour de Gérard Nicoud et de son C.I.D.-U.N.A.T.I., sans cependant se laisser politiser comme dans les années 1950; les grandes entreprises étaient mécontentes du dirigisme gouvernemental et de la pression fiscale qui allait croissant à cause des promesses faites à Grenelle; les capitaux fuyaient et le franc était attaqué.

Surtout, la majorité était en train d'abandonner de Gaulle. Pompidou, qui avait gardé une influence considérable à l'U.D.R., apparaissait à beaucoup de gaullistes comme un recours possible; ses relations avec de Gaulle se dégradèrent rapidement, et en janvier 1969 l'ancien Premier ministre évoqua clairement sa candidature aux prochaines présidentielles². C'était enterrer politiquement le vieux Président; surtout, c'était lui ôter son meilleur argument, "moi ou le chaos". La campagne référendaire fut une curée: seule l'U.D.R. appela à voter "oui", même Valéry Giscard d'Estaing, qui campait dans une espèce de semi-opposition, appela à voter "non". Le 27 avril 1969, le résultat fut sans équivoque: **le "non" rassembla 53% des voix**³. Dès le 28 au petit matin, de Gaulle fit publier un communiqué laconique: « je cesse d'exercer mes fonctions de président de la République. Cette décision prend effet aujourd'hui à midi ».

¹ Les "régions de programme" existaient depuis 1965, elles avaient été créées pour l'application du Plan; mais elles n'avaient que très peu de compétences, et aucune institution élue.

² "On" (personne n'a jamais pu dire qui) tenta de le compromettre dans une sombre affaire de mœurs et de maffia, l'affaire Markovic, du nom d'un garde du corps d'Alain Delon qu'on retrouva mystérieusement assassiné. Delon était l'ami des Pompidou... Une rumeur insistante de partouzes accompagna le couple Pompidou jusqu'à ce que la maladie du Président imposât le retour à plus de décence.

³ Ce fut, de toute notre Histoire, le seul et unique cas de réponse négative à un référendum.

Après des vacances en Irlande, il se retira à Colombey, où il mourut en novembre 1970¹ sans avoir pu terminer ses *Mémoires d'Espoir*, qui portaient sur l'après-guerre.

II-La vie politique dans les années 1970.

La droite parvint à conserver le pouvoir pendant encore douze ans après la démission de De Gaulle, une manière de performance après la secousse de 1968. Avec le septennat et demi de De Gaulle cela fit vingt-trois ans au total, la période la plus longue sans alternance politique depuis 1789. Fatalement, la coalition au pouvoir finit par s'user; François Mitterrand sut capitaliser cette usure.

A) Le septennat interrompu de Pompidou et la présidentielle de 1974.

L'**élection** à l'Élysée de **Georges Pompidou** se fit sans surprise. Le scrutin fut surtout une catastrophe historique pour la gauche — à l'exception du P.C.F., dont le candidat Jacques Duclos rassembla 21% des voix au premier tour. Mitterrand, estimant qu'il n'avait aucune chance et désireux de faire oublier son malheureux pas de clerc du 28 mai 1968, ne se présenta pas. Deferre fit campagne pour la S.F.I.O. avec l'appui de Mendès-France; ils se présentèrent sous la forme d'un "ticket" à l'américaine. Ils n'obtinrent que 5% des voix au premier tour: ce désastre signa l'arrêt de mort de la vieille S.F.I.O. Il faut dire qu'une multitude de candidatures dissidentes de gauche était venue leur compliquer la tâche: Alain Krivine représentait le courant trotskyste (il n'obtint que 1% des voix), Michel Rocard défendait les couleurs du P.S.U., c'est-à-dire à cette date l'héritage de Mai soixante-huit dans ses variantes les plus réformistes (il obtint 4% des voix). Les dissidents de la gauche non communiste avaient fait jeu égal avec la S.F.I.O.; au second tour, la gauche était éliminée. Pompidou, qui avait rassemble 44% des voix au premier tour, se retrouva face au centriste Poher, président du Sénat, auréolé du récent succès de son engagement dans la campagne référendaire, et qui avait obtenu 23% des voix. Au second tour la gauche soutint Poher, par antigauillisme, sauf le P.C.F. qui renvoya dos à dos les deux candidats (car c'était "bonnet blanc et blanc bonnet") et prêcha l'abstention. Finalement Pompidou obtint

¹ Quelques jours plus tôt l'incendie d'une discothèque, le "5-7" à Saint-Laurent du Pont dans l'Isère, avait fait 146 morts. Aussi *Hara-Kiri-Hebdo*, le "journal bête et méchant" à l'humour toujours délicat, titra le lendemain de la mort de de Gaulle: « bal tragique à Colombey: un mort ». La revue fut interdite et reparut sous le titre de *Charlie-Hebdo*..

58% des voix, mais la participation avait été très faible: 69% seulement, ce qui valut à Pompidou le sobriquet de "Monsieur Tiers".

Pompidou fut emporté par une leucémie en avril 1974¹. Son septennat interrompu ne présente pas de traits très saillants: c'était avant tout un héritier, et son rôle essentiel fut de remettre la France en ordre; par ailleurs l'économie allait bien. Il choisit pour Premier ministre le gaulliste historique Jacques **Chaban-Delmas** (1915-2000)², ancien général de la Résistance, une légitimité importante à l'époque et qui manquait à Pompidou. Attelage inédit et qui fonctionna très mal: le technocrate à l'Élysée, le "politique" à Matignon... Jacques Chaban-Delmas prétendait donner un nouvel élan aux réformes, mettre fin à ce qu'il appelait "la société bloquée", inventer une « **nouvelle société** », et accessoirement rallier les centristes, une opération réalisée en bonne partie dès 1969. Mais c'était un programme de campagne, pas de gestion, surtout à Matignon, et sous ce Président-là. Si Pompidou était un fin connaisseur de l'art contemporain, s'il était l'homme de la modernité pour le meilleur et pour le pire (on lui doit à Paris la voie expresse rive gauche, le quartier de la Défense et le massacre des halles de Baltard), en politique il était bien plus conservateur que son Premier ministre. Il n'y eut donc aucune réforme importante; au contraire, le souci de répression semblait dominer. En 1970, une disposition restée sous le nom de "**loi anti-casseurs**" institua un délit de participation à une manifestation interdite, et une responsabilité collective pour les déprédations commises au cours de telles manifestations. La gauche hurla à la dictature. Il fut même question de restreindre la liberté d'association, mais le Conseil constitutionnel bloqua le projet.

En 1972, Jacques Chaban-Delmas fut remplacé, sans raison particulière sinon la fatigue du Président face à ses fougades réformatrices, par Pierre **Messmer** (né en 1916), un technocrate, spécialiste des affaires étrangères et militaires. À un premier premier ministre "politique", chargé de marquer le début de la présidence par des réformes, succédait un "technicien" chargé de gérer l'approche des prochaines élections: ce schéma se reproduisit sous

¹ Il savait qu'il était malade depuis 1967; mais ses médecins lui avaient promis au moins dix ans de survie. Le Président choisit de rester à son poste jusqu'au bout et de ne rien révéler à l'opinion (les médias se turent); les derniers mois furent extrêmement pénibles, car il était devenu évident que les "refroidissements" à répétition cachaient quelque chose, et que l'alourdissement spectaculaire du visage présidentiel était dû à la cortisone. L'agonie fut très brève, ce qui dispensa le pays d'un intérim trop long. Après sa mort, la maladie de Pompidou souleva des débats sur la personnalisation du pouvoir et sur la nécessité de contrôler la santé des dirigeants. Mitterrand s'engagea, s'il devenait Président, à publier des bulletins de santé bisannuels; mais il s'empressa de les falsifier lorsqu'on lui eut diagnostiqué à son tour un cancer, fin 1981. Il eut plus de chance que Pompidou: il parvint à terminer deux septennats, et survécut jusqu'en janvier 1996. La presse, à nouveau, accepta de ne révéler que ce qu'on l'autorisait à révéler (un cancer au premier stade, en 1992!); *Le Monde* attendit la semaine suivant son décès pour révéler la date du début de la maladie.

² Jacques Delmas (Chaban est un pseudonyme de résistant) est un ancien journaliste et inspecteur des finances, mais surtout l'une des figures de la Résistance gaulliste: ce fut lui qui organisa le soulèvement de Paris en août 1944. Sous la IV^e République, il fut radical sans cesser d'être gaulliste (il participa au R.P.F.); plusieurs fois ministre, ce fut alors qu'il s'implanta à Bordeaux, dont il fut le maire de 1947 à 1995. Sous la Ve République il fut président de l'Assemblée nationale, de 1958 à 1969; après son passage à Matignon et son échec dans la campagne présidentielle de 1974, il le redevint de 1978 à 1981, puis de 1986 à 1988.

les deux Présidents suivants. Il ne se passait plus rien, à part une tentative de révision de la Constitution visant à réduire le mandat présidentiel à cinq ans (Pompidou voyait venir la mort, et était conscient des dangers potentiels du décalage entre élections présidentielles et législatives — mais le projet finit par être enterré¹). Il y eut quelques scandales: la jeunesse estudiantine et lycéenne se mobilisa contre une réforme du régime des sursis militaires; une sombre histoire d'écoutes dans les locaux du *Canard enchaîné* déchaîna la fureur de la gauche; quelques affaires financières permirent au républicain indépendant Michel Poniatowski de stigmatiser « les copains et les coquins ». Parmi les ministres, **Valéry Giscard d'Estaing**, en charge de l'Économie et des Finances et par ailleurs toujours leader des R.I., la composante mineure de la majorité, se détachait de plus en plus: il se taillait une popularité en jouant à la fois sur le registre de la pédagogie technocratique (avec forces démonstrations d'économie au tableau noir à l'aide d'un bâton de craie) et, de manière assez improbable, sur celui de la convivialité populaire, voire populiste: c'était l'époque où il dégainait un accordéon sous le moindre prétexte, jouait au football en public, portait des pulls à col roulé et des pantalons de velours côtelé...

En **politique extérieure**, Pompidou mit fin aux fantaisies gaullistes, sans pour autant renoncer aux principes adoptés dans les années 1960: indépendance à l'intérieur du camp occidental, primauté de la dissuasion nucléaire. La Grande-Bretagne, l'Irlande et le Danemark entrèrent dans le Marché commun en 1972²; il y eut un référendum à ce sujet en France, qui ne mobilisa pas grand-monde. Les relations avec l'O.T.A.N. se réchauffèrent, mais la France ne regagna pas le commandement intégré.

À gauche, le **P.C.F.** demeurait la première force, avec la C.G.T. de Georges Séguy qui lui demeurait complètement inféodée; mais il était en voie d'ossification brejnévienne accélérée, depuis qu'en 1970 (officieusement; en 1972 officiellement) **Georges Marchais** en avait pris les rênes³. Il avait un certain talent médiatique, mais ses célèbres altercations avec les présentateurs de télévision (« Taisez-vous, Elkabbach! ») lassèrent rapidement; à la fin des années 1970, ce n'était plus qu'un histrion ridicule. Il tenta un moment l'aventure de l'"eurocommunisme", c'est-à-dire d'une coopération accrue avec les P.C. espagnol et italien et d'une certaine prise d'autonomie vis-à-vis de l'U.R.S.S.; mais très vite sa nature fondamentalement stalinienne reprit le dessus, et à la fin de la décennie il réaligna le Parti en tous points sur l'U.R.S.S. finissante, parlant de « bilan positif » à son propos, allant jusqu'à applaudir de Moscou l'invasion de l'Afghanistan en

¹ Techniquement, il est en fait pratiquement adopté, et pourrait être ressorti du placard à tout moment.

² La Norvège refusa par référendum.

³ Georges Marchais (1920-1997), né dans le Calvados, fils de mineur, entré au P.C.F. en 1947, il avait fait une carrière sans relief dans l'appareil du Parti.

décembre 1979. De plus l'homme avait quelques "casseroles" dans sa biographie, notamment un engagement volontaire dans une usine en Allemagne en 1942, au moment de la "relève"...

Bref, ce fut l'hémorragie, non pas tant de voix jusqu'en 1981, car les forteresses électorales des banlieues rouges tenaient bon, que d'intellectuels et de prestigieux compagnons de route: les révélations de Soljenitsyne, dont *L'archipel du Goulag* parut en France en 1974, et toute la reglaciation qui suivit dans l'U.R.S.S brejnévienne, jouèrent un rôle majeur dans cette débandade. Selon Alain Finkelkraut, « il n'y avait quasiment personne dans l'intelligentsia pour opposer la satisfaction des exigences vitales aux libertés formelles, et les vertus du bloc communiste aux dévastations du capitalisme ou aux forfaits de la bourgeoisie (...) La lonhue parenthèse ouverte par la prise du Palais d'Hiver se fermait ». Même Jean Ferrat, qui du reste avait déjà pris quelques distances libertaires vers 1968, "craqua" au moment de l'épisode du « bilan positif », en 1980 (la chanson que je cite s'appelle précisément *Le bilan*):

« Mais quand j'entends parler de bilan positif
Je ne peux m'empêcher de songer: à quel prix!
Et ces millions de morts qui forment le passif
C'est à eux qu'il faudrait demander leur avis... »

Quant à Aragon, il soutenait tout ce qu'on lui demandait de soutenir, même l'insoutenable, n'ayant plus à défendre pour lui-même que la continuité dans l'infamie; mais depuis qu'Elsa était morte en 1970, renouant avec une jeunesse reniée durant quarante ans, il s'affichait avec de beaux jeunes gens qui n'avaient rien à voir avec la Révolution prolétarienne. Il mourut en 1982.

La gauche non communiste sortit peu à peu du coma. En 1969 la vieille S.F.I.O. céda la place à un "Parti socialiste", mais elle n'avait plus de leader présidentiable. Ce fut pourquoi, au congrès d'Épinay en juin 1971, elle accepta le ralliement de la Convention des Institutions républicaines, c'est-à-dire l'arrivée à sa tête de François Mitterrand. Les caciques socialistes étaient furieux, comme en témoigne ce mot de Pierre Mauroy: « c'est Arsène Lupin et ses complices! ». La réunification de la gauche modérée au sein du P.S. s'acheva en 1974, peu de temps après la présidentielle, avec le ralliement de la majorité du P.S.U., notamment Michel Rocard — il demeura un petit P.S.U. jusqu'aux années 1980. L'étique Mouvement des Radicaux de Gauche (M.R.G.) demeura lui aussi à l'écart, tandis que les syndicats non communistes, la C.F.D.T. d'Edmond Maire et F.O. d'André Bergeron, quoique proches de cette mouvance de gauche modérée, refusaient toute inféodation à un parti politique.

En juin 1972, un vieux serpent de mer des années 1960 prit corps: le Parti socialiste signa avec le P.C.F. (et le M.R.G., pour tenir la chandelle) un accord de désistement mutuel au second tour des élections législatives, et surtout un **programme commun de gouvernement**

qui prévoyait notamment de nouvelles nationalisations¹, une augmentation générale des salaires, la réduction de semaine de travail à 35 heures: bref, un programme de Front populaire, plus le mandat présidentiel ramené à 5 ans et un certain nombre de réformes libertaires comme la fin du contrôle de l'État sur les médias et l'abolition de la peine de mort. Tout cela n'était pas toujours très réaliste, mais on en avait vu d'autres avec les gauchistes, et puis c'était mobilisateur, et cela convenait aux deux parties. Les communistes espéraient à la fois améliorer leur image, se poser en force de gouvernement responsable (c'étaient les années d'ouverture de Marchais) et surtout "plumer la volaille socialiste", c'est-à-dire, grâce à sa meilleure implantation sur le terrain local, à ses militants plus nombreux et plus actifs, étouffer la renaissance du P.S. — et habituer les électeurs de la gauche modérée à voter communiste. Mitterrand, qui savait être le seul candidat possible d'une gauche unie aux prochaines présidentielles, et que donc les électeurs communistes allaient devoir voter pour lui, espérait renforcer sa stature personnelle, apparaître comme l'homme de l'alternance, et à terme rééquilibrer la gauche au profit du P.S.

Unie désormais, la gauche perdit, mais d'assez peu, les **législatives de 1973**, qui marquèrent le ralliement définitif des centristes à la majorité de droite: face à une gauche redevenue puissante, le centre, écrasé, dut choisir son camp, et ce ne pouvait être celui du P.C.F. Le P.S. faisait une belle remontée: avec le M.R.G. il obtenait 20,7% des voix, à peine moins que le P.C.F., stable à 21,4%.

Lorsque Pompidou mourut brutalement en avril 1974, Jacques Chaban-Delmas se porta candidat pour l'U.D.R. à l'**élection présidentielle**, et Valéry Giscard d'Estaing pour les R.I., ce qui était prévisible. Ce qui le fut moins, ce fut le ralliement soudain à V.G.E. de quarante-trois ministres et députés gaullistes menés par Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur, qui, au fait des sondages effectués discètement par les R.G., estimait que V.G.E. était un meilleur candidat... et espérait qu'il serait bien récompensé de son ralliement. Les centristes aussi se rallièrent à Valéry Giscard d'Estaing. Effectivement la campagne de Chaban fut catastrophique: il apparut comme l'homme du passé; sa voix haut perchée le desservit à la télévision, et je garde le souvenir d'enfance de sinistres et soporifiques dialogues avec le vieux Malraux, gâteux et plus qu'à moitié cuit d'alcool (il allait mourir en 1976); tandis que l'accordéoniste déplumé, faisant concurrence à Yvette Horner dans le cœur de la ménagère de moins de cinquante ans, réussissait à incarner provisoirement une espèce de yé-yé à particule. La gauche, cependant, était parvenue à s'unir autour de la candidature de Mitterrand: le P.C.F., le M.R.G et même le P.S.U. s'y étaient ralliés. Mitterrand fit un bon premier tour avec 43% des voix, V.G.E. en obtint 33% contre 15% seulement à Chaban.

¹ En gros, celles de 1981. Les communistes voulaient même nationaliser l'automobile et le groupe Hachette; à l'époque, même les radicaux de gauche voulaient nationaliser l'informatique...

Il y avait aussi, outre deux candidats trotskystes rivaux (Alain Krivine et Arlette Laguillier: ils rassemblèrent 4% des voix à eux deux), un légitimiste égaré, Jean Royer, le maire de Tours, qui fit campagne sur le thème de l'ordre moral et contre la libération sexuelle. Il fit beaucoup rire et obtint 3% des voix. Enfin, pour la première fois la mouvance écologiste présenta un candidat (l'agronome René Dumont, 1904-2001, surtout remarqué pour son usage intensif de la bicyclette, obtint 1,3% des voix). La première candidature présidentielle de Jean-Marie Le Pen fut un échec encore plus net (0,74%): l'extrême-droite était à son plus bas niveau de tous les temps, elle semblait en fait avoir disparu.

Valéry **Giscard** d'Estaing **l'emporta d'extrême justesse** au second tour, avec moins de 51% des voix. Malgré le handicap de ses fonctions de ministre des Finances, c'est-à-dire des impôts, ses origines sociales et le caractère très conservateur du parti qu'il dirigeait, héritier des Indépendants de Pinay, il vait su donner une image de jeunesse, de décontraction et de dynamisme, face à un Mitterrand plus âgé (cinquante-huit ans contre quarante-huit) et surtout encore insuffisamment aguerrri à la télévision: l'essentiel se joua en deux débats télévisuels, notamment dans un moment fameux où V.G.E. déclara: « monsieur Mitterrand, vous n'avez pas le monopole du cœur ». On pouvait tirer une triple leçon du scrutin: d'abord, grâce à Mitterrand, le pouvoir était de nouveau à la portée de la gauche; d'autre part, à l'intérieur de la majorité au pouvoir depuis 1958, le pouvoir exécutif (c'est-à-dire l'essentiel) échappait désormais aux gaullistes, même s'ils représentaient toujours le groupe le plus nombreux à l'Assemblée — une situation grosse de conflits potentiels. Enfin, la vie politique était polarisée comme elle ne l'avait jamais été: c'était l'aboutissement logique de la présidentialisation du régime.

B) Le septennat de V.G.E. et l'usure de la droite.

L'autre jour j'écoute la radio en me réveillant
Y'avait Giscard d'Estaing qui jouait de l'accordéon
Ton accordéon me fatigue c'est bête
Si tu jouais plutôt de la clarinette?
Oh yeah!
(D'après Antoine, *Les élucubrations*)

V.G.E. avait nombre d'autres dons que le piano à bretelles. Il était né en 1926, à Coblenche, dans une famille aisée, bourgeoise malgré la particule (achetée par son père), à cheval depuis de nombreuses générations sur le monde des affaires et sur celui de l'administration et de

la politique. Après une belle guerre effectuée comme engagé volontaire dans la France libre (en 1944-1945), il avait fait les études les plus brillantes: Polytechnique, puis l'E.N.A. Il était entré à l'Inspection des finances, avait fréquenté les cabinets ministériels, puis en 1956 il avait s'était lancé dans la politique en reprenant les mandats électifs détenus par son grand-père dans le Puy-de-Dôme. Très jeune, il avait été ministre de l'Économie et des Finances, de 1962 à 1965, puis à nouveau de 1969 à 1974. Bref, il semblait fait pour comprendre le monde moderne, un monde où l'économie comptait de plus en plus. Hélas pour lui, l'économie n'est pas une passion française; et puis son accession à l'Élysée coïncida avec l'entrée de la France dans la grande **crise économique** des années 1970. Face à cette crise il est juste de souligner, quelques réserves qu'on ait par ailleurs sur V.G.E., que l'ensemble de la classe politique se trouva dépourvue, que les socialistes et les majorités à direction R.P.R. n'ont pas fait beaucoup mieux depuis 1981, et qu'elle a entraîné des alternances politiques dans tous les grands pays développés à la fin de la décennie ou au début des années 1980.

Dans un premier temps, ayant pris **Jacques Chirac** pour Premier ministre, un choix sans surprise, Valéry Giscard d'Estaing s'essaya à une "**décrispation**" de l'exercice du pouvoir: il avait compris que le monde des années 1970 n'était plus celui de 1958, que la distance, la dramatisation parfois et l'exercice "impérial" du pouvoir gaullien n'étaient plus de saison. Il en fit un peu trop: déjà, le jour de sa prise de fonctions, il descendit les Champs-Élysées à pied. Il exhibait beaucoup sa famille, à la Kennedy; il parlait aux Français "au coin du feu" tous les mois à la télévision; un matin de Noël, il prit le petit déjeuner avec les éboueurs de l'Élysée, après avoir dûment prévenu les médias; à plusieurs reprises, il s'invita à dîner chez des Français moyens, "condamnés" à lui cuisiner des œufs brouillés — c'était censé être son plat préféré. La presse jugea sévèrement ces efforts, parla de démagogie, mais comment aller au peuple quand on venait de si loin du peuple? Ce fut toujours le dilemme de Valéry Giscard d'Estaing, cet homme que les Français n'ont jamais cessé de percevoir comme échappé d'un monde lointain et anachronique, et qui effectivement était le premier représentant au pouvoir de la très haute bourgeoisie depuis Caillaux et Casimir-Périer, lesquels avaient l'un et l'autre fait d'assez pénibles fins. Du reste, la même presse fut encore plus sévère lorsque le naturel revint au galop dans les dernières années de son mandat, que le ton du XVI^e arrondissement prit le dessus sur l'accent auvergnat, les ors des palais officiels sur la nacre du piano à bretelles, les plaisirs de la chasse au gros gibier en Afrique sur ceux du football, et que le Président, sans doute fatigué et aigri par les critiques, se fit hautain, voire méprisant¹.

V.G.E. affichait le souci de gouverner par "consensus"; il pensait que la France voulait et devait "être gouvernée au centre". Il fit entrer au gouvernement des personnalités qui y

¹ La fausse particule et la naissance à Coblenz, capitale de l'émigration durant la Révolution, permettaient des attaques dont la gauche ne se privait pas. En 1981, pour désigner la présidence de V.G.E. certains parlaient volontiers de "l'Ancien Régime"...

apportèrent un vent nouveau, au moins médiatique, comme Françoise Giroud (1916-2003), l'ancienne directrice de *l'Express*, qui fut nommée secrétaire d'État à la Condition féminine, ou Simone Veil, ancienne déportée raciale, brillante haute magistrate, qui fut ministre de la Santé publique de 1974 à 1979. Cette promotion de femmes politiques (d'autres furent plutôt des "erreurs de casting", comme la redoutable Alice Saunier-Seïté, en charge des Universités) était significative: le Président tentait de couper l'herbe sous les pieds de la gauche en répondant aux demandes libertaires qui s'exprimaient depuis 1968. Pour les mêmes raisons, qui n'excluaient pas des convictions personnelles profondes, il fit adopter une série de **réformes** qui libéralisèrent très sensiblement la vie politique et la société. La saisine du Conseil constitutionnel fut étendue aux députés (voyez plus haut dans l'analyse des institutions); l'information demeurait un monopole d'État, mais en juillet l'O.R.T.F. éclata en sept sociétés (dont une pour chaque chaîne: il y en avait trois à l'époque), ce qui semblait annoncer une décrispation du contrôle de l'État sur l'audiovisuel. Surtout, **la majorité légale fut abaissée à dix-huit ans** en juillet 1974, et, mesure très audacieuse, la **loi Veil**, votée en janvier 1975 grâce à l'appui massif de la gauche et contre la plupart des députés de la majorité (un cas de figure tout à fait exceptionnel dans notre vie politique), dépénalisa l'avortement, rebaptisé euphémistiquement "interruption volontaire de grossesse" (I.V.G.). Enfin, et ce n'est pas le moindre de ses titres de gloire, Valéry **Giscard d'Estaing arrêta le saccage de Paris** par les urbanistes (voyez au chapitre 17).

Le problème, c'était que **la gauche** n'était pas du tout disposée à se laisser déposséder de ces thèmes: elle **ne fit aucun cadeau au Président**, stigmatisant à la fois sa démagogie et sa timidité. De plus elle avait l'atout décisif de manier le discours politique alors à la mode; qu'il ne fût guère libéral importait peu dans un pays où, depuis 1830, le libéralisme s'était identifié à la réaction, et où les socialistes non bolcheviks, depuis une génération au moins, avaient pris en charge la cause de la liberté: Mai soixante-huit avait renouvelé cette association. V.G.E. s'épuisa à tenter de séduire une gauche modérée libertaire qui ne voulait voir en lui que l'agent réactionnaire du grand capital; et aussi à se proclamer "libéral avancé" par opposition à la gauche "étatiste", dans un pays où d'une part à gauche le qualificatif de "libéral" était et reste à peu près une insulte, d'autre part la droite gérait sans état d'âme, depuis 1958, l'une des économies occidentales les plus étatisées. Ce fut ainsi que l'abaissement de l'âge du droit de vote, notamment, se retourna contre lui en 1981. Y avait-il une autre stratégie? Était-il possible de gouverner franchement à droite, en rupture ouverte avec l'idéologie dominante à l'époque dans les milieux intellectuels et dans les classes moyennes? Au Royaume-Uni Margaret Thatcher y a brillamment réussi dans les années 1980; mais en France, c'était plus difficile.

Il faut dire aussi que **les réformes s'arrêtèrent vite**, que la répression repointa vite son nez, que certains ministres, comme Michel Poniatowski à l'Intérieur, étaient rien moins que des libéraux en politique, et que sur certains points Valéry Giscard d'Estaing manqua d'audace. Ainsi il conserva la **peine de mort**, tout en la laissant assez rarement appliquer (la plupart du

temps il usait de son droit de grâce¹); mais désormais chaque exécution déclenchait une tempête, bien que l'opinion dans sa majorité restât favorable au châtement suprême. V.G.E. ne voyait que ce dernier point, il ne comprenait pas que cela ne pesait guère face à l'hostilité du *Monde*, du corps enseignant et, plus généralement, du consensus bien-pensant² de l'époque: le simple fait de prendre une posture d'opposant de gauche rapportait, indépendamment ou presque de ce que l'on disait.

Si les Français entendaient de moins en moins ce que Valéry Giscard d'Estaing essayait de leur dire, c'était aussi parce que **l'économie allait mal**. Jacques Chirac, qui s'enthousiasmait à l'époque pour un "travaillisme à la française", tenta un plan de relance keynésien qui fut un échec; le chômage augmentait. Enfin **le Président eut très vite des difficultés avec sa majorité**, où les "giscardiens" proprement dits étaient minoritaires face aux gaullistes et qui était pour une bonne part, toutes allégeances politiques confondues, plus conservatrice que lui — la loi Veil notamment lui coûta cher. L'électorat giscardien n'appréciait guère non plus ces concessions, lui qui avait justement voté V.G.E. pour faire barrage aux héritiers de 68. En août 1976, Jacques Chirac démissionna avec fracas, alléguant qu'on ne lui laissait pas les moyens de gouverner; en réalité, ayant profité de son passage à Matignon pour se tailler une stature nationale et s'imposer aux gaullistes, il estimait venu le moment de jouer son propre jeu. Il fut remplacé par Raymond **Barre**, un universitaire devenu haut fonctionnaire auprès de la C.E.E. à Bruxelles, puis ministre du Commerce extérieur quelques mois auparavant, un technocrate dépourvu d'ambition politique et même volontiers méprisant envers le "microcosme" politique. Valéry Giscard d'Estaing l'intronisa télévisuellement « meilleur économiste de France ».

Raymond Barre resta à Matignon jusqu'à la fin du septennat, mais les gaullistes lui causaient de plus en plus de tracas. Jacques Chirac les rassembla et les réconcilia de gré ou de force en 1976 au sein du **R.P.R.**, un parti plus jeune, plus populaire et plus militant que l'U.D.R., et où les "barons du gaullisme" des années 1960 se trouvaient marginalisés. Sur ce, l'une des dernières vellétés libérales de V.G.E. tourna à la catastrophe: il avait remis Paris dans le droit commun municipal et l'avait dotée d'un maire, pour la première fois depuis la Révolution. M. Chirac sauta sur l'occasion et, aux premières municipales parisiennes, en 1977, "souffla" la mairie de Paris au nez du giscardien Michel d'Ornano. Valéry Giscard d'Estaing lui avait offert sur un plateau la base de sa future ascension politique.

Forts de cette vigueur retrouvée, et en position dominante à l'Assemblée, à la fin du septennat **les gaullistes glissèrent vers une attitude de semi-opposition**, allant, fin 1979,

¹ La dernière exécution, celle de Patrick Henry, assassin d'un enfant, eut lieu en 1976.

² Cet adjectif n'implique pas une critique du contenu idéologique dudit consensus, mais seulement un jugement sur les attitudes collectives, très grégaires finalement (pour le meilleur et pour le pire) malgré la mode de l'anticonformisme.

jusqu'à gêner durant de longues semaines l'adoption du budget de l'année 1980. Raymond Barre devait gouverner à coups de "49.3", ce qui nourrissait les critiques de la gauche. Sur cette voie, il arriva cependant que Jacques Chirac commît des maladresses: ainsi en décembre 1978, au moment de la campagne pour les premières élections européennes, le leader du R.P.R., hospitalisé à l'hôpital Cochin à la suite d'un accident de la route, et mal conseillé par Pierre Juillet et Marie-France Garaud, dénonça les partisans de l'Europe et alla jusqu'à les traiter de "parti de l'étranger", un parti qui semblait, si l'on comprenait bien, compter des appuis au gouvernement. L'"**appel de Cochin**" fut interprété comme un retour à un nationalisme de repli — et valut au R.P.R. un score très médiocre aux européennes. En 1978, V.G.E., de son côté, était parvenu à rassembler ses fidèles en une confédération, l'**U.D.F.**; mais elle restait constituée de trois partis distincts: le Centre des Démocrates sociaux (C.D.S.), héritier du Centre démocrate et prédécesseur de l'actuelle Force démocrate; le Parti radical (valoisien); et le Parti Républicain (P.R.), héritier des R.I. et prédécesseur de l'actuelle Démocratie libérale. Cet attelage hétéroclite, auquel s'ajoutèrent plus tard un ou deux autres particules et même des "adhérents directs", n'a jamais aussi bien fonctionné que le R.P.R., à cause des rivalités de personnes et parce qu'il regroupait à la fois les personnalités les plus conservatrices (Michel Poniatowski; Alain Madelin dans les années 1980) et les plus libérales (Simone Veil) de la majorité. Il a fini par éclater en 1998.

En **politique extérieure**, V.G.E. adopta un style plus "atlantiste" que les deux Présidents gaullistes; il afficha aussi un souci accru du "dialogue nord-sud". Avec Helmut Schmidt, le chancelier allemand social-démocrate avec lequel il s'entendait très bien, il contribua à relancer la construction européenne. En 1975, ce fut la naissance de la politique régionale européenne, notamment de soutien aux régions pauvres ou en difficulté et de développement des infrastructures. L'année 1979 vit, pour la première fois, l'élection du Parlement européen au suffrage universel, et aussi le lancement du Système monétaire européen, un système de parités monétaires semi-fixes qui allait déboucher, vingt ans plus tard, sur la monnaie unique¹.

Face à cette majorité usée et divisée, la gauche avait le vent en poupe; la gauche, c'est-à-dire essentiellement le **P.S.** On y trouvait pourtant des courants très divers (cette diversité était officialisée, les courants se comptaient à chaque congrès par le biais de motions: démocratie, démocratie!); dans l'opposition, c'était plutôt un atout. Les rocardiens prétendaient représenter une gauche "rénovée" et "moderne"; à gauche, le C.E.R.E.S de Jean-Pierre Chevènement

¹ Un premier essai, le Serpent monétaire européen, avait eu lieu en 1973, mais avait capoté dès 1976: c'étaient les pires années de la crise, et les tensions étaient trop fortes.

surrenchérissait, plutôt à l'époque sur la lutte des classes et la nécessité de changement économiques radicaux que sur la nation et la sécurité. Les mitterrandistes (Pierre Mauroy en était très représentatif) représentaient l'héritage le plus classique, celui de Blum et des luttes ouvrières du début du XXe siècle; les rocardiens les traitaient d'"archaïques". Mais bon gré mal gré les socialistes devaient faire bloc derrière Mitterrand, leur seul candidat crédible. Vers 1978 Michel Rocard essaya bien de contester son leadership, mais ce fut un échec — il n'arriva qu'à s'attirer une haine féroce et durable de la part du futur Président.

Il faut dire que **Mitterrand était un extraordinaire animal politique**. En quelques années, il parvint à faire oublier aux Français non seulement sa propre image passée¹, mais le socialisme à la Guy Mollet, compromis dans le colonialisme et les combinaisons électorales de la IVe République: le nouveau P.S. apparaissait come une force moderne et dynamique, et son leader, qui était né en 1916 et avait été ministre en 1944, comme un homme neuf. **Il parvint à élaborer une synthèse** de l'ensemble ou presque **des discours et des mythes de la gauche française**, jouant très habilement sur les références historiques communes à une bonne partie des Français, sur une culture qui n'était pas la sienne à l'origine, mais dont il avait remarquablement compris la cohérence profonde — pour l'avoir combattue dans sa jeunesse, peut-être? Il s'inscrivait dans la continuité des grandes luttes du passé, de Jaurès à Blum et à Mai soixante-huit; il maniait une phraséologie passablement radicale, pas du tout social-démocrate en tout cas, où il était question de "changer de société" et de "rompre avec le capitalisme"².

En même temps, contrairement aux gauchistes, il était impeccablement légaliste, ce qui lui permit de récupérer l'essentiel de la revendication libertaire de Mai soixante-huit tout en lui donnant une forme plus modérée, et, partant, moins stérile électoralement. **Les socialistes** jouaient les "attrape-tout", **rassemblaient autour d'eux**, de plus en plus, tous **les héritiers de la contestation des années 1960 et 1970**. Ils appuyaient les mouvements féministes et régionalistes, la protestation contre les brutalités policières et la chape de plomb qui continuait à peser sur les médias; le P.S. récupéra aussi le tiers-mondisme, valeur en hausse. Ainsi, en septembre 1973, l'émotion soulevée par le coup d'État sanglant perpétré au **Chili** par le général Augusto Pinochet contre le gouvernement socialiste de Salvador Allende profita à la gauche, tandis que le *Figaro* trouvait le moyen de titrer qu'« au Chili, l'armée a[vait] fait son devoir ». De même la coupe du monde de football de 1978, qui eut lieu en Argentine au pire moment du sinistre régime Videla, souleva une belle tempête à gauche.

¹ Celle de l'homme de la IVe République évidemment; elle avait déjà complètement recouvert celle du jeune homme d'extrême-droite et du serviteur de Vichy.

² Alors qu'en Allemagne, la S.P.D. avait renoncé au marxisme en 1959, et que le parti travailliste britannique était depuis toujours très modéré. On a beaucoup reproché à Mitterrand de s'être laissé enfermer dans un corset idéologique suranné; mais en France les esprits sont plus politisés, plus portés à la guerre civile froide (et la bipolarisation de la vie politique semblait imposer un discours de confrontation, de rupture); il y avait la concurrence du P.C., et enfin Mitterrand avait un passé centriste à faire oublier.

Il y eut d'épiques "batailles" sur le **Larzac**, un causse désolé des Cévennes méridionales, entre Albi et Millau, où l'armée voulait procéder à l'extension d'un camp militaire: les écologistes manifestaient avec les régionalistes aux cris de "*Gardarem lou Larzac!*"; le P.S. les approuvait, condamnait la répression, Mitterrand se montrait de temps en temps sur place. De même, le P.S. capitalisa une bonne partie de la rancœur contre les centrales nucléaires (la centrale en construction de **Plogoff**, qui devait défigurer la baie des Trépassés, était la plus haïe; les manifestations firent un mort en 1977, près du surgénérateur de Creys-Malville, dans l'Ain), et soutint le combat pour la liberté des ondes radiophoniques qui donna lieu, à partir de 1979-1980, à un certain nombre d'épisodes burlesques, brouillages de "**radios libres**", courses-poursuites sur les toits de Paris, etc. Il y eut aussi le combat contre la peine de mort, où s'illustra un brillant avocat du nom de Robert **Badinter**; l'agitation dans les campagnes (*Volem viure i treballar al país!*). Très à la mode aussi étaient certaines expériences très innovatrices de gestion municipale, comme celle d'Hubert Dubedout à Grenoble, et aussi un certain nombre d'expériences pédagogiques, inspirées notamment de l'école libertaire de Summerhill en Grande-Bretagne¹.

Ce fut dans la seconde moitié des années 1970 que **les classes moyennes**, notamment les enseignants, les milieux culturels et "créatifs", et les étudiants (à l'exception de la minorité gauchiste), **passèrent massivement au mitterrandisme**. Cela ne signifiait pas que Mitterrand fût personnellement très populaire: on respectait en lui le tacticien habile qui avait réalisé l'union de la gauche, il représentait l'espoir d'une alternance; mais il était perçu aussi comme un homme âgé et un peu trop calculateur — il ne fut réellement aimé qu'au début de ses deux présidences². En réalité, **la gauche fédérait autant les mécontentements qu'elle attirait par son programme**; mais elle avait gagné, en quelque sorte par défaut, la bataille de la légitimation intellectuelle de son projet de gouvernement: personne ou presque, sauf quelques rocardiens, n'en critiquait les incohérences et les impasses, tout le monde considérait que les nationalisations, l'embauche massive de fonctionnaires, les 35 heures étaient le remède évident aux maux de la crise: ce genre de mesures n'avait-il pas réussi en 1945? N'était-ce pas aussi l'essence du New Deal, tenu pour une grande réussite? Le Programme commun était traité comme les nouvelles Tables de la Loi ramenées du mont Sinaï par Léon Blum, et personne

¹ Pour une description ironique de l'ambiance intellectuelle des années 1970, voyez les *Frustrés* de Claire Bretécher, sortis dans le *Nouvel Observateur*, haut lieu du mitterrandisme, entre 1973 et 1979.

² Contrairement à Giscard, Mitterrand n'essaya jamais de "faire peuple": il vouvoya toujours ses militants, ne tenta jamais de s'habiller autrement que comme il se sentait bien, c'est-à-dire fort élégamment. Ses partisans insistaient sur l'idée qu'il était venu au socialisme peu à peu, à partir d'origines bourgeoises, comme Jaurès et Blum. En revanche il posait à l'intellectuel, à l'homme de culture (ses écharpes rouges étaient des références visuelles à la "bohème" artistique des bons vieux temps), et parvint rapidement à s'entourer d'une cour d'intellectuels; il était du reste effectivement très cultivé, avec un certain talent de plume. Dans ce domaine aussi, le technocrate V.G.E. fit des tentatives désespérées pour lui disputer son image; il alla à la télé parler de littérature. Mais pour lui elle se limitait à Maupassant, l'Yvette Horner du roman français classique; et le pauvre, à l'heure où la mode était à lire du Genet et du Bataille et à écouter du Bartók, ne parvint qu'à paraître un peu plus ringard.

n'écoutait plus les démonstrations d'économie de V.G.E. et de Raymond Barre: l'économie, c'était la droite, d'ailleurs c'était elle(s) qui avai(en)t causé l'échec du Cartel des Gauches et du Front populaire. La gauche, c'était le social: il s'agissait d'être généreux, pas gestionnaire (sur la naissance de ces attitudes mentales, voyez le chapitre 11).

La popularité croissante des socialistes inquiétait sérieusement le **P.C.F.**, en pleine reglaciation, incapable de mobiliser sur quelque thème novateur que ce fût, et qui sentait que les socialistes étaient sur le point de le "plumer". En 1977, lorsque commencèrent des négociations sur l'actualisation du programme commun, il fit tout pour saboter l'union de la gauche, laquelle éclata pratiquement à l'automne de cette année-là¹. Grâce à ce coup de pouce inattendu, à la surprise générale la majorité remporta assez nettement les **législatives de 1978**; mais, pour la première fois, le P.S. avait nettement dépassé le P.C.F. en voix (25% contre 21%).

Ce n'était qu'un sursis pour V.G.E.: **l'usure de la majorité** était évidente. Le chef de l'État n'avait pas trouvé d'autres slogans que: "le bon choix" (à prononcer avec la bouche en cul de poule!), et: "la majorité aura la majorité". L'année précédente, aux municipales, la droite avait perdu de nombreuses grandes villes, notamment dans l'ouest jusque-là catholique et conservateur: la Bretagne avait voté à gauche pour la première fois de son Histoire! La crise économique reprit de plus belle en 1979, le chômage augmentait inéluctablement, les plans de rigueur se succédaient sans donner de résultats visibles. Quelques maladresses en politique étrangère, alors que la situation était de plus en plus inquiétante avec les événements d'Iran, du Nicaragua et de Pologne, s'ajoutèrent à ce tableau: en mai 1980, au lendemain de l'invasion de l'Afghanistan par l'U.R.S.S., Valéry Giscard d'Estaing accepta de rencontrer Brejnev à Varsovie et de jouer les « petits télégraphistes » (l'expression est de Mitterrand) entre celui-ci les chefs d'État occidentaux. Il y eut d'autres impairs en politique intérieure: lorsqu'une bombe fit un carnage à la synagogue de la rue Copernic, en octobre 1980, V.G.E. ne prit pas la peine de se déplacer. Mitterrand, bien plus sensible à l'évolution rapide de la sensibilité collective sur l'antisémitisme, fut sur place en quelques dizaines de minutes. En juin 1980, le gouvernement fit passer une loi baptisée "sécurité et liberté", que la gauche dénonça comme liberticide: elle autorisait la constitution de fichiers policiers sur les citoyens ordinaires.

Le climat politique intérieur s'alourdissait à vue d'œil; cela ressemblait de plus en plus à un hallali, mené par *Le Monde* et *Le Canard enchaîné* notamment. Sur fond d'aggravation de la crise économique, la chronique des "affaires" plus ou moins sordides reprit: pour de nombreux Français le libéralisme giscardien n'était plus "avancé", mais carrément pourri. Un ministre, Robert **Boulin**, se suicida en octobre 1979 dans une ambiance de scandale immobilier; surtout,

¹ Ce fut à cette occasion que Marchais fit un de ses cuirs les plus célèbres. Ayant dû précipitamment rentrer de vacances à la suite de déclarations intempestives de Mitterrand, il expliqua à la télévision, avec son intonation inimitable: « Alors j'ai dit à ma femme: Liliane, fais les valises! ». En pleine ascension du féminisme...

son goût de l'Afrique coûta très cher à V.G.E. Il adorait chasser, notamment en Centrafrique, l'ancien Oubangui-Chari, malchanceux morceau de savane où s'étaient déroulées les pires atrocités à l'époque coloniale (c'était le théâtre principal du *Voyage au Congo* de Gide), tombé désormais entre les mains d'un ancien sergent de l'armée française, Jean-Bedel Bokassa, à qui le premier accordéoniste de France donnait du "cher cousin", et qui, lorsqu'il n'était pas occupé à jeter des écoliers en grève aux crocodiles ni à servir de la chair humaine à un ministre français en visite officielle (celui-ci, Jean François-Poncet, s'en est difficilement remis), soignait son image: en 1977, il se proclama Empereur, et la France paya les frais du couronnement, notamment un trône somptueux, avant de changer d'avis et d'envoyer un détachement militaire renverser le "cher cousin" devenu encombrant, début 1980 (voyez le chapitre 14). L'une des rares richesses de cette terre deshéritée, c'étaient les diamants: la presse de gauche, notamment le *Monde* et le *Canard enchaîné*, monta une campagne où elle accusait Giscard d'avoir reçu des "**diamants** de Bokassa". C'était faux, mais le problème, c'était que c'était devenu crédible.

L'élection présidentielle de 1981 sanctionna ces évolutions. Mitterrand fit campagne, sur la base de "cent dix propositions" inspirées du programme commun de 1972, avec pour slogan "**changer la vie**" (mais pas la société, remarquez-le!) et une affiche électorale tout à fait étonnante qui le montrait sur fond de petit village de la France éternelle, avec clocher dans le ciel bleu... Bref, des messages très divers pour un électorat lui aussi très divers; et la volonté de rassurer: non, il n'était pas un bolchevik. Valéry Giscard d'Estaing fit campagne comme il put, sans pouvoir jouer sur le registre accordéon-velours côtelé puisqu'il représentait désormais le pouvoir: il passa son temps à se défendre des attaques de la gauche et des perfidies gaullistes. Le premier tour fut marqué surtout par un nouveau **recul important du P.C.**, le second après celui de 1958: Marchais ne recueillit que 15% des suffrages¹. Dans les jours suivants, Jacques Chirac annonça avec toute la tiédeur possible son retrait en faveur de V.G.E. Il n'avait évidemment aucun intérêt à le voir remporter l'élection; si le Président était battu, il devenait *ipso facto* chef de l'opposition. Au second tour, **Mitterrand l'emporta avec 52% des voix**, un assez beau score pour un scrutin aussi polarisé. Il résolut (provisoirement) le problème des rapports avec le législatif en dissolvant l'Assemblée nationale. La gauche, dans l'euphorie de la victoire (ce que Mitterrand appelait « l'état de grâce »), rafla la mise: le P.S. avait à lui seul la majorité absolue des sièges; il y avait six fois plus de députés socialistes et radicaux de gauche que de députés communistes.

On fit la fête sur la place de la Bastille, lieu symbolique: c'était quand même la fin d'un quart de siècle de domination de la droite, les plus jeunes n'avaient rien connu d'autre, et la fin

¹ Un troisième recul eut lieu en 1988: le P.C. tomba à moins de 8% des voix. Il n'a toujours pas regagné le niveau des 10%.

avait vraiment été pesante; tous les espoirs étaient permis, car pour la première fois **la gauche avait pour elle la durée**, elle n'avait plus à craindre le conservatisme du Sénat, tout le pouvoir était entre ses mains pour cinq ans. On attendait beaucoup du nouveau Président, avec pourtant déjà des indices d'un certain recul vis-à-vis des militantismes béats et des belles promesses. Mi-affectueux, mi-ironiques, les manifestants de la Bastille criaient sous la pluie battante: "Mitterrand, du beau temps!". D'autres perdirent un peu la tête: ils se croyaient à l'aube d'une ère nouvelle, parlaient de l'"ancien" et du "nouveau régime"... Au congrès de Valence, fin 1981, le socialiste Paul Quilès déclara: « des têtes doivent tomber »; cette phrase malheureuse poursuivit longtemps la gauche. De cette ambiance étrange témoignent ces paroles immortelles d'une chanson de Barbara, *Regarde*, créée à l'automne 1981 et qu'on croirait traduite du nord-coréen:

« Regarde
Quelque chose a changé
L'air semble plus léger
C'est indéfinissable
Regarde
Sous ce ciel déchiré
Tout s'est ensoleillé
C'est indéfinissable
Un homme
Une rose à la main¹
A ouvert le chemin
Vers un autre demain
Les enfants
Soleil au fond des yeux
Le suivent deux par deux
Le cœur en amoureux
(...) Regarde
Moins chagrins, moins voûtés
Tous ils semblent danser
Leur vie recommencer
(...) Regarde
On en a tellement rêvé
Que sur les murs bétonnés
Poussent des fleurs de papier
Et l'homme
Une rose à la main
Étoile à son destin
Continue son chemin,
Seul,
Il est devenu des milliers
Qui marchent émerveillés
Dans la lumière éclatée (...) ».

¹ La rose au poing était le symbole du nouveau P.S. Rouge mais pas trop... Juste après son élection, Mitterrand alla fleurir de roses (rouges) les tombes des grands hommes de gauche au Panthéon, réaffirmant ainsi sa continuité avec l'Histoire du mouvement ouvrier français.

III-La gauche au pouvoir (1981-1984).

Sans y être obligé par l'arithmétique parlementaire, François Mitterrand choisit de former **un gouvernement d'union de la gauche**, avec à Matignon Pierre Mauroy, le maire de Lille, emblème d'un socialisme très "Front populaire". Les communistes revenaient au gouvernement pour la première fois depuis 1947: ils avaient quatre portefeuilles techniques, la Santé, les Transports, la Fonction publique et la Formation professionnelle. Cela inquiéta beaucoup en France, mais aussi à l'étranger, à l'heure de la reprise des tensions est-ouest — le vice-président des États-Unis, George Bush, crut bon de venir en personne faire une mise en garde. En fait, les communistes ne présentaient plus aucun danger: ni subversif, on le savait depuis 1968; ni électoral, les récentes élections l'avaient prouvé¹. Mitterrand voulait peut-être les réintégrer dans la vie politique "normale", leur faire abandonner leur culture révolutionnaire, afin de « guérir la France du bolchevisme » (c'est la thèse de Maurice Agulhon); il voulait surtout, je crois, ligoter le P.C.F. en l'associant à l'action gouvernementale, l'empêcher de se refaire une santé en critiquant l'action des socialistes. Le calcul fut efficace, plus encore sans doute que Mitterrand ne l'espérait: le P.C.F., qui avait vu le danger mais n'avait guère eu le choix de refuser d'entrer au gouvernement dans l'enthousiasme de 1981, sortit exsangue de son soutien obligé au tournant de la "rigueur" en 1982-1983, au point de menacer sérieusement l'ensemble de la gauche d'un retour à une situation structurellement minoritaire².

Le nouveau pouvoir entreprit une série de **réformes** promises et espérées de longue date. Dans le domaine des libertés et des droits des individus, les plus marquantes furent l'**abolition de la peine de mort**, réforme réalisée à contre-courant de l'opinion, en septembre 1981, par Robert Badinter, devenu ministre de la Justice; la **libération des ondes radiophoniques** en octobre 1981, que suivirent bientôt les premières chaînes privées de télévision (Canal + naquit en 1985); la suppression de la Cour suprême de justice, une juridiction d'exception héritée de l'époque de la Guerre d'Algérie; le remboursement de l'I.V.G. par la Sécurité sociale; la **dépénalisation des rapports homosexuels** entre personnes consentantes de plus de quinze ans³ (toutes ces réformes datent de 1981). Ce fut aussi, en 1982, la loi Deferre sur la **décentralisation**, une rupture historique avec deux siècles de jacobinisme; elle se traduisit entre

¹ Et le danger d'espionnage? En fait, les socialistes se méfiaient tellement d'eux qu'ils leur interdirent l'accès aux dossiers sensibles; de toute façon les communistes n'avaient aucun intérêt à un scandale de cet ordre. Il y avait bien un ancien correspondant des services de l'Est au gouvernement... mais c'était un socialiste, le ministre de la défense Charles Hernu. Il semble qu'il n'était plus en activité en 1981.

² Ce fut la raison pour laquelle Mitterrand imposa la proportionnelle pour les élections de 1986: le but étant d'empêcher la droite d'avoir une majorité absolue de sièges en faisant entrer le F.N. à l'Assemblée. La manœuvre réussit, mais contribua à l'enracinement de l'extrême-droite dans la vie politique.

³ Auparavant elles n'étaient autorisées qu'à partir de dix-huit ans, alors que les relations hétérosexuelles l'étaient à partir de quinze ans. Ces dispositions étaient sévèrement appliquées dans les années 1970.

autres par la réapparition des fameuses "régions" que de Gaulle n'était pas parvenu à imposer en 1969¹. Toutes ces réformes n'ont pas été remises en question, même si la décentralisation n'a pas eu que des effets positifs; elles font figure d'acquis, et même pour beaucoup aujourd'hui de seuls acquis des années Mitterrand². En revanche la Constitution ne fut pas modifiée: l'ancien pourfendeur du "coup d'État permanent" s'accommoda fort bien, une fois installé à l'Élysée, des pouvoirs étendus que les institutions lui accordaient, au point qu'au bout de quelques années les critiques de la "monarchie républicaine" fleurissaient à nouveau.

Dans le domaine de la pratique politique, il faudrait évoquer aussi l'attention accrue portée à la culture, grâce à la personnalité flamboyante du ministre **Jack Lang**, et la fièvre monumentale mitterrandienne; j'en traiterai en détail au chapitre 19.

Il y eut aussi **des réformes économiques et sociales**; je ne présenterai ici que les premières, laissant les secondes pour le chapitre 18. Les réformes sociales étaient censées à la fois s'inscrire dans la continuité des "acquis sociaux irréversibles" du passé, dans la lignée des accords Matignon, des réformes de la Libération, de Grenelle, et répondre au défi de la crise par une politique keynésienne de relance économique par la demande, dont les nationalisations représentaient un autre aspect: le social rejoignait l'économie. Il y eut une **revalorisation générale des salaires**, notamment du S.M.I.C., ainsi que des retraites. L'État engagea deux cent mille fonctionnaires, pour lutter contre le chômage. La semaine de travail passa, dans un premier temps, à **trente-neuf heures** (la réforme s'arrêta là pour cause de difficultés politiques croissantes à partir de 1982); on accorda aux travailleurs une **cinquième semaine de congés payés**; la **retraite** passa de soixante-cinq à **soixante ans**. Toujours en 1982, les **lois Auroux** firent progresser les droits des travailleurs au sein de l'entreprise, tandis que la loi Quillot améliorait les droits des locataires face aux propriétaires. La même année encore, le gouvernement créa un impôt sur le capital, l'**impôt sur les grandes fortunes** (I.G.F.), plus pour des raisons politiques qu'économiques (d'assiette très étroite, il n'a jamais rapporté grand-chose).

En revanche, sur le plan de la **politique extérieure**, où Mitterrand n'avait guère fait de promesses, la continuité domina, à l'exception de quelques beaux discours tiers-mondistes qui ne mangeaient pas de pain, comme celui que fit le Président à Cancún, au Mexique, à l'automne 1981. La construction européenne continua, avec l'entrée dans la C.E.E. de la Grèce en 1981, puis de l'Espagne et du Portugal en 1986: le symbole de la place centrale que la France entendait y jouer fut l'élection du socialiste français Jacques Delors à la présidence de la Commission européenne en 1984. En 1986, la signature de l'Acte unique conduisit à l'élimination (effective

¹ Elles existaient déjà, en tant que cadres pour l'attribution des aides régionaux européennes. Désormais, elles avaient des institutions élues, les conseils régionaux, et des compétences accrues.

² Il y eut aussi une grande opération de régularisation des immigrés clandestins, qui provoqua la fureur de la droite et a dû jouer un rôle dans la montée du Front national, qui apparut en pleine lumière aux élections suivantes.

en 1993) de tous les obstacles non commerciaux aux échanges économiques entre les membres de la C.E.E. En matière de politique des blocs, on assista au réalignement de la France sur des positions toujours plus "atlantistes". La crise la plus grave fut celle des "euromissiles", provoquée par le déploiement en Europe occidentale d'une nouvelle génération de missiles nucléaires américains, les Pershing, en réponse au déploiement de nouveaux missiles soviétiques, les S.S. 20. Une vague de protestations pacifistes éclata, en R.F.A. notamment; elles s'attaquaient en fait presque uniquement au "militarisme américain", et étaient évidemment manipulées. Alors Mitterrand choisit son camp: en janvier 1983, devant le *Bundestag*, il réaffirma solennellement l'attachement de la France au bloc occidental, et déclara: « **les pacifistes sont à l'ouest; les missiles, eux, sont à l'est** ». Il n'y aurait pas de nouveau Munich... Le P.C.F. avala difficilement cette grosse couleuvre.

Par ailleurs les programmes nucléaires militaire et civil ne furent pas abandonnés, contrairement aux rêves d'une partie de la majorité; on se contenta, pour des raisons symboliques, d'arrêter les travaux de Plogoff et d'abandonner l'extension du camp du Larzac. L'affaire du **Rainbow-Warrior**, en 1984, montra que la gauche savait recourir à l'occasion aux méthodes les plus "traditionnelles": ce navire de l'organisation écologiste Greenpeace, qui partait en campagne contre les essais nucléaires en Polynésie, fut coulé par les services secrets français dans le port d'Auckland en Nouvelle-Zélande. Il y eut un mort; l'affaire entraîna la démission du ministre de la Défense, Charles Hernu.

Malheureusement, les choses allèrent vite très mal, essentiellement à cause de l'économie, qui refusait de se plier aux directives gouvernementales — en revanche il n'y eut pas de contestation de masse des réformes de société ni des réformes sociales, pourtant en partie elles aussi responsables de l'aggravation de la situation. Après un débat interne long et dur, qui s'étala sur le premier semestre 1983, les socialistes décidèrent d'**arrêter les réformes** et de se convertir à une gestion plus orthodoxe de l'économie: ce fut ce que l'on appela "le tournant de la rigueur" (voyez le détail au chapitre 18). C'était un tournant majeur, le renoncement définitif non seulement aux rêves, mais aussi à la rhétorique révolutionnaire, même sous les formes très modérées des années 1970.

Le Bad-Godesberg français se fit donc à chaud, dans l'urgence. La conversion de la gauche à un réformisme complètement assumé, à une "culture de gouvernement", à un libéralisme économique modéré, ne pouvait pas se faire à froid comme en Allemagne en 1959, car la société française était bien trop politisée, car dans notre pays les mentalités sont bien trop imprégnées d'idéologie (du reste, le libéralisme de la gauche est toujours demeuré plus ou moins honteux), et aussi à cause de la pression, à gauche, des communistes, même affaiblis.

La rigueur fut évidemment **très impopulaire**: sur le moment, le revenu des Français diminuait, tandis que le chômage explosait. Aussi le gouvernement se trouva très vite en difficulté. La droite, menée par une nouvelle génération où se détachaient les figures de Philippe Séguin et d'Alain Madelin, reprenait confiance en elle; elle menait à l'Assemblée une guérilla sans merci. Dans ce contexte tendu, on vit ressortir une dernière fois l'ancestrale **querelle scolaire**, que les socialistes crurent bon de relancer pour faire diversion. Le programme commun prévoyait la nationalisation de l'enseignement privé, mais en 1981 on avait décidé que ce n'était pas une priorité. En 1984, le ministre de l'Éducation Alain Savary relança le projet. Tous les mécontents saisirent l'occasion pour se mobiliser avec les partisans de l'enseignement privé, contre une mesure qu'il était difficile de présenter comme un progrès de la liberté. Le 24 juin, une gigantesque manifestation contre la réforme Savary, lancée par une galaxie d'organisations catholiques, dont les plus connues sont l'Association familiale et scolaire (A.F.S.) et l'Association des Familles catholiques (A.F.C.), mais aussi par des organisations juives, rassembla un million et demi de personnes à Paris: ce fut la plus importante de notre Histoire. Elle entraîna, le mois suivant, la démission de Pierre Mauroy, remplacé à Matignon par Laurent **Fabius**; les communistes saisirent l'occasion pour regagner l'opposition.

La droite, qui n'avait jamais vraiment accepté la légitimité de ce qu'elle s'obstinait à baptiser "l'expérience socialiste", avait trouvé un nouveau cheval de bataille: le libéralisme, dans une version pure et dure, très thatcherienne, qui était en train de devenir le nouveau consensus, le nouveau conformisme. Mais un facteur complètement inattendu vint brouiller les cartes. Au élections cantonales de 1984, à la surprise et à la consternation générales, le **Front national** rassembla 11% des voix, alors qu'en 1981 Jean-Marie Le Pen n'avait même pas pu rassembler les cinq cents parrainages nécessaires pour se présenter à la présidentielle. C'était le retour de l'extrême-droite au cœur de la vie politique, après quarante ans de traversée du désert¹.

¹ Après l'échec aux présidentielles de 1965 de Tixier-Vignancourt, dont Jean-Marie Le Pen avait été le directeur de campagne, l'extrême-droite française avait entamé un profond travail de restructuration et de renouvellement. Ce fut d'abord le mouvement **Occident**, né en avril 1964, et qui recrutait essentiellement dans la jeunesse universitaire; Alain Madelin, Patrick Devedjian et Gérard Longuet y firent leurs premières armes avant de rejoindre les rangs la droite républicaine à la fin de la décennie — ainsi que Marie-France Stirbois et Bruno Gollnisch, futurs cadres du F.N. Le mouvement affichait un "jeunisme" typique de l'époque; s'il faisait volontiers le coup de poing avec les gauchistes, ce qui d'ailleurs demandait plus de courage que dans les années 1930 car les rapports de force au Quartier latin s'étaient inversés (sauf à Assas), il s'occupait aussi de reconstituer un socle idéologique. Il mobilisait le thème maurrassien de "la France seule", mais sous-tendu par une conception ethnique-biologique de la nation venue en droite ligne d'Europe centrale. En politique, il était partisan de la domination des "élites"; très anticommuniste, il soutenait l'action des Américains au Vietnam. Occident demeura un groupuscule essentiellement parisien; il échoua à noyauter des syndicats et associations d'étudiants, et fut dissous en décembre 1968 pour avoir posé une bombe de trop dans une librairie maoïste. À Assas, un groupe beaucoup plus nettement influencé par l'idéologie fasciste (rebaptisée "solidariste"), le Groupe Union Défense (G.U.D.), prit le relais; il existe toujours.

En décembre 1969, des anciens d'Occident lancèrent un nouveau mouvement: **Ordre nouveau**. Il s'occupa presque immédiatement de prendre des contacts avec les autres extrêmes-droites européennes, toutes querelles historiques vidées: le nationalisme s'inscrivait désormais dans le cadre plus large de la défense de l'Occident chrétien contre le communisme et l'immigration. « Le parti de demain, c'est l'Europe occidentale. Le militant du M.S.I. [italien] et le phalangiste [espagnol], le lieutenant grec [l'armée grecque était au pouvoir à l'époque] et l'étudiant

inscrit au N.P.D. [allemand] mènent notre combat. (...) Ils songent comme nous à créer la patrie nouvelle, qui s'étendra de l'Atlantique aux marches de l'Est (...). Notre patriotisme sera le ciment du bloc occidental et le rempart contre le bolchevisme »... Ordre nouveau, qui prétendait se lancer dans l'action politique, attira un moment toute la mouvance d'extrême-droite, par exemple l'hebdomadaire *Minute*; mais les résultats électoraux furent très décevants. Aussi à son deuxième congrès, en octobre 1972, le mouvement fusionna avec deux autres groupuscules, dont l'un était dirigé par Bidault, pour former le **Front National**, lequel se dota d'un leader qui avait fait ses preuves mais, ayant plus ou moins délaissé la politique active depuis 1965, n'avait pas de problèmes avec la justice et n'était pas associé aux échecs d'Ordre nouveau: Jean-Marie Le Pen.

Le programme du F.N. reprenait en gros ceux d'Occident et d'Ordre nouveau; au tout début, il n'était pas spécialement agressif envers les immigrés, ni d'ailleurs envers les réformes "libertaires" dans l'air, comme le droit à l'avortement. Mais le F.N. apprit très vite à mobiliser sur ces thèmes (celui de l'immigration apparut à partir de 1973), plus ceux du poujadisme qui continuaient en quelque sorte l'apport personnel de M. Le Pen; il élargit ainsi son électorat potentiel, quitte à devoir organiser la coexistence problématique entre des courants très différents... Mais les résultats électoraux étaient toujours aussi décevants (0,74% des voix aux présidentielles de 1974!), et les scissions se succédaient — elles permirent à M. Le Pen d'imposer ses proches, notamment Jean-Pierre Stirbois.

Le F.N. représente en quelque sorte le versant politique de l'extrême-droite française des années 1970; il faut s'arrêter aussi sur son versant intellectuel. Ce fut d'abord la revue *Europe Action*, fondée en 1962 par Dominique Venner, ancien para, ancien de l'O.A.S. et intellectuel autodidacte; on y trouvait notamment les premiers articles de Fabrice Laroche, plus connu sous le pseudonyme d'Alain de Benoist. Puis ce fut la fondation du Groupement de Recherche et d'Étude pour la Civilisation européenne (**G.R.E.C.E.**) en 1967 (en 1969 pour le dépôt des statuts officiels), dirigé par Alain de Benoist. Ces deux entités avaient en commun de s'essayer à une refondation théorique du nationalisme autour de la notion de "civilisation occidentale" — une civilisation dont le christianisme n'était pas censé représenter le cœur, mais au contraire un élément étranger, "oriental" (lisez: juif), une force universalisante et dissolvante pour les identités nationales. Le signe du G.R.E.C.E. était parlant: il y avait dans ces milieux toute une défense et illustration du paganisme. *Europe Action*, puis le G.R.E.C.E. développèrent aussi, notamment d'après Alexis Carrel (un biologiste qui en 1935 avait repris les théories de Vacher de Lapouge, mâtinées d'hitlérisme, dans *L'homme, cet inconnu*), une théorie "différentialiste" de l'inégalité biologique des races: les frontières génétiques devaient remplacer les frontières politiques, dépassées — l'antisémitisme en revanche était discret, pour éviter les ennuis juridiques. Le G.R.E.C.E. touchait l'égalité en général pour une utopie néfaste: il proclamait l'héritité de l'intelligence et en tirait des conclusions élitistes, défendait l'eugénisme (ce qui d'ailleurs conduisit Benoist à approuver la loi Veil!), détestait le capitalisme libéral autant que le marxisme, et, sous prétexte de lutte contre la "disparition progressive de la diversité du monde", tenait le métissage, racial ou culturel, pour le péril suprême.

Bref, plus rien à voir avec les extrême-droites françaises traditionnelles: malgré des références à Lénine (l'homme d'action, l'auteur de *Que faire?*) et à Gramsci (un communiste italien de l'entre-deux-guerres, lui aussi théoricien de l'action) et l'absence totale de références directes à Hitler (la même prudence le poussait à refuser de s'associer aux négationnistes, qui firent du bruit en 1978 avec le professeur Faurisson), **Alain de Benoist a largement réinventé le nazisme**. Mais ce n'est pas un politique; il voulait plutôt peser sur le débat intellectuel, influencer les esprits. Pour cela, le F.N. d'alors n'était pas un théâtre assez important. Le G.R.E.C.E. faisait la chasse aux cautions intellectuelles — il arriva à obtenir des collaborations de Giono et de Michel Tournier! (En fait, deux hommes aux idées un peu confuses sur certains points: la fin du *Roi des aulnes* m'a toujours mis très mal à l'aise). Même Gorges Dumézil se fit piéger dans un comité de lecture... Le G.R.E.C.E. influençait des cercles politiques comme le **Club de l'Horloge**, fondé en 1974 par le futur frontiste Yvan Blot, et qui devait lui servir de relais dans la haute administration et le monde politique — mais la rupture survint vite, le Club de l'Horloge étant allergique au néo-paganisme et plutôt porté au néo-libéralisme en économie. Ce fut au Club de l'Horloge que Bruno Mégret fit ses premiers pas en politique — il ne rejoignit le F.N. qu'au début des années 1980, après un bref passage au R.P.R. entre 1979 et 1981 (sous l'influence de Marie-France Garaud, conseillère de Jacques Chirac et Cassandre hystérique du danger soviétique — tout ceci, en effet, avait lieu dans le contexte de la curée médiatique générale de cette fin d'années 1970 contre le "socialisme réel").

Tout ceci ne touchait que des milieux très réduits; mais en 1978 le nouveau patron du *Figaro*, Robert Hersant, décida de lancer un supplément hebdomadaire nettement plus militant et radical que le quotidien, ***Le Figaro magazine***, dirigé par Louis Pauwels (l'ancien animateur de la revue *Planète*, plus portée sur l'occultisme que sur la politique): il s'agissait de fonder une "**nouvelle droite**". Le G.R.E.C.E. parvint à y faire entrer quatre des siens, dont Alain de Benoist: c'était une tribune inespérée, même si l'on ne pouvait pas y écrire tout à fait n'importe quoi compte tenu d'un lectorat essentiellement conservateur; mais le G.R.E.C.E. parvint à occuper une bonne partie de l'espace médiatique en 1979-1981: tout le monde ne parlait plus que d'eux, même si c'était en général sur un ton indigné. Le Club de l'Horloge aussi avait des représentants dans la revue de Pauwels, laquelle attirait aussi des hommes plus respectables, comme l'historien Pierre Chaunu et l'écrivain Jean d'Ormesson.

Certains hommes politiques de la droite républicaine étaient fort proches de ces cercles, notamment Michel Poniatowski, dont Yvan Blot fut le directeur de cabinet et qui se passionna brutalement pour les Indo-Européens,

Le F.N., qui menait une vie groupusculaire depuis sa fondation en 1972, avait su renouveler la thématique et le discours de la droite nationaliste: il ne contestait pas ouvertement la République ni la démocratie, mais il exploitait le désarroi des victimes de la crise, la peur du changement, de l'ouverture au monde, de la construction européenne; et puis surtout la haine des immigrés, le racisme anti-Arabs et anti-Noirs, la phobie de l'islam, des sentiments répandus depuis longtemps dans la population française — et que d'ailleurs une partie de la droite républicaine ne s'était pas privée d'exploiter à l'occasion, mais sans jamais en faire le cœur de son programme. À nouveau, comme avec l'antisémitisme vers 1895, on assistait à **la politisation**, par une mouvance protestataire et démagogique dépourvu de scrupules, **d'un sentiment collectif** trop bas pour être mobilisé par les forces politiques classiques. Grâce à ce discours plus populiste que fasciste, malgré des "clins d'œil" plus ou moins discrets (notamment antisémites) régulièrement adressés à la partie la plus militante et la plus radicale de son électorat, grâce aussi aux étonnants talents de tribun de Jean-Marie Le Pen, le F.N. avait réussi à mordre sur les couches populaires, récupérant une partie du vote protestataire de gauche avec les voix d'une partie de la droite radicalisée.

Les deux années qui suivirent furent très pénibles; elles se conclurent par la victoire de la droite républicaine aux élections législatives de 1986, et l'arrivée à Matignon d'un premier ministre gaulliste, Jacques Chirac; « *but this is another story* » (R. Kipling). Ces premières années 1980, en tout cas, avaient révélé un grand homme politique qui allait dominer la vie politique du pays durant quatorze ans, pour le meilleur et pour le pire; elles avaient profondément transformé les équilibres politiques et même les termes du débat politique; elles avaient enseigné que la Ve République pouvait survivre à une alternance politique majeure, mais aussi que les guerres civiles froides franco-françaises allaient devoir être rangées au placard, car le monde frappait à la porte. Elles avaient aussi désenchanté les Français des utopies et des programmes tout faits... Bref, **la période post-gaullienne était close**; la France était entrée

ainsi que Jacques Médecin, le maire de Nice. Après 1981, le *Fig-Mag*, repositionné en organe de l'ultra-libéralisme "musclé", gagna encore en audience à cause de ses critiques au vitriol de l'action de la gauche, et aussi parce qu'il avait une explication simple à la défaite de la droite: celle-ci s'était laissée entraîner à partager les valeurs de la gauche au lieu de les combattre, elle avait connu une "dérive social-démocrate"... Il fut pourtant impossible au G.R.E.C.E. et au Club de l'Horloge de "coloniser" la droite républicaine, qui au même moment redécouvrait le libéralisme, et n'était donc pas orpheline d'idéologie; elle avait quand même retenu quelques leçons de l'Histoire, et surtout elle demeurait démocrate. Il ne restait plus, à partir de 1984, qu'à se rabattre sur le F.N., ce qui certainement fut perçu comme une défaite.

Pour compléter tout à fait le tableau, il faut évoquer l'apparition d'un courant néo-légitimiste dans la foulée de la contestation de Vatican II par les catholiques traditionnalistes (l'occupation de l'église de Saint-Nicolas du Chardonnet par les traditionnalistes proches de Mgr Lefebvre date de 1977): en 1982, Bernard Antony, également connu sous le pseudonyme de Romain Marie, lança le groupe Chrétienté-Solidarité, très proche dès l'origine du F.N. — en 1981, deux jours avant la victoire de Mitterrand, Jean-Marie Le Pen avait défilé pour la première fois aux côtés des traditionnalistes à la fête de Jeanne d'Arc. En 1982 toujours, Romain Marie lança le quotidien *Présent*, qui devint rapidement l'organe officieux du F.N.

dans une ère politique nouvelle, dont nous sortons à peine aujourd'hui — à l'heure où je rédige ce texte, début 1999, les principaux acteurs politiques sont toujours ceux apparus dans les années 1970 (Jacques Chirac) ou au début des années 1980 (Lionel Jospin, Philippe Séguin, Jean-Marie Le Pen).